



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



CIHEAM

Watch Letter

N°40

Strengthening the role of women in rural and agricultural areas *Obstacles and opportunities*

A CIHEAM-UfM Co-publication



The UfM Secretariat
is co-funded by the
EUROPEAN UNION

The publication of this
Watch Letter is supported by:



Sweden
Sverige

October 2018

Follow the UfM Secretariat on:



/ufmsecretariat



@UfMSecretariat



/union-for-the-mediterranean



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط

Strengthening the role of women in rural and agricultural areas

Obstacles and opportunities



The UfM Secretariat
is co-funded by the
EUROPEAN UNION



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط

The views and opinions expressed in this report do not necessarily reflect those of the Union for the Mediterranean, nor those of CIHEAM, nor those of the Government of Sweden.

More information on the Union for the Mediterranean is available on internet (<http://www.ufmsecretariat.org>) © Union for the Mediterranean, 2018

All images: © Union for the Mediterranean, except for:

Photographies illustrating the cover and photographs used in p.17, p.27, p.43, p. 47, p.63, p. 69, p. 79, p. 83, p. 101, p.107.

Reproduction is authorised provided the source is acknowledged.

Published in October 2018

Table of content

8	Hommage à Cosimo Lacirignola, Feu Secrétaire général du CIHEAM
10	Leaving No One Behind: Women in Rural Communities Are Key to a Sustainable, Food Secure Future – Commission on the Status of Women 2018
14	Palestinian Women Empowerment in Rural Areas: 35 years of achievements in collaboration with PARC and rural women
18	FAO's commitment to empowering rural women in the Near East and North Africa region
22	Working against the grain: Voices of women from rural areas in Bulgaria
26	Gender and climate induced migrations in the Mediterranean Region
32	Agriculture familiale et genre dans le Nord de la méditerranée (cas de l'Italie)
38	Les sept chemins de l'agriculture à la nutrition et l'empowerment des femmes : transformations et manipulations d'un modèle graphique
44	Strategies on women empowerment and gender equality: how to reduce the gap between rural women and institutions.
48	Promouvoir les modes de garde collectifs dans les territoires ruraux : une opportunité de répondre à l'ensemble des ODD et notamment d'égalité des sexes
54	The impact of discriminatory social institutions on rural women's empowerment
60	The Role of Women on Urban Agriculture and Food Security in Beit Lahia City, Gaza Strip
64	La percée des filles dans l'enseignement agricole technique français : entre obstacles et opportunités
70	Évaluation et chiffrage du rôle socio-économique et culturel des femmes dans les petites et moyennes exploitations agricoles du Sud du Maroc
76	Faïminisme
80	The European Parliament's Work on Women in Rural Areas
84	The Impact of Socioeconomic characteristics on Empowerment of Bedouin women in Egypt
90	The impact of gender inequalities on food security: what policies are needed?
98	BOX 1: L'exemple du bureau d'Appui à la femme rurale (Tunisie)
102	BOX 2: Promotion of the Practice of Rainwater Harvesting (RWH) at the Household Level among Women in the Bedouin Community of Qatrana in the Karak Governorate/ Jordan
104	BOX 3 : Autopromotion des couches vulnérables (Femmes et jeunes filles) par la mise en place d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) à Bordj Bou Arreridj (Algérie)

Éditorial

Renforcer le rôle des femmes : Obstacles et opportunités dans les milieux ruraux et agricoles

Un potentiel sous-estimé

Les femmes dans les zones rurales et agricoles jouent un rôle clef dans le développement des territoires. De par leur rôle dans l'économie agricole ou dans la pêche, les femmes sont au cœur de la résilience des sociétés les plus vulnérables. Elles constituent un élément de réponse, encore sous-estimé, aux défis méditerranéens en matière d'alimentation, de préservation des écosystèmes, de pérennisation des pêches, de gestion responsable des ressources naturelles, d'adaptation aux changements climatiques et aux crises migratoires dont l'exode rural est une manifestation. Elles représentent 43% de la main d'œuvre agricole mondiale, pourcentage qui atteint 70% dans certains pays. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, le nombre de femmes constituant la main-d'œuvre agricole est passé de 34 % en 1995 à près de 45 % en 2011. En Europe, ce nombre est de 42% en 2017.

Parallèlement, le nombre de femmes rurales qui dirigent leur propre entreprise est croissant, bien que leur potentiel entrepreneurial reste méconnu et insuffisamment exploité.

Cette importance stratégique des femmes dans les communautés et territoires ruraux est inscrite dans les Objectifs de Développement Durable et a été le thème prioritaire cette année de la 62ème session de la CEDAW (mars 2018), qui a rappelé que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles rurales sont des conditions essentielles pour parvenir au développement durable et promouvoir des sociétés pacifiques, justes et ouvertes.

Un rapport publié par la Banque mondiale en 2018 estime que si les femmes disposaient des mêmes revenus que les hommes, la richesse mondiale augmenterait de 23 620 dollars par habitant. Ceci représenterait en moyenne, dans les 141 pays étudiés, un montant de 160 milliards de dollars. Ce manque à gagner en terme de croissance économique, est une aberration, en particulier dans les zones rurales et agricoles qui sont celles

qui bénéficient le moins des retombées positives de la mondialisation.

Des discriminations toujours à l'œuvre

Pourtant, sur le 1,6 milliard de personnes vivant dans la pauvreté dans le monde, près de 80 % des personnes extrêmement pauvres vivent dans des zones rurales. Et depuis plusieurs décennies, cette pauvreté se féminise et constitue un obstacle à l'autonomisation des femmes.

Aujourd'hui, dans de nombreux pays, les discriminations et la marginalisation que subissent les femmes rurales restent importantes en raison de normes sociales et de certains aspects du droit coutumier. Elles continuent d'avoir un accès limité à la terre, à l'eau et à l'assainissement, aux services financiers, au crédit, aux services de vulgarisation et aux intrants agricoles, au travail décent, aux protections sociales, aux services de santé, à une éducation de qualité, à la formation, aux infrastructures et aux technologies. Cause et conséquence, une sous-représentation des femmes dans les organisations et institutions est plus importante en zones rurales, réduisant ainsi leur participation aux processus décisionnels, aux projets dans les territoires et aux politiques publiques.

Ce sont autant de filles et de femmes dont on gâche le potentiel pourtant essentiel à la réalisation des objectifs économiques, sociopolitiques et environnementaux que nous nous fixons dans l'espace méditerranéen.

La capacité des pays à aider les agricultrices, notamment les petites exploitantes, la pêche artisanale, l'horticulture ou l'élevage gérés par des femmes, doit être renforcée, notamment en dispensant un enseignement et une formation de qualité, en améliorant l'accès des femmes rurales aux services de vulgarisation, aux services financiers, aux intrants agricoles, au foncier, à l'irrigation, aux technologies dont les TIC, et aux transports sûrs et abordables. Des objectifs qui ne peuvent être atteints sans une véritable

coopération régionale impliquant la participation des organisations de la société civile, des syndicats, des entreprises et des coopératives ainsi que des milieux académiques et de la recherche.

Le CIHEAM, acteur méditerranéen de la coopération agricole, du développement rural, de la formation et de la recherche depuis 1962, est engagé depuis plusieurs années dans l'accompagnement et l'inclusion des communautés de petits agriculteurs et pêcheurs, dont des femmes. Le Plan d'Action pour la Méditerranée du CIHEAM (PACMED 2025) prévoit au travers des activités de formation, de recherche, d'assistance technique et de dialogue politique, le soutien aux initiatives en faveur des femmes rurales et/ou menées par elles. Particulièrement engagé dans la lutte contre le gaspillage des savoirs et des potentiels, le CIHEAM accorde de plus en plus de place au développement des compétences et à l'autonomisation des femmes. Il soutient la participation des femmes et des étudiantes dans les filières scientifiques et les réseaux de recherche, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de la gestion des ressources naturelles, de l'énergie, du développement rural et côtier, de l'adaptation aux changements climatiques, de la santé animale ou des marchés agricoles : des thèmes liés aux grands enjeux méditerranéens.

L'accent mis sur l'autonomisation des femmes, en tant que principale contribution pour surmonter les défis pressants auxquels la région méditerranéenne est confrontée, est au cœur de la stratégie de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Cette stratégie a été progressivement élaborée et structurée au cours des dernières années en étroite coordination avec les États membres de l'UpM et avec la participation des principales parties prenantes opérant dans la région, notamment les autorités locales, les organisations internationales, les bailleurs, la société civile et le secteur privé. Ainsi, dans la dernière Déclaration ministérielle de l'UpM sur le renforcement du rôle des femmes dans la société, adoptée le 27 novembre 2017 au Caire, les ministres ont convenu qu'il était urgent de prendre les mesures et politiques nécessaires pour assurer la pleine participation des femmes dans les domaines politiques, économiques et sociaux. Les femmes et les filles rurales constituent l'une des principales priorités de cet engagement.

A l'échelle de la Méditerranée, l'UpM et le CIHEAM travaillent à mieux faire entendre la voix des femmes et des jeunes filles et à renforcer leur pouvoir, leur participation et leur leadership, y compris dans les zones rurales.

La Watch Letter n°40 s'inscrit dans cet objectif. Cette publication commune vise à mettre en perspective différentes situations en Méditerranée en analysant les défis et opportunités liés au renforcement du rôle des femmes rurales dans les domaines économique, social, juridique et politique. Les articles de cette publication ont une portée nationale ou régionale, thématique (climat, migration, éducation, emploi, accès aux services et ressources...) ou sectorielle (agriculture, pêche, élevage, artisanat, entrepreneuriat, politique, ...). Ils nous permettent de mieux comprendre les logiques à l'œuvre de la discrimination, d'identifier des leviers de changement et de partager les bonnes pratiques. Un exercice salutaire à reconduire dans un contexte où la collecte, l'analyse et la diffusion de données sectorielles et territoriales genrées restent très insuffisante.

Hommage à Cosimo Lacirignola, Feu Secrétaire Général du CIHEAM

Tribune parue dans la publication

Visions and actions to promote gender equality in the Mediterranean

UpM, Novembre 2017

Cosimo Lacirignola, Secrétaire général

Centre International de Hautes Études Agronomiques

Méditerranéennes (CIHEAM, Paris)

Pour un investissement massif et engagé dans les femmes rurales

Travailler sur l'autonomisation et le renforcement des femmes dans les territoires ruraux et agricoles, c'est avant tout chercher à comprendre les rapports sociaux entre les femmes et les hommes, la construction des rôles des uns et des autres. C'est comprendre comment les assignations à identité se construisent et freinent parfois. C'est analyser les ressorts de l'émancipation.

Ce n'est jamais opposer les uns aux autres... Au contraire, il s'agit de rechercher les dénominateurs communs, de les renforcer et de les faire porter de manière collective afin que les effets positifs de cette démarche bénéficient à tous.

Travailler sur l'autonomisation et le renforcement des femmes c'est donc donner corps aux valeurs que sont l'équité, le respect, l'altruisme et l'ouverture.

Dans l'espace méditerranéen, cette approche inclusive est une nécessité. Dans les espaces les plus fragiles, les plus exposés au risque, elle est une obligation.

En Méditerranée se concentrent et s'accumulent de nombreux défis environnementaux, climatiques, économiques et sociaux. Pour espérer les relever ou du moins atténuer leurs chocs inhérents, la participation de toutes les forces vives est nécessaire. Parmi ces forces, il y a ces jeunes filles en devenir et ces femmes des milieux ruraux et agricoles. Il y a également les jeunes hommes, les petits agriculteurs et pêcheurs qui sont particulièrement vulnérables et pour lesquels le CIHEAM s'investit depuis sa création en 1962. Notre mission consiste à rapprocher le monde de la recherche des problématiques vécues par ces populations et à trouver des solutions concrètes en mobilisant nos activités de formation, la recherche en réseau, l'assistance technique et le dialogue politique.

Actrices sociales et économiques au potentiel entravé, les femmes des milieux ruraux et agricoles jouent un rôle qui reste aujourd'hui encore méconnu et sous-estimé. Temps de travail domestique ou informel non comptabilisé et non valorisé ; inégalités d'accès aux ressources éducatives, financières et foncières ; mobilité limitée ; faible représentativité dans les espaces décisionnels... Qu'il s'agisse de freins directs ou indirects, de discriminations légales ou de pressions socioculturelles, ces pénalités liées au sexe, exposent davantage les femmes à la pauvreté et à la précarité tout en les fragilisant davantage en période de crise.

Les femmes jouent pourtant un rôle clé dans la résilience des territoires. Elles constituent une main-d'œuvre agricole précieuse et participent à maintenir un écosystème économique et social local. En Afrique sub-saharienne, les agricultrices contribuent à la production de 80 % des denrées alimentaires de base. Elles participent à nourrir leur famille, la communauté et le village. C'est un élément non négligeable, à l'heure où les insécurités alimentaires refont surface notamment aggravées par les chocs climatiques, la raréfaction des ressources naturelles telles que l'eau et la dégradation accrue des sols.

En Méditerranée, les femmes restent les principales responsables du choix et de la préparation des aliments. Elles sont donc au cœur de la sécurité nutritionnelle de la famille, de l'éducation alimentaire et de la prévention santé. Ce rôle est d'autant plus important qu'en raison d'une transition nutritionnelle accélérée, les pays de la région sont de plus en plus confrontés à l'obésité et aux maladies liées à l'alimentation telles que le diabète, l'hypertension, les troubles cardiaques vasculaires alors même que subsiste la malnutrition dans certaines régions.

Les femmes sont fréquemment les gardiennes de

savoirs traditionnels relatifs aux plantes et aux espèces indigènes. Ces femmes sont dotées d'une expertise précieuse en matière d'hybridations et d'adaptations d'espèces végétales ou même animales. Mais faute de transmission adéquate aux nouvelles générations, ces savoirs pourraient disparaître. En Méditerranée, elles sont par exemple, dépositaires d'un patrimoine culinaire ancestral, « le régime méditerranéen ». Constituée en grande partie à base de céréales, d'huiles végétales et de légumes, le « régime méditerranéen » a un impact faible sur l'environnement mais important sur le développement local. Ce régime contribue à la préservation de la biodiversité. Il est aussi pourvoyeur d'emplois durables. Agro-écologie, pêche responsable, restauration, gastronomie, agrotourisme... Le « régime méditerranéen » est à plusieurs niveaux stratégiques pour la région et les femmes en sont une composante centrale qu'il faut davantage soutenir et former.

Enfin, les femmes sont souvent plus à l'aise avec l'esprit d'innovation dans les domaines techniques, économiques ou organisationnels. Elles se distinguent par une forte capacité à développer des solidarités locales et à transmettre de bonnes pratiques. Les femmes entrepreneurs sont aussi un maillon précieux de la chaîne agricole. Elles innovent, créent de la richesse et de la valeur sociale ajoutée. Ces activités se font souvent dans l'ombre et il nous appartient de contribuer à l'émergence de modèles féminins de réussite dans les milieux ruraux.

Parmi les projets portés par le CIHEAM, beaucoup participent à améliorer le statut social et économique des femmes rurales et agricultrices, notamment grâce à la formation et en se focalisant sur l'amélioration de leur employabilité. Nous développons des outils pour l'inclusion des femmes dans la gouvernance des politiques alimentaires et agricoles. Nous participons à favoriser les échanges d'expériences et travaillons au maintien du dialogue institutionnel avec les pays méditerranéens au niveau local, national et régional. S'il est important

de féminiser l'agriculture et de renforcer la place des femmes dans les zones rurales, il est aussi important de contribuer simultanément à féminiser les filières scientifiques dans lesquels sont développées les solutions aux problèmes rencontrés en Méditerranée. Au CIHEAM, nous travaillons à renforcer la participation des femmes dans nos activités de recherche au sein de nos instituts agronomiques. Nous sommes, en effet, convaincus que les chercheuses représentent le socle de l'avenir en Méditerranée et qu'elles ont beaucoup à apporter dans le développement des territoires ruraux, la gestion des ressources naturelles, la sécurité alimentaire et la nutrition, les systèmes de production agricole innovants, ou encore dans la pêche et l'aquaculture durables.

Mieux valoriser le rôle des femmes et renforcer leur capacité d'action dans la sphère publique et professionnelle, c'est réussir la construction d'un espace solide dans lequel les femmes verront leurs conditions de vies améliorées au bénéfice de la société dans son ensemble. Pour autant, il reste encore beaucoup à faire pour permettre aux femmes de déployer tout leur potentiel et pour faire valoir leurs compétences. Nous y travaillons au CIHEAM et nous invitons nos partenaires à un investissement massif et engagé dans cette cause.

Leaving No One Behind: Women in Rural Communities Are Key to a Sustainable, Food Secure Future

*Mohammad Naciri, Regional Director,
Regional Director for Arab States, UN Women*

Globally, women make up 40% of the agricultural labor force, both formal and informal, in unpaid and paid work in fields and on farms. Yet, women are also the largest unpaid care workforce, women are less likely to own land – with only 13% of agricultural landowners globally being women¹ – and more likely to work on family owned land for free, without access to markets or new technologies. Women spend much of their time on work inside the home, contributing to and running households, with no recognition of this work, and no wages to call their own. While they often are best placed to accurately identify the immediate needs of their families, in many communities, they are not making decisions on how the household income is spent.

As noted in the Secretary General's report on Rural Women, "rural women and girls are disproportionately affected by poverty, exclusion and the effects of environmental and climate change"². Thus, women and girls living in rural areas are less likely to absorb shocks, recover from crisis, and be able to create a sustainable future for themselves and their families.

In light of the 2030 agenda, and under the notion of leaving no one behind, we have an obligation to focus on women in rural areas, who, unless they are empowered to become resilient to external (and internal) shocks, will continue to bear the brunt of climate change and inequalities that will hinder our collective prosperity and development.

That is exactly what the Commission on the Status of Women (CSW) had as a priority theme in March 2018, when member states, civil society and UN entities gathered to focus on Challenges and

opportunities in achieving gender equality and the empowerment of rural women and girls in the commission's 62nd session.

Just as in the Secretary General's report, the Commission, in the agreed conclusions adopted on the last day, noted that the foundations for a sustainable, gender equal, Agenda 2030 are already present, in the Beijing platform for action, CEDAW and other internationally ratified conventions and protocols. The Commission highlighted recommendations for ensuring that Agenda 2030 can be achieved and that women and girls living in rural areas have the rights and tools needed to be part of the solution; for there can be no solution without them. Notably, the Commission outlined three broad areas of action, with specific guidance under each, and in adapting the document made a commitment to the recommendations made.

Strengthen normative, legal and policy frameworks

The conclusions call upon member states that have not already done so to ratify international conventions and review reservations on these, as well as design and implement policies that protect and promote women's human rights. This includes ensuring full access to justice, living a life free from violence, sexual harassment, and discrimination. Furthermore, they call for a review of women's landownership policies, notably referencing that these should be free from any discrimination based on the marital status of a woman, on a par with that of men. As a crosscutting issue, the conclusions called to "integrate a gender perspective into the design, implementation and evaluation of and follow-up to development policies, plans and

¹ UN Women infographic <http://www.unwomen.org/en/digital-library/multimedia/2018/2/infographic-rural-women>

² Challenges and opportunities in achieving gender equality and the empowerment of rural women and girls: Report of the Secretary General, 2018 <http://undocs.org/E/CN.6/2018/3>

³ <http://www.unwomen.org/en/csw/csw62-2018>

programmes, including budget policies.”

Women’s empowerment is not a stand-alone issue, just as in Agenda 2030, the solution lies not with one ministry or one government entity alone. To truly address inequalities, we must ensure that women’s empowerment is prioritized across sectors and budgets and that the gap between the women’s rights agenda and broader national planning is bridged. We know that when women participate equally in the workforce, and in the economy that nations are more likely to prosper. Creating an enabling environment that empowers women to do so is key, therefore, for the 2030 agenda.

Implement economic and social policies for the empowerment of all rural women and girls

By far the most comprehensive of the three areas, this section focuses on a call for member states to strengthen macroeconomic policies, business opportunities, and recognize the role of women in sustainable agricultural and rural development. Furthermore, more action is needed to strengthen the role of women in attaining food security, protect women’s employment rights, women’s access to health and education. This section has a heavy focus on the joint responsibility of safe and fair work, and a recognition of women’s agency and a joint responsibility in ensuring this. Furthermore, focusing on women’s access to finance is key, as we know that women are less likely to access micro credit and loans in many countries due to a variety of barriers, including social. Key here is also the recognition and unequal distribution of unpaid care work and women’s unrecognized contribution

to on and off-farm production. Globally, women currently spend 1-3 hours more on unpaid care work compared to their male counterparts, with the hours being higher in certain countries. Unpaid and unrecognized care work and commitments also prevent women from being able to actively pursue paid work, education and professional growth, which in turn deters development as a whole. The CSW58 conclusions call for a review of this and a redistribution of unpaid care work, including breaking down negative stereotypes of men in caregiving roles – recognizing that social barriers also affect men.

Strengthen the collective voice, leadership and decision-making of all rural women and girls

Perhaps most importantly, this section calls for women’s agency across decision making processes ; and that women fully participate in the design and implementation of policies and have a meaningful role in decision making processes, including in the management of natural resources, responses to natural disasters and conflict and recovery processes. The importance of women’s leadership is immense, moving away from a dialogue of victimhood to empowerment. In the same vein, the Commission recognizes the contribution of civil society organizations and women human rights defenders and calls upon member states to support their important work. In doing so, a clear signal is sent that the agency of women is indeed a fundamental right, not an afterthought, and that all policies do require women at the table in decision making to be truly sustainable truly attainable.

⁴ <http://undocs.org/en/E/CN.6/2018/L.8>, p.10

The Commission on the Status of Women, therefore, sets out a robust call to action for member states, emphasizing that rural development is linked to overall sustainable development ; and both are directly linked to women's empowerment and gender equality. One cannot have one without the other ; and women's rights, therefore, and the rights of women in rural areas, do not exist in a vacuum.

So what next? We have the evidence, we have agreed upon conclusions outlining the commitment of the Commission and member states. Now the real work begins. Creating lasting, impactful change requires more than words on paper and the translation of commitment into action.

UN Women's Response:

Empowering women in rural areas requires much more than political commitment, it requires that we better understand the deeply rooted causes that drive much of the inequality women and girls in rural areas face. The solution, therefore, goes far beyond addressing the immediate agricultural concerns, to addressing the need for a systematic shift in power dynamics that creates a space for women and girls in rural areas to have an equal playing field. Today, that is not the case, and evidence tells us that more than 50% of rural women lack literacy skills, poor rural women are less likely to have access to the internet and technology, and a rural girl is two times more likely to be forced into marriage as a child compared to her counterparts in urban areas.

UN Women's response to this is a comprehensive intervention, focusing on removing barriers to inequalities and empowering women and girls, men and boys at the community and national level to become policy influencers and shape the development of their countries.

Specifically, UN Women is promoting income generation and women's income security by expanding decent work opportunities and access to gender-responsive social protection. Working in partnership with other UN agencies, UN Women provides vocational training and opportunities that enable women to connect to the broader market, coupled with policy revision and reform to ensure a safe and fair working environment for women and

men. Recognizing the importance of ICT literacy, UN Women has created a platform that allows women to access real-time financial information, mobile payment, and ICT capacity building.

Beyond direct support to women farmers, UN Women recognizes the inter-sectoral nature of gender inequalities, and couples agricultural technology, access to opportunities, with work on food security, nutrition and ending violence against women and girls. One example of empowerment through targeted interventions is in Egypt, where UN Women has worked with Villages Savings and Loans Associations (VSLA). A total of 1,036 VSLA groups in Upper Egypt were established, comprising 18,844 members (92% of which are women). The VSLA methodology is designed to target poor and marginalized women in rural communities and enables them, through participation in the savings and loan groups, to better manage household cash in an efficient and flexible manner, while investing in income generating activities that can secure and stabilize cash income. In addition, VSLA members receive trainings on social empowerment and financial illiteracy. Over the past 3.5 years, weekly savings have increased 3 to 4 times, demonstrating women's confidence in managing their own capital.

The Importance of Partnerships:

UN Women's work on empowering rural women and girls would not be feasible without targeted partnerships and the expertise of other UN agencies, civil society and member states to mention but a few. None of UN Women's work is done in isolation. Capitalizing on the expertise of each partner, UN Women works with agencies such as WFP, FAO, UNDP, UNFPA to mention but a few. Each agency is a leading actor in their area of expertise and niche. UN Women brings a strong UN coordination and normative mandate to the table, which means that existing solutions by other stakeholders, that have been proven to work, can be adapted to have a strong women's empowerment element. In doing this, the outreach is far greater, and the impact larger. Empowering women in rural areas goes beyond empowering their families alone, ensuring women's leadership is crucial in making communities more resilient to climate change and increase food security.

In all the countries where UN Women is active,

⁵ UN Women infographic

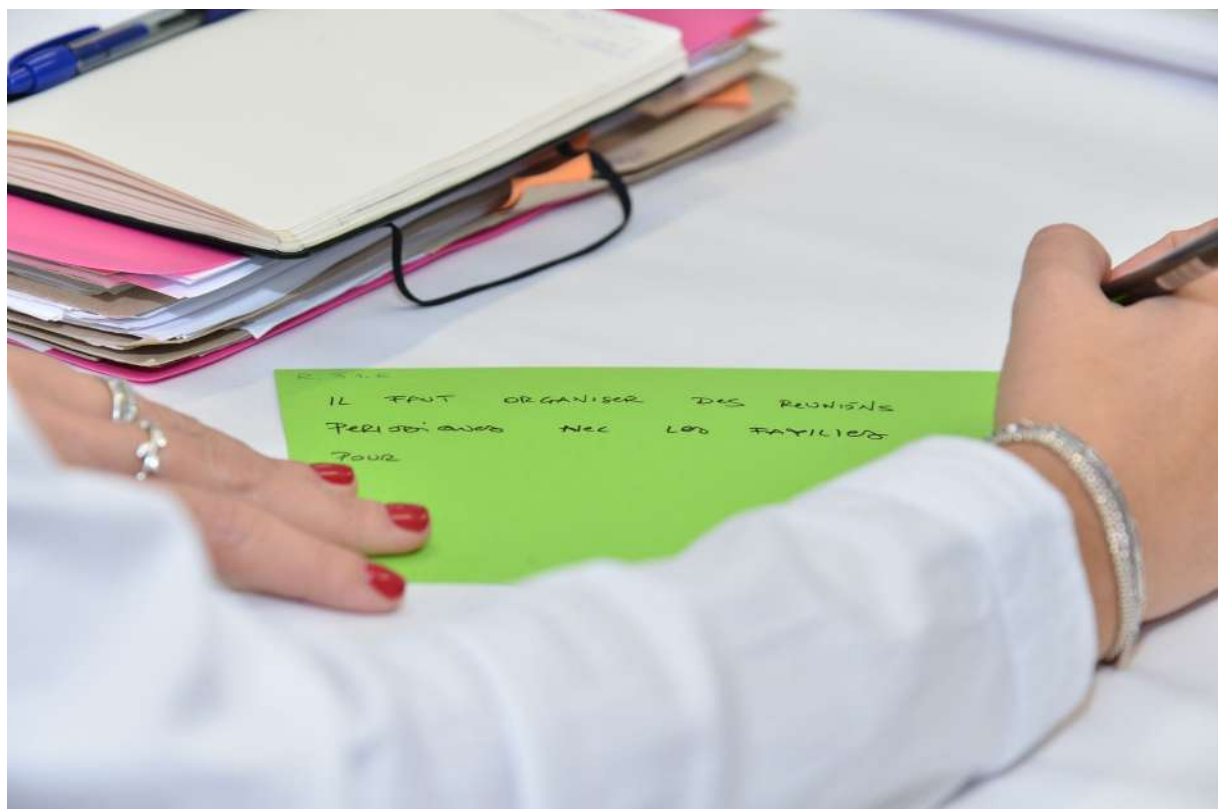
women-led civil society organizations are key to successful implementation. Ensuring that community driven solutions are at the front and center means a greater chance for crossfertilization of knowledge, and long term success in programming as the ownership remains at the local level.

At the regional level, UN Women partners with key organizations and inter-governmental bodies as an entry point for policy dialogue. This includes, inter alia, the Union for the Mediterranean, the African Union, the Arab League, etc. Having a space for inter and intra-regional dialogue is imperative to strengthen political buy in and will and to share best practices among member states.

Conclusion:

Agenda 2030 sets forth an ambitious agenda for sustainable development, it calls upon all of us to do our part. As the world is increasingly becoming more urbanized and digitized, the notion of leaving

no one behind becomes all the more important. If we do not invest in rural areas and do not invest in the lives of women and girls who live there, we will not be able to progress, we will not achieve food security, make communities resilient to shock, and be able to bounce back from natural disasters. To increase productivity and efficiency in an environmentally sound manner, we cannot leave half of the population – the very half who often know their communities best – behind. Meaningful engagement of women in all decision making processes, meaningful engagement of women in income generation and productive employment is the key to sustainable development. That was clear during the Commission on the Status of Women, in the hundreds of events organized by member states and civil society on the margins, and that remains clear in the evidence we have, the statistics we gather and the changing environment around us. Agenda 2030 is our collective responsibility, now we must step up to ensure a sustainable, prosperous and equal future for all women and men, boys and girls.



Palestinian Women Empowerment in Rural Areas: 35 years of achievements in collaboration with PARC and rural women

Athar Hodali for the Agricultural Development Association – PARC

Palestine is a country located on the Eastern Coast of the Mediterranean Sea. It is considered part of the Levant with an estimated area of 27,000 km² and it extends to the Jordan Valley. Its population recorded during the mid-2016 is estimated at 4.81 million people in both the West Bank and Gaza Strip. 73.9% of these people live in urban areas, 16.6% in rural areas, while 9.5% of them live in refugee camps.

Palestine has the highest population density in the world, especially in the Gaza Strip. The estimated population density for the year 2016 is of approximately 800 persons/km²; 519 persons/km² in the West Bank and 5,154 persons/km² in the Gaza Strip.

Given the sensitive political situation of Palestine, the percentage of families that are headed by women has increased, amounting to 10.9% of the total of the Palestinian families in 2015, 12.2% in the West Bank and 8.6% in the Gaza Strip. In addition, the percentage of female participation in the labour force is low compared to males. The female participation rate is 19.4%, 17.7% in the West Bank and 22.3% in the Gaza Strip. The female unemployment rate stood at 42.8% against 22.3% for men.

The National strategy for the Agricultural Sector and the Millennium Goals

The implementation of the 17 sustainable development goals for the year 2030 officially started in January 2016. These goals were adopted in September 2015 during a historic international summit; participating countries, including Palestine, will mobilise efforts to eliminate poverty in all its forms over the coming fifteen years. In addition to fighting against inequality and addressing climate change, although it is not legally binding, governments are expected to develop national frameworks to achieve these goals. The

Palestinian national strategy for the agricultural sector includes 9 of the 17 SDGs, especially, those related to the second goal: "End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture".

Agricultural Sector and Rural Woman in Palestine

The agricultural sector in Palestine is considered one of the most important pillars of Palestinian resilience in facing Israeli Occupation. It is a major component of the cultural, social and economic spheres. This sector provides food security and helps reduce unemployment and poverty. It is characterised by diversity in terms of agricultural production as a result of the diversity of climates in Palestine. It shows interesting scope for expansion due to irrigation and crop exports and is able to keep up with the latest technical developments due to the suitability of existing agricultural patterns and the existence of pioneering farmers and producers. The agricultural sector is therefore very effective in creating employment opportunities and in contributing to sustainable development.

Since the 1990s, the agricultural sector has faced several difficulties due to Israeli Occupation under which agricultural lands are attacked and water resources controlled. Due to the siege imposed on the Gaza Strip since 2007, 20% of agricultural land has not been accessible. More than 3,000 fishermen are unable to reach 82% of the marine areas agreed under the Oslo Agreement of 1992. These restrictions cause annual losses in agricultural production and affect development. The losses of the fishing sector are estimated at an annual 80 million US dollars.

Rural Woman

Women play a major role in the comprehensive development process in communities, especially

communities that work in agriculture and grazing. Official statistics in Palestine show that women participation in economic activity does not exceed 16% (19% in WB and 9% in GS). Women carry out 87% of the agricultural animal production labour and 54% of agricultural plant production labour, which are a source of income for thousands of Palestinian families in Palestine, in addition to their role in securing the food basket by supplying fruits and vegetables.

Results show that agriculture provides 11.5% of employment opportunities and represents 5.6% of GDP and 21% of total exports. The agricultural sector is considered the main employer of women. About one-sixth of women work in agricultural professions (20%) and, the services sector is the second largest employer of women. The percentage of women participating in the agricultural sector is 35.4% (32.3% in WB and 46.1% in GS). The percentage of agricultural holdings owned by women is estimated at 6.7% of total agricultural holdings which indicates that large holdings are managed by men. The agricultural sector including forestry and fishing suffers from low wages: the average wage is NIS 65 in the WB and NIS 20 in GS.

Challenges Faced by Rural Women

Rural Palestinian women face different challenges including:

- 1) tradition, as the Palestinian community is considered a male dominated society; this affects women's ability to study, work, and freely leave their houses. It is important to note that rural women face different types of gender-based violence;
- 2) limited access to and control of resources including funding resources, educational institutions, and difficulties in controlling women's rights due to weak policies.

PARC: 35 Years Working with Rural Women

PARC has been working with rural women for sustainable rural development for the past 35 years. It was initiated by group of agricultural engineers volunteering to support farmers and rural areas as a means of protecting Palestinian lands from confiscation by Israeli occupation, and providing rural families with good income to live with dignity while protecting their lands.

PARC has adopted several approaches including social participation, volunteerism, transparency, accountability, experience sharing, and learning and thus, has become a pioneering institution in Palestinian rural development.

PARC aims to achieve sustainable development by working at all levels of the community, and especially with women. Through its technical agricultural extension programme launched in 1983 which initially targeted men only, PARC discovered that such a programme is also required for women. PARC strives to provide female agricultural engineers and extension workers with proper extension services. Social restrictions and barriers prevent these women from receiving guidance from male agricultural engineers.

Through the agricultural extension programme, PARC found that women carry out 67% of agricultural work, whilst extension services are only provided for men. Based on the dire need to provide women with such services, PARC started targeting female agricultural engineers and providing them with the necessary extension services.

Between 1987 and 1992, during the first Intifada, when roads were closed, Israeli products were boycotted, and a curfew was put in place. PARC focused on a home economics programme targeted

at rural women with the aim of achieving food security for the rural community in general. This situation had positive effects on the resilience of rural communities enabling them to become more dependent on local products and food processing by using the surplus fruits and vegetables to produce frekeh, jams and maftool.

PARC encourage women to adopt a collective approach and adapt to the regulatory framework through working by exploring new different regulatory framework possibilities, especially those with special focus. This comes from PARC's belief in local community capabilities to effect change through these different types of regulation.

In 1997, PARC was unique in adopting gender-focused programmes to integrate gender into its policies and procedures. Gender is considered one of the main priorities at PARC and women are included in all its programmes and activities. Women are members of the general assembly, the board of directors and the monitoring committee. In the executive team there is no discrimination on the basis of sex in various privileges and women even receive their holiday rights, salaries, and allowances as stipulated in international laws and charters.

Five years later, PARC worked with a qualified team of rural women to design a comprehensive development programme for rural women including the project of establishing women's clubs to work in privacy due to cultural issues. Then PARC developed its steps toward having specialized centers for women that women clubs established in 1994 in rural areas for its desired need to work in such clubs for its privacy due to cultural issues.

Economic Empowerment Programme

PARC also believes in the importance of empowering women economically, help them develop their skills, integrate them in the production process, provide them with access to financial resources and enabling them to have their own small businesses. A project incubator was set up by PARC aimed at providing women with loans to facilitate the establishment of small income-generating projects to achieve self-sufficiency and allowing a source of income for women's families.

Credit and Saving Programme

In 2000, PARC introduced a credit and saving programme aimed at empowering women economically and increasing access to income resources by offering a diversity of grant options such as individual and collective grants encouraging women to work in cooperatives.

PARC had helped women gain legal and societal legitimacy and to overcome many of the obstacles they faced. This paved the way for women to claim their civil, economic or political rights.

It is important to present one of the success stories. MadleinKallab, 17 years old challenged traditions by becoming one of the fishers after the illness of her father preventing him from providing his family with a proper income. She proved that women can go beyond restrictions and are able to ride the wave and raft it to achieve their objectives. Madlein, the daughter of the sea, as she is called by the fishermen did not choose to work in the sea but the sea has chosen her. She loved the sea in her childhood during her fishing trips with her father. The difficult circumstances gave birth to a challenge so she learned to ride the sea to get fishing protected from the people's question, and created between the nets a bridge from the safety bar for her fear of being falling into poverty and destitution.

We would like to conclude this paper with three recommendations:

- 1** Improving the legal environment for rural women, through:
 - a.** The organisation of advocacy campaigns to encourage female farmers to claim their right to inherit agricultural land and to consider the inheritance of the Shari'a Court as an executive order, thus facilitating their access to finance and land control. This requires the relevant institutions to be registered in the name of the applicant.
 - b.** The submission of applications to amend Palestinian laws (Agricultural Law and Labour Law) to address women's issues and comply with the international conventions and agreements signed by the Palestinian Authority.
 - c.** The promotion of the role of women and their integration into unions and specialised agricultural cooperative societies and agricultural committees. They should be enabled to obtain leadership roles.

d. Support of rural women's participation in public life and the promotion of women's institutions to support them in all fields (institutions can partially contribute to registration fees and membership of female farmers in cooperatives).

2 Improving the land that supports rural women, through:

a. Rehabilitation and improvement of agricultural roads, to facilitate farmers' access to markets.

b. Appropriate support to rural women for land reclamation in border areas, which enables them to register land in their names.

c. The expansion of the process of formal agricultural extension services, both in terms of quantity and type (number of guides and specialisations).

d. The establishment of sufficient and competitive storage and cooling companies to maintain surplus production and improve sales in different seasons.

3 Rural women capacity building and economic empowerment by:

a. Determining the real needs of rural women in the agricultural sector and formulating plans for rapid intervention as needed and providing them with integrated services.

b. Building their negotiating capacity and providing different choices through networking and promoting collective work to ensure the best prices in selling and buying and looking for new marketing means.

c. Providing specialised technical training and introducing new production techniques for post-harvest operations.

d. Providing administrative and financial training for rural women on the feasibility study of projects and bookkeeping to improve revenues, reduce costs, and increase profits.

e. Providing grants and soft loans for rural women to develop their projects.

References

1. Palestine Statistical Book of 2016, Palestinian Central Bureau of Statistics.
2. Agricultural Sector Strategy "Resilience and Sustainable Development" 2017-2022, Ministry of Agriculture.
3. "Promoting the Status and Role of Women in the Palestinian Agricultural Sector", Palestinian Economic Policy Research Institute (MAS)
4. "Fact Sheet on the Rights of Female Farmers", Karem Nashwan, November 2016



FAO's commitment to empowering rural women in the Near East and North Africa region

Szilvia Lehel, Gender, Environment and Development Specialist, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)

The rural economy in the Near East and North Africa (NENA) is undergoing a rapid social and economic transformation. Exacerbated by climate change, demographic pressure and migration have contributed to the decline of food self-sufficiency and increased incidences of rural poverty. Within this context, women's role as food producers has increased exponentially, mostly due to the gendered segmentation of the labour market that has resulted in women farmers' preponderance in rural production systems. Women constitute a significantly smaller share of all landowners than men, despite their active engagement in agriculture. Yet, sustaining women producers is crucial to the survival of small-scale agriculture in the region. This paper explores these challenges and highlights policy and development efforts undertaken to empower rural women in the agricultural and rural sector in North Africa and some efforts deployed by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).

Background on the situation of rural women in the agriculture sector in the region

Women's role in agriculture across the Near East and North Africa (NENA) has increased through the effects of various drivers of structural and rural transformation. This trend is especially pronounced in North Africa, where the share of women in agriculture increased from about 30% in 1980 to 43% in 2010. In many countries of the region, agricultural incomes are no longer sufficient to sustain the livelihoods of rural men and women. This has resulted in large waves of male migration from rural areas to cities as well as abroad to work as wage labourers, with women staying behind and mainly practicing subsistence agriculture as they lack other economic opportunities. In this context, the importance of women's roles as food

producers has increased dramatically, giving rise to what has become known as the feminisation of agriculture in the region. This phenomenon is also underscored by the diversification out of family farming induced by demographic pressures and land fragmentation, the intensification of agriculture (which may increase the need for female labour and decrease the need for male labour), the parallel growth of non-agricultural jobs, and social and cultural norms that affect women's and men's mobility and livelihoods⁶.

Rural women in the region typically work long hours, engaged mainly in non-mechanised, labour-intensive, non-capital intensive activities and have primary responsibility for the husbandry of small animals and ruminants. Despite their important role in agriculture, women own and hold less land than men, i.e. up to 15% and their land is often not as fertile. Women also hold smaller land plots than men, often impeding mechanisation and the development of infrastructure such as irrigation that could improve yields. In addition, the high illiteracy rate of rural women severely limits their agency and this is a major handicap for their active participation in associations and organisations. Land tenure and property rights are usually required as collaterals for loans.

As a consequence, women face several constraints in accessing credit and other financial services needed to build up capital and start an enterprise, and to acquire equipment or the skilled labour required in the production process. This virtually cuts them off from related decision-making processes, support systems, new technologies, rural services and training. Consequently, most often, women farmers remain in the lower segments of the agricultural value chains. In addition, competition over scarce resources, especially water, is high between smallholders and

⁶ http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/bodies/NERC_34/NERC_34_INF/MW127_INF_8/MW127_NERC_18_INF_8_en.pdf

those with large irrigated farms with better access to pumps and water drills.

Women are also the main caregivers in the household. This affects the amount of time they have available to work in productive activities. Young women have higher probability of being unemployed than young males. In many countries of the region, unemployment rates among young women aged 15–24 approach 50%, compared to 10–20% for males. The main factors hindering female labour force in NENA are weak support systems (such as public transportation and child care services), educational disadvantages and wage discrimination.

The traditional role of women as natural resource managers in rural communities also makes them especially vulnerable to climate change for two reasons. First, these predominantly rain-fed systems are highly reliant on climate for their productivity, which makes them highly exposed. Second, because women face structural barriers and limited diversification options, they have less capacity to adapt to climate change. Their lower adaptive capacity results in exacerbated well-being, impacts on individuals, households, and communities. Nevertheless, rural women play a key role buffering the family against unexpected climatic shocks. Their knowledge of ecosystems, their skills and abilities, social networks and community organisations help communities mitigate hazardous conditions and events and respond effectively to disasters. This further justifies the need for their empowerment.

FAO's commitment to gender equality in the region

FAO's recent biennial Regional Conferences have set priorities to reduce gender inequalities in

agriculture and in the rural sector of the Near East and North Africa. Strengthening rural institutions, developing female and youth human capital and promoting a holistic understanding of social dynamics in rural areas were all addressed and discussed with the Ministers present at the 32nd and 33rd Regional Conferences. The Ministerial Declaration on "Reiterate(s) the importance of inclusive and sustainable development, that fully encompasses agriculture, fisheries, forestry, and livestock and gives equal employment and development to vulnerable people including youth and women, in the framework of promoting peace and stability in the region" is duly reflected in the FAO's Regional Gender Equality Strategy⁷ for the Near East adopted in 2017 and underscored by a wide range of interventions described below.

Specific areas of action: Gender and water governance

Over half of the region's rural poor population live in water-scarce countries and do not have access to safe and reliable supplies of water for productive and domestic use. Women are seriously affected by water scarcity due to their role in managing both domestic and productive water use. Under the conditions of climate change and growing resource scarcity in the region, FAO's Water Scarcity Initiative aims to combine the triple objectives of increasing agriculture productivity, efficient use of water and income diversification for small farmers and rural women. Gender dimensions focus on the adoption of gender-sensitive water efficiency and productivity frameworks and the promotion of on-farm technologies and incentive frameworks to promote the uptake of on-farm good practices.

Through this initiative, FAO promotes legal and regulatory frameworks as well as institutional arrangements that enable the integration of

⁷ <http://www.fao.org/3/a-i7116e.pdf>

gender-sensitive approaches to water resource management and decision-making at national and local levels. Intersectoral multi-disciplinary analyses of transboundary water governance, encompassing socio-economic and gender issues have also been conducted in a number of countries of the region (Morocco, Tunisia and Jordan), enabling future water resource management strategies that have the potential to be truly sustainable and inclusive.

Small-Scale family farming and gender-sensitive value-chains

This Initiative covers three main components:

- a)** Evidence-based policy and strategies to improve and enhance the small-scale agricultural sector and the livelihoods of those involved;
- b)** Sustainable improvement of small-scale agriculture productivity, aimed at including youth in the agricultural sector; and
- c)** Institutional strengthening and empowerment of smallholders, through support for enabling environments for economically viable and sustainable small-scale agriculture.

Gender-sensitive interventions of the initiative focus on priority agro-food value chains in the region through gender-sensitive agro-food value chain assessments, understanding of the major constraints, barriers and opportunities for women and assisting governments in building an institutional and policy environment that promotes decent work for rural and migrant women and men, addressing gender discrimination, occupational health and safety, and minimum wages in particular. Country-specific legal and policy reforms are also encouraged to ensure equitable land laws and guarantee women's right to land.

Putting empowerment into action in Tunisia – two complementary initiatives

A project under the umbrella of the FAO's Multipartner Programme Support Mechanism (FMM) implemented in Tunisia drives significant changes for the benefits of women clam fishers and serves as an entry point for other groups along the Tunisian coast. Beneficiary women associations and cooperatives received training in business management, and post-harvest and processing good practices, resulting in their economic and social

empowerment. The project aims to put the FAO's gender equality objectives into practice by making clam fishers aware of their rights and getting them involved in decision-making process, developing their entrepreneurship skills, engaging them in protecting biodiversity and responsible fisheries and providing opportunities for diversification of their outlets and alternative income sources.

Since 2015, the CIHEAM and FAO have established a successful strategic partnership to strengthen the livelihoods of rural communities in the Mediterranean region, as part of efforts undertaken to promote food and nutrition security, rural development and improved management of scarce water resources for agriculture. The CIHEAM Bari and FAO have also a long-standing collaboration encompassing a wide range of activities, including capacity enhancement and assistance to governments with policies and programmes tailored to empower small-scale farmers and fishers, improve their livelihood opportunities and resilience and ensure equal opportunities for men and women.

In 2017, the CIHEAM Bari and the FAO started to work together to improve the livelihoods of women in three coastal communities in southern Tunisia, namely Jderia, Ajim and El Grine. This new partnership was designed to address women's multifaceted challenges by providing financial resources through microcredit overseen by a Tunisian microfinance institution, vocational and financial literacy training, identifying alternative income-generation activities, and required infrastructure and marketing opportunities. A thorough assessment of capacity needs was conducted to analyse the complex livelihood situation of women clam collectors and design training activities, coaching and mentoring, and micro-projects. Training activities focused on building group cohesion, self-confidence and unlocking women's entrepreneurial potential. In addition, representatives of three women's groups will participate in a study tour to Italy and attend various training activities organised at IAM BARI's Tricase centre on seafood processing, pasteurisation and HACCCP standards, and learn from the experience of Italian private companies working with small-scale fisheries. Women beneficiaries from the three communities have appreciated the "real life skills, group cohesion and solidarity" provided by the initiative through training and mentoring, as well as the opportunity to unlock their entrepreneurial spirit and stand on their own feet".

<http://www.fao.org/in-action/women-in-agrifood-value-chains/fao-project-supports-women-clam-collectors-in-tunisia/en/>

http://www.iamb.it/uploads/attachments/366/CIHEAM-FAO_Project_in_Tunisia.pdf

The need for better statistical data on women's participation in the rural sector

There is limited accurate, detailed and up-to-date statistical data on the involvement of women in the agricultural sector in this region, including statistical information on women's resources and access to assets. In addition, agricultural statistics tend to under-represent, or even omit variables that are essential to a clear understanding of rural sector activities and rural development mainly because this work is unpaid and not considered productive. This severely limits policymakers and practitioners' ability to grasp the real situation in rural economies which, in turn, limits their potential to strengthen those economies.

The demand for specific data and indicators incorporating a gender perspective has risen in the region in recent years. The general awareness of the need for a gender perspective in development policy formulation, and of the corresponding need for pertinent statistics, is now well established, and the demand from member states to work on this has come from the highest levels. Closing the information gap on gender and agriculture will increase the ability of governments and development partners to design and scale up agricultural innovations that reduce gender inequality on the ground and contribute more effectively to poverty reduction, improved food security, nutrition and environmentally sustainable livelihoods.

FAO continues to support member countries to take stock of their current capacity for generating and analysing sex-disaggregated data and related indicators and will support two workshops on the use of sex-disaggregated data for capacity building and policy formulation. In addition, FAO, as a custodian UN agency of Target 5.a of SDG 5 addressing issues of access to ownership and control over agricultural land, leads an extensive process for the implementation of the Voluntary Guidelines for the governance of tenure for land and other gender-responsive development interventions.

The way forward for the empowerment of women in the region

It is clear that more focused and concerted efforts are needed by all stakeholders present in the southern Mediterranean region to ensure that rural institutions serve both women and men.

This will require strong and inclusive rural institutions such as producer organisations that are essential for poverty reduction and economic development that benefits small-scale women farmers. Both public and private service providers operating in rural areas, including those offering extension, animal health or financial services will need to better consider the specific needs of rural women for the benefit of the entire communities. FAO is committed to increasing support for mechanisms that build social capital with female entrepreneurs such as cooperatives and rural women's business associations to access wider markets and increase the value of their products and reinforce technical assistance provided to promote gender-sensitive agricultural extension services. It is important that research institutions focus more on agriculture practices that are climate-smart and labour-saving technologies that can benefit women farmers.

FAO shares the commitment for the need to integrate agricultural initiatives into a broader development vision for the sector that includes developing the potentials of smallholders alongside large-scale commercial agriculture and promotes gender-responsive interventions for a prosperous and stable future for the region.

Working against the grain: Voices of women from rural areas in Bulgaria

*Petya Stavreva, President, United Agrarians, Sofia, Bulgaria,
Former Member of the European Parliament*

Women from rural and agricultural areas in Bulgaria are generally in a disadvantaged position. They are faced with big challenges. This paper seeks to revisit some of these issues by listening to the voices of a number of women from rural areas in Bulgaria, in order to make an assessment of the current position of women in the rural labour market and society. The analysis will be based on the data collected from a number of local informants from diverse age-groups and regions of Bulgaria. Possible solutions for the continued emancipation of women and the society in rural areas are considered.

The European Dimension

The rural areas of the EU are particularly affected by population ageing, low population density and, in some countries like Bulgaria, depopulation. Demographic change, emigration and a general decrease in the proportion of women in the population of many rural areas make it more difficult to ensure an adequate local provision of goods and essential everyday services, basic medical treatment and care, pre-school education, schooling and vocational and academic education and further training or adequate cultural and leisure activities. About 42% of the 26.7 million people working regularly in agriculture in the European Union are women and at least one holding in five (around 29%) is managed by a woman. The significant contribution made by women to local and community development is inadequately reflected in their participation in the relevant decision-making processes (European Parliament, 2011).

The Situation in Bulgaria

The role of agriculture in the Bulgarian economy is important. There are approximately 2.9 million people living in rural areas in Bulgaria and approximately half are women. The share of agricultural labour force amounts to 20% and

agricultural production accounts for 16% of the total production. The main employment opportunities for women in rural areas are in agriculture and they work full-time, part-time and seasonally in cooperatives and private farms. Privatisation has posed a lot of problems to small farms.

According to Fidanska (2009) the major problems faced by rural women in Bulgaria include unemployment; declining or low incomes; economic problems generated by social changes; the heavy workload both in the framework of paid employment and at home; lack of free time and inequality in free time when compared to men; low levels of education; and depopulation in rural areas, especially the migration of young rural women.

Abadjieva (2008) claimed that the reform process in Bulgaria following the transition to democracy seriously affected rural areas. The main problems concern the rural population on the one hand, and the rural economy on the other. These issues include a low birth rate, negative natural increase, higher mortality rate, low educational status, higher unemployment rate and long-term unemployment, deteriorating infrastructure, depopulation, especially due to the emigration of young people caused by lack of employment. The high long-term unemployment rate is explained by the lack of employment opportunities in rural areas and the deteriorating quality of the labour force. Entrepreneurs encounter difficulties in finding qualified labour force. The negative impact of urbanisation is multifaceted. In a number of areas, the demographic, economic and social consequences are quite evident. More significant in the border regions (especially the north-west and south-east borders), the depopulation process in villages has led to serious consequences for Bulgaria's economic development. The process of depopulation persists because of the deteriorated social and economic conditions.

Rural poverty is generally associated with inequality and poor access to resources, services and markets. In 2017 the unemployment rate in rural areas was 8.8% compared to 4.7% in urban areas (National Statistical Institute of Bulgaria, Statistic Book for 2007). Employment services for rural people are lacking. This puts additional burdens on rural women. Households headed by women are usually very poor.

The interviews

The main aim of the study is to give a voice to women in rural areas in Bulgaria. It was therefore decided to collect ethnographical data through semi-structured interviews with seven women from different rural areas in Bulgaria.

In order to have as wide a representation as possible, the study adopted a purposeful sampling procedure whereby these seven women were selected to represent different age groups, occupations and geographical locations. They were from different regions of Bulgaria – 3 from the North and 4 from the South. The youngest woman interviewed is a 20-year-old university student from a village. The oldest is an 80-year old woman from a small town in a rural community.

The ages of the women ranged from 20 to 80 years as shown in Table 1 above. All of them form part of the active civil society in the rural areas and they are in a position to describe accurately the current situation of women in small rural settlements in Bulgaria. Two of the women have graduated from high school, one is currently a student, and four of the women have a university degree: three of them have a master's degree and one has a medical doctorate. All of them consider education as very important. Five of them are married. In the course of the interviews, three of the women reported that their monthly earnings are below the country's minimum wage.

The women were asked about: the difficulties and opportunities they encountered as women living in a rural area; what they would like to change in the development of rural areas to provide women with better career opportunities; and their involvement in regional, national and European initiatives. The women were also asked whether they would advise their children to continue living and working in their home village or town.

Table 1 The profile of the participants

The women who were interviewed have the following profile:

	Occupation	Age in years	Location
1	University student	20	Northern village
2	Mayor	35	Southern village
3	Worker in a small Cultural Centre	38	Southern small town
4	Farmer/Physical Education teacher	40	Northern village
5	Medical doctor	50	Southern village
6	Retired teacher	65	Southern village
7	Retired journalist and poet	80	Northern small town

Difficulties encountered

With regards to difficulties faced by women living in the rural areas, all of them pointed out that in the villages there are usually no well-paid and permanent job opportunities available. Four of the women observed that when compared to cities, villages have very poor public transport systems. Three women also referred to the lack of a pharmacy and permanent medical services in villages. Four of them indicated that in rural areas, opportunities offering a good quality education for their children are very limited. Two of them said that there are no schools in their villages, so their children have to travel to the city.

The lack of cultural events and entertainment were mentioned by five women. Three women pointed out that the main problems include low-paid jobs, unemployment, depopulation and increased migration to the cities. For the youngest participant, the major problem is the very limited opportunities for her professional development and career progression. One participant who owns a farm referred to the difficult access to European programmes for rural projects as a major problem. She said that being a woman-farmer and living in a village “is a great challenge and a struggle for survival”.

One of the women who is a retired teacher mentions the absence of a bookstore among the difficulties of village life. In order to procure books and textbooks they have to travel to neighbouring cities. Another concern is that there is no museum to preserve the rich past of the village and the unique local traditions and customs.

“I love my village and I am trying to work for it to survive and to revive. Here are my roots, my identity, my world...”

(Retired teacher from a Southern village)

Opportunities

When asked about the opportunities for women living in a village or a small town, all the seven respondents replied that these are very limited. Four of the women responded that the clean air and the good food produced in the home gardens are some of the advantages. Two women pointed out the less stressful life, when compared to cities, and also the opportunities for some tourist activities.

Changes for better opportunities

The question about things to change in rural areas to provide women with better career opportunities was the most popular. Each woman put forward some suggestions aimed at improving the situation in villages and small towns.

Two of the women referred to the need for new regional programmes for small settlements. Five women responded that more European projects involving women from the rural areas are needed. The mayor of a southern village proposed the creation of a new European programme to finance activities which strengthen the social and economic fabric of rural communities. She pointed out that currently, according to the criteria of the European programme for rural development, cities that are municipal centres receive most of the funding, and there is hardly anything left for villages. Four women put forward the need to attract new investments in villages and the creation of new job opportunities. The young university student advocated modernisation through increased digitalisation of the villages.

“We live at a time of modernisation. I would like digitalisation to also reach my village.”

(University Student from a northern village)

Other recommendations were related to the restoration of schools in all villages and lower tax incentives for companies that open branches in rural areas. Three women emphasised the need to revive traditions and promote rural and alternative tourism such as those pertaining to cultural and historical heritage, ethnography and traditional music, crafts and cuisine. One woman proposed the national authority and European programme financing of local initiatives and regional festivals that depict the authentic spirit of each village to attract more tourists. Five women asked for more investment in rural road infrastructure. One woman appealed for the reduction of bureaucracy in the process of applying for European projects. Another participant proposed the setting up of a special fund to provide financial credits for initiatives by young people in the villages and the small towns.

“I would like to recommend the people who lead Bulgaria and Europe to support the revival of the villages because I believe they have a big potential for development.”

(Medical doctor from a Southern village)

Participation in regional, national and European initiatives

Six of the women had participated in some regional initiatives and training programmes. One woman had not participated in any way. Two had participated in training programmes specifically intended for women from the rural areas. One woman is involved in a cultural exchange programme involving several European countries.

Advice to their offspring

The last question of the interview was about whether they would recommend their children and relatives to continue living and working in their village. Four women would recommend this only if the infrastructure was improved and there were increased opportunities for employment in their villages in the near future. One woman would like her children to have a better life in the city. Another woman felt that life in a village is extremely difficult and she wants her children to be successful in a big city or in another country. The youngest woman said that she has plans to move to a bigger city and to live and work there.

Conclusions

Rural women from different age groups have the same understanding of the required changes in rural development policies. This study confirms the results of previous studies stipulating that women feel they occupy a generally disadvantaged position in agriculture and in rural areas in Bulgaria. Despite the significant progress that Bulgaria is making in the development of rural areas, and especially in involving women as an active force in the labour market, a number of critical issues still persist. The women identified low labour costs, the lack of permanent jobs, depopulation, underdeveloped infrastructure and the limited opportunities for health care and a good quality education in villages as major problems. The difficult access to European programmes for projects in villages is another persisting problem. There is still a lack of cultural and entertainment activities such as theatre performances and concerts. The women interview put forward proposals such as investment and new employment opportunities to improve the position of women in rural areas. They also referred to the need for a specific European programme to finance exclusively developmental activities in the villages.

The younger women paid more attention to the limited education and career opportunities. The older women tended to focus more on the need for better infrastructure, the preservation of rural traditions and the revival and promotion of local initiatives. These women are aware of the limited opportunities available in villages and would therefore like their children to have better life and career prospects in the cities.

They believe that rural development policies at national and European levels are not sufficiently effective. For them, access to financial resources remains very limited. They see huge potential in the development of alternative activities in villages, including rural tourism and the revival of traditional festivals and initiatives.

Women aspire for better and stronger rural communities as they recognise that the condition of women can only improve through better conditions for their whole society. They aspire for sustainable development with tangible results.

Europe is moving at several speeds. Rural areas are still lagging behind cities in terms of earnings, career opportunities and infrastructure. At the same time, they have huge development potential as an alternative to living under stress, and suffering pollution and traffic in the city. Active women in villages can be the engine for the revival of the rural areas.

References:

- Abadjieva, Lilia (2008) Poverty and Social Exclusion in Rural Areas. Country Report for Bulgaria. European Communities, Brussels.
- Fidanska, Bozhura (2009) The Position of Women in the Rural Labour Market in Bulgaria - Many Challenges and Some Solutions in Economics and Rural Development, Volume 5, Number 2. Alexandro StulginskioUniversitates.
- National Statistical Institute of Bulgaria, Statistic Book for 2007. National Statistical Institute, Sofia.
- The Role of Women in Agriculture and Rural Areas (2011) Report by the Committee on Agriculture and Rural Development, European Parliament.

Gender and climate induced migrations in the Mediterranean Region

Monia Braham, International Expert in Sustainable Development Policies

In 2015, Europe faced an unprecedented influx of migrants from the Middle-East, Maghreb, Sub-Saharan regions and the greater Horn of Africa. While securitized border responses were quickly cobbled together, less attention has been paid to the underlying drivers of these migratory flows, among them climate change and conflicts, and their complex secondary effects in migrants' countries of origin. In fact, Europe is a major destination for mixed migration flows through and from North Africa, due mainly to its proximity, historic and linguistic links, real and perceived economic and employment opportunities, existing networks, and established asylum systems. Increasingly restrictive immigration regimes and border management in Europe, combined with high migration pressures in the region and real labor market demands in Europe, have contributed to the rise in irregular migration (ESCWA, IMO, 2015)

Nationalities of irregular migrants recorded for the period January 2017 - March 2018 on the Central Mediterranean Route of migration included Nigerians (15,6%), Guineans (8,3%) and Ivoirians (8,2%) followed by citizens from other sub-Saharan countries such as Mali and Senegal. Together, those countries make up more than 50% of arrivals in Italy for the same period. Other migrants from the Sahara caught up in the flows through the Western Mediterranean Route are motivated by a mix of humanitarian and economic concerns, especially with the increasing climate vulnerability witnessed in their countries of origin. The number of migrants from North African countries also considered countries of origin of migration to Europe has been on the decrease since 2015; North African migrants represented only 15% of the migration flows to Europe in 2017.

From a gender perspective, migration flow through the Eastern Mediterranean Route seems to be more gendered (22% women and 37% children) than the central route (11% women and 15% children), and

the western route (8% women and 9% children). This is due to the nature of displacements from conflict affected countries to Turkey and Europe involving families rather than individuals and the high risks related to sea arrivals on the Western and Central Mediterranean Routes for women and children compared to land arrivals through the Eastern Mediterranean Route. New trends of irregular migrant flows to Europe and some extreme weather events in the same periods clearly show that arrivals from some countries of origin to Europe are those of climate migrants.

Climate migrants forced to flee because of loss of livelihood and habitat will be unlikely to meet the legal definition of refugee and, therefore, will become irregular migrants. Most migration occurring from climate change is likely to be internal, with the affected population seeking more habitable locations with greater economic opportunities within their own countries. A portion will undoubtedly be international, however. Depending on the specific situation, climate migrants will resemble labor migrants, seeking better livelihood opportunities in a new location, or they may resemble refugees and internally displaced persons who have fled situations beyond their individual control (F. Martin, 2010).

Gender is a determining factor of climate migrants' needs and priorities, and women, who suffer the double injustice of climate vulnerability and gender inequality, are disproportionately affected by climate change because they tend to be on average poorer, less educated, have a lower health status, and have limited direct access to or ownership of natural resources. Both the process (actual movements) and the outcomes (rural-rural or rural-urban migration, out-migration) of climate induced migration are also likely to be highly gendered (Shindarkar, 2012). Although the link between the gendered dimensions of climate induced migration is still under investigation,

gender remains fundamental in the decision-making process of migration since the assigned roles to men and women in family, community and society are also a defining feature of vulnerability to climate change.



In this contribution, the interaction between gender, migrations and climate change, as well as the way forward for a proactive protection of climate migrants by the countries of origin, transit and destination through the Mediterranean routes will be explored. Those concerns are also reflected in the progress made towards integrating gender into climate negotiations, climate planning and climate action, as demonstrated by the efforts for the adoption and implementation of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), Lima Work Programme on Gender (2014, FCCC/CP/2014/10/Add.3, Decision 18/CP.20) and the gender equality considerations in the recent UNFCCC Paris Agreement (2015, UNFCCC/CP/2015/L.9/ Rev.1).

Yet, the key challenge remains a systematic integration of gender equality and women's empowerment strategies in climate change responses at the local, national and international levels. This signifies a paradigm shift that puts gender concerns and the voice and agency of women, girls, men and boys, at the center of adaptation, mitigation, and disaster risk management efforts

(UNWOMEN, 2016). This contribution attempted to identify the legal and policy lessons learned on climate induced migrations to, across and within the Mediterranean region taking into account the double injustice of gender inequality and climate vulnerability as suffered by women in their countries of origin. The key findings of this analysis are also intended to shed light on the need for advocacy on a Regional Protection Agenda of Climate Migrants for the preparations to Katowice COP 24 at the end of 2018.

Migration and the double injustice of gender inequality and climate vulnerability

The understanding of migratory patterns in the Mediterranean and beyond is *sin qua non* to the identification of climate change as a push factor of the international migration flows to North African countries as they involve several points of transit to Europe and from these countries, depicted also as countries of origin of thousands of migrants to Europe annually. The migratory flows on the different routes of the Mediterranean region encompass women and children. Also, women, children and elderly persons left behind by men in the countries of origin should be considered a full part of the investigation in order to provide a comprehensive reading on the gendered dimensions of migration flows throughout the three Mediterranean routes.

International migration flows from climate change hotspots in sub-Saharan countries and the Horn of Africa region to the Mediterranean are attributed to several natural hazards and casualties: desertification, rising sea levels, negative agriculture change and disasters. Migration streams within the borders of Mediterranean Arab Countries that are also countries of origin of thousands of climate migrants to Europe need to be highlighted. Internally displaced persons

because of climate change impacts on ecosystems and livelihoods in rural areas of Syria, in the Saïess region in Morocco and in Bhira of the Nile Delta in Egypt should be considered on the same footing as international migrants for their protection regardless of the regular or irregular nature of the migratory pattern.

In sub-Saharan Africa, changed patterns of rainfall would have particularly serious impacts on food security (Brown, 2008). New patterns and other intense hydrological cycles mean that extreme weather events such as droughts, storms and floods are expected to become increasingly frequent and severe. Serious impacts on agriculture are predicted by the IPCC which is largely rain-fed in Sub-Saharan countries: yields from rain-fed agriculture could fall by up to 50 per cent by 2020. Agricultural production, including access to food, in many African countries is projected to be severely compromised by climate variability and change" (IPCC, 2007).

The regional displacement figure from Sub-Saharan Africa needs to be complemented by the climate induced migration from other regions, notably the Horn of Africa. Migration flows from January 2017 to March 2018 included individuals from Somalia, Eritrea, and Sudan. Apparently, the rapid onset of climate change events such as extreme weather events and disasters, as registered the same period, are the root causes of those migration flows to the Mediterranean. Indeed, figures about migrants from Eastern African countries (Eritrea, Somalia, Ethiopia in addition to Sudan) are numerically 18,702 migrants during 2017 and surpassed largely those who had fled Nigeria (18,590) but are lower than those who had fled Syria (20,221) during the same year (IDMC, 2017).

Gender is a system of power relations that permeates every aspect of the migration experience. One cannot understand the opportunities of or barriers to migration, nor the economic upward mobility of some and the downward mobility of others, nor the desire to settle or return, without understanding how migrants are embedded in a gendered system of relations, with one another and with macro-structures such as global labor markets or states (Nawyan, 2010). To assess the potential impact of climate change on migration throughout the cycle of climate induced migration, we also need to tackle the gendered dimensions of migration patterns and renew policies for

adaptation to climate change that include land use and property rights, social welfare, housing, employment and other frameworks that determine whether individuals, households and communities are able to find decent living conditions and pursue adequate livelihoods (UNDP, ODI, 2017).

The impacts of climate change in rural areas on the access to productive and natural resources amplify existing gender inequalities. Climate change affects women's and men's assets and well-being differently in terms of agricultural production, food security, health, water and energy resources. Women's dependence on and unequal access to land, water, and other productive assets which are compounded by limited mobility and decision-making power in many contexts mean that they are disproportionately affected by climate-related natural disasters and conflicts and consequently by climate-induced migration.

In fact, women and men exhibit different vulnerabilities to climate change given their unequal access to resources and information. The gendered process plays out differently in diverse societies depending on local cultural norms that entail gender roles, age, class and ethnicity. The masculinisation of migration is a response to social inequality exacerbated by climate change and is strongly linked to livelihood, risk exposure and weak adaptive capacity of individuals and groups. The loss of livelihood is indeed the triggering event that sets a migratory plan into motion. Men tend to migrate when farming becomes uncertain and household income is kept on the decrease (UNESCO, 2017).

The unequal access to land is the landmark of societies in the countries of origin, especially in the south of the Mediterranean. Making progress towards equality will require a strong commitment to removing all hindrances that currently prevent women from having access to land and non-land assets. Access to land and ownership are essential to women empowerment and gender equality. In countries of origin, gender equal tenure rights need to be promoted in order to ensure equality in land access. It is important to determine not only who owns the land but also, who the titular head of the household is and who has decision making power over the land and its uses. The masculinisation of the rural space remains a salient feature despite land governance transformation brought on by tenure reforms. According to the FAO, Sub-Saharan Africa exhibits a much better

figure on female control of agricultural lands (17%) than Arab countries, especially in the south of the Mediterranean (less than 5%). However, both remain well below the global average (19%).

In fact, climate change will force countries of origin not only to rethink long-standing gender roles that have perpetuated gender inequality but also gender sensitive climate change strategies as an alternative to rural development strategies. In these countries, women may face exclusively the impact of the extreme weather events and natural disasters. The formulation of gender responsive strategies to climate change and disasters, requires not only the determination of the risks and vulnerabilities, that pertain to women, men, girls, and boys at all levels but also drawing these strategies on tackling a wide range of socio-economic, cultural, and structural inequality issues.

The nexus conflicts-climate change-migration in countries of origin should be especially emphasized and further investigations on conflicts over natural resources between local communities as exacerbated by climate change are necessary to rethink an alternative pathway for resilience, climate security and peaceful societies in sub-Saharan, the great horn of Africa, Southern and the Eastern Mediterranean countries. Evidence based analysis on climate vulnerability are also needed to feed into the migration profiles of countries of origin, to be of guidance for national adaptation strategies under the national planning systems and for regional processes intended to the formulation of migration policies, especially in the Mediterranean.

Towards a Regional Protection Agenda of Climate Migrants

A definition of climate migrants is needed for a Regional Protection Agenda of Climate Migrants in the Mediterranean Region. Such a definition is not a semantic issue but it is crucial in recognizing a legal status for those fleeing the adverse effects of climate change since they are not considered refugees under the 1951 Refugee Convention. The multi-causality dimensions of the human movements across and within borders compounded by the diversity of migration drivers including environmental factors are an additional argument for establishing at least a working definition of the two notions: Climate migrants and climate migration. In fact, an advocacy definition is needed to bring visibility to cross-border

displacements in the context of disasters and to place climate migrants on the policy agenda of countries of origin, transit and destination.

In accordance with the Nansen Initiative, prevention, preparedness, and responses to cross-border displacement in the context of disasters including climate induced migration require action to be taken at community, national, regional and international levels, while paying special attention to the needs of women, youth and children. Several areas where action is needed notably for the prevention and mitigation of the displacement impact through disaster risk reduction measures and resilience building have been identified which consider migration as an adaptation strategy to environmental impacts linked to climate change, protect people displaced across international borders in the context of disasters and the international coordination and cooperation for cross-border displacement in disaster contexts. These thematic issues should inspire the Mediterranean Institutions to propose a Regional Protection Agenda for Climate Migrants targeting countries of origin based not only on Humanitarian Protection Measures for Cross-Border Disaster-Displaced Persons but also on reviewing national laws, policies and strategies to determine to what extent they allow for lasting solutions for cross-border disaster displaced persons. Such measures should consider the specific needs of women and children, who are particularly vulnerable during the emergency relief phase, as well as ongoing support during the recovery and reconstruction phase through the provision of adequate infrastructure and the necessary social services.

In reference to Goal 13 of the 2030 Agenda, national disaster risk reduction strategies in line with the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030 need to be adopted to strengthen resilience and adaptive capacity to climate-related hazards and natural disasters in all countries (Target 13.1). Local disaster risk reduction strategies are also needed and should be aligned to the national strategic framework on risk reduction (indicators for targets 13.1). Furthermore, target 13.b exhorted countries to promote mechanisms for effective climate change-related planning and management in the least developed countries, including focusing on women, youth and local and marginalized communities. Women's and girls' vulnerability will increase in the context of disaster induced migration due to limited access to information and resources. Consequently, women

and girls are prevented from benefiting from equal opportunities as citizens and the displacement across or within national borders will amplify their pre-existing vulnerability.

The New York Declaration, outcome of the United Nations Summit for Refugees and Migrants of 2016, reaffirming the status quo did, however, include a pledge by states to work towards two Global Compacts, one on migration, the other on refugees. The Declaration recognized the multi-causal drivers of migration, which may include the « adverse effects of climate change and other natural hazard related disasters » (UN, 2016. A/71/L.1) and expressed commitment to the implementation of the 2030 Agenda “whose objectives include eradicating extreme poverty and inequality, revitalizing the Global Partnership for Sustainable Development, promoting peaceful societies based on international human rights and the rule of law, creating conditions for balanced, sustainable and inclusive economic growth and employment, combating environmental degradation and ensuring effective responses to natural disasters and the adverse impacts of climate change” and underlined their commitment to migrants and refugees and “the importance of a comprehensive approach... to ensure a people-centred, sensitive, human, dignified, gender responsive and prompt reception for all persons arriving in their countries, and particularly those in large movements, whether refugees or migrants”.

Paris Agreement on Climate Change:

Acknowledging that climate change is a common concern of humankind, Parties to Paris Agreement pledged to respect, promote and consider their respective obligations on human rights, the right to health, the rights of indigenous peoples, local communities, migrants, children, persons with disabilities and people in vulnerable situations and the right to development, as well as gender equality, empowerment of women and intergenerational equity, when taking action to address climate change. Adaptation should follow a country-driven, gender-responsive, participatory and fully transparent approach, taking into consideration vulnerable groups. Furthermore, capacity-building for the implementation of this agreement should be guided by lessons learned, including those from capacity-building activities under the Convention, and should be an effective, iterative process that is participatory, cross-cutting and gender-responsive. However, the Paris Agreement didn't

explicitly recognize human mobility as a global challenge requiring institutional capacity at the national, regional and local levels. Indeed, the agreement comes up short in acknowledging that those facing extreme environmental risks have the right to receive preventative assistance to avoid being displaced; the right to get support if they're forced to flee; and the right to build, live, work and integrate into new communities if they cannot return to their homes. Needless to say, neither the legal status of refugees nor the mandate for their protection and assistance were recognized by Paris Agreement.

Gender analysis under the Green Climate Fund:

The overview of climate finance shows that women's roles as both driving and benefiting from climate investment have so far been modest, but that numerous opportunities exist to enhance their roles and optimize development co-benefits between gender and climate action (UN WOMEN, 2016). In fact, women are also powerful change agents in addressing climate change on a large scale. They are key actors in building community resilience and responding to climate related disasters. Gender Analysis is needed for gender responsive climate financing to impose gender equality as a guiding principle in the design and implementation of climate action, and the evaluation of climate change projects and programmes.

In fact, migration concerns are overlooked in the scope of this gender analysis approach and methodologies within the Green Climate Fund, while Multilateral Development Banks paid special attention to human displacements, especially under the environmental and social safeguards but not for systematically integrating migration concerns into the gender analysis. GCF projects benefitting countries of origin of migration covered by this first investigation need to be scrutinized in order to ascertain in depth what role migration concerns played, particularly in guidance for gender analysis. The Nile Delta Project proposed for climate finance by the Green Climate Fund had already provided a first approach for gender mainstreaming to tackle the rural-urban climate change induced displacements in the Nile Delta which would not exclude climate action adaptation aimed at preventing out-migration from the scope of the analysis.

Further assessments about the implementation of the gender action plans attached to the funding documents under the Green Climate Projects benefitting countries of origin of climate migrants to the Mediterranean will be of great interest to inform on way forward to reconsider climate induced migration and its gendered dimensions under the gender policy of the Green Climate Fund and consequently by the international and national accredited institutions to deliver on climate finance for developing countries in the southern and eastern Mediterranean countries and for the benefit of the Least developing Countries in Sub-Saharan

Africa and the Horn of Africa. The effectiveness of the Green Climate Fund in implementing gender inclusive climate finance projects and programmes that integrate human migration flows should be of great importance for future investigation on the integration of climate induced migration into the national policies in countries of origin, transit and destination, A Regional Protection Agenda of Climate Migrants should be of guidance for those national preventative policies and their successful outcomes in terms of adaptation to climate change and mitigation of conflicts over natural resources.



Agriculture familiale et genre dans le Nord de la méditerranée (cas de l'Italie)

Catia Zumpano⁸, chercheur (Sociologue rurale), présidente du Centre de politiques et bioéconomie du CREA (Consiglio per la ricerca in agricoltura e l'analisi dell'economia agraria).

La présente contribution, qui s'inscrit dans la lignée des études de genre en agriculture, décrit, dans une dynamique temporelle, le poids et le rôle de la composante féminine dans le processus de transformation de l'exploitation familiale agricole en Italie. L'idée de départ ici proposée est que l'analyse des rôles de genre en agriculture nécessite un élargissement du champ d'observation à la dimension sociale et notamment à l'univers familial – ainsi qu'à ses structures relationnelles – qui gravitent autour de l'entreprise agricole (Zumpano, 2013 ; Zumpano, 2015). C'est particulièrement vrai pour l'agriculture italienne où, aujourd'hui encore, la famille représente le tissu connectif au sein duquel se définissent les stratégies et les décisions entrepreneuriales.

À la lumière de cet exposé, on s'interrogera sur les liaisons actuelles qui passent entre les deux éléments constitutifs du modèle agricole italien : exploitation agricole et famille. Les réflexions seront centrées sur l'analyse de la composante féminine. Sur ce sujet, on décrira la dynamique évolutive qui a caractérisé la présence des femmes dans l'agriculture italienne de ces soixante dernières années, en se référant notamment au concept de « féminisation » de l'agriculture italienne (CNEL-INSOR, 2004). On présentera ensuite les traits saillants du portrait actuel de la composante féminine, à la lumière des dernières données statistiques disponibles, pour mettre en évidence les ombres et les lumières quant aux rôles assumés. Parallèlement, en s'appuyant sur des études à caractère qualitatif, on s'interrogera sur la présence ou pas d'un plus de genre dans l'agriculture italienne, en mettant l'accent sur l'action de la composante féminine à travers des impulsions de rationalité, de créativité et d'une dimension éthique.

1. Le rôle des femmes dans l'agriculture familiale : un regard sur le passé

La littérature, surtout historique et sociologique, sur les changements de la société italienne, a bien tracé la position de la femme dans la famille patriarcale agricole italien (Wilson 2011, Revelli 1977):

- Position subordonnée au sein de sa famille d'origine, mais aussi dans celle de son mari (soumission à la volonté de la belle-mère)
- Force de travail flexible, prête à intervenir en fonction des besoins de la famille
- Horaires de travail quasi-inhumains
- Très peu d'interactions avec le monde extérieur, et peu de loisirs.

Face à une séparation des rôles très stricte, si les hommes étaient chargés des travaux des champs, dont dépendait la survie de la famille, les femmes s'occupaient généralement des animaux de la basse-cour, de l'entretien du potager et des activités comme l'apiculture et la sériciculture. Elles avaient aussi la charge des travaux domestiques, mais la distinction entre travail agricole et travail domestique n'était pas bien précise. En même temps, elles jouaient un rôle important dans la fabrication de différents produits pour la consommation directe de la famille ou des articles destinés à la vente (responsabilité masculine).

La condition inique du travail féminin en agriculture était, après tout, reconnu par la même loi : jusqu'au 1964 a été appliqué le « Coefficiente Serpieri », un système d'évaluation qui prévoyait que les femmes travaillant dans l'agriculture devait

⁸ Le contenu de cet article c'est le résultat d'un approfondissement de la communication présentée par l'auteur au séminaire international « Agriculture Familiale en Méditerranée: mythes et réalités. », organisé par l'Association PARM à Tunis, les 6 et 7 novembre 2014.

recevoir une rémunération de moins de 60 % du salaire des hommes (coefficient introduit en 1934).

Pour résumer, jusqu'à aux années cinquante, « Loin d'être une force d'appoint (co-adjuvants) dans l'activité agricole, les femmes assumaient un travail continu et fournissaient une contribution essentielle pour l'économie rurale et la survie de la famille paysanne. » (Wilson, 2011)

Entre les années 1950 et 1960, les campagnes italiennes furent touchées par un important exode de la force de travail masculine, les hommes étant attirés par des secteurs alternatifs à l'agriculture tels que le bâtiment ou l'industrie. Le départ de ces derniers obligeait (donnait l'opportunité) les femmes rurales à s'occuper des travaux des champs, ce que C. Barberis a défini comme la « féminisation de l'agriculture italienne » (CNEL-Insor, 2004). Une nouvelle fonction pour les femmes, éminemment substitutive et qui concerne l'agriculture de subsistance, des exploitations de petites taille et marginales, mais qui permettent aux femmes de se prouver, de démontrer leur capacité à faire tourner seules l'exploitation familiale.

Dans les années qui ont suivi, grâce à cette expérience de substitution et aux luttes d'émancipation féminine au niveau national, le nombre d'exploitations agricoles au féminin augmente constamment pour passer entre 1970 au 1990 de 18,7 % à 30,7 %, et la fonction substitutive se transforme toujours plus en fonction compétitive. La preuve en est que non seulement le nombre des femmes chefs d'exploitation augmente, mais également le nombre de leurs journées de travail.

1.1. Les traits saillants du portrait actuel des femmes dans l'agriculture italienne : quelle est leur place?

Les données du 6^{ème} Recensement agricole permettent de définir le cadre de la situation structurelle des exploitations agricoles dirigées par des femmes en termes de nombre, d'emplacement géographique, de taille, de production, ainsi que certaines des caractéristiques socio-économiques de l'entrepreneur. En 2010, 31 % des exploitations agricoles italiennes sont dirigées par des femmes (500 mille exploitations) ; environ 58 % entre elles sont situées dans le sud du pays.

Leurs exploitations couvrent 20,6 % du total de la SAU, et produisent 16,3 % du total de la valeur de la production standard ; enregistrent une production standard moyenne équivalente à 16 000 euros par exploitation, soit à peu près la moitié par rapport à leur équivalent masculin (30 000 euros environ).

49 % ont plus de 60 ans et détiennent 49,2 % des exploitations féminines, lesquelles occupent 37,2 % de la SAU pour une taille moyenne d'exploitation de 4 ha, 83 journées de travail en moyenne pour une valeur moyenne de production standard de 126 euros par jour.

9 % ont moins de 40 ans et détiennent 8,8 % des exploitations féminines, lesquelles occupent 15,5 % de la SAU pour une taille moyenne d'exploitation de 10 ha, 190 journées de travail en moyenne pour une valeur moyenne de production standard de 182 euros par jour.

Les chefs d'exploitation plus jeunes obtiennent des niveaux de production standard plus élevés en moyenne par exploitation. Elles dirigent un nombre limité d'exploitations mais d'une superficie plus

élevée que la moyenne, en ayant recours aussi à la location de terres. Elles ont un niveau d'instruction plus élevé, démontrent une plus grande propension d'ouverture aux marchés et diversifient davantage leur activité productive (Zumpano, 2013).

1.2. Les multiples rôles de la femme dans l'agriculture familiale

Selon les dernières données du Recensement agricole (ISTAT, 2010), la structure agricole et zootechnique italiennes se fondent essentiellement sur des unités de production de type familial (96,1 %), dont la direction est encore étroitement du ressort direct de l'exploitant et de ses proches (95,4 %), et qui a recours, dans 99 % des cas, à la main-d'œuvre familiale.

De plus, le Recensement agricole a recensé 1 603 709 familles agricoles qui représentent 6,2 % des familles italiennes ; elles regroupent environ 4 millions de personnes (cf. Tableau n° 1), pour une famille de 2,47 personnes en moyenne, contre 2,43 pour la moyenne nationale.

Mais de quelle famille agricole parle-t-on aujourd'hui ? Selon la définition adoptée par l'ISTAT (Institut national de la statistique), la famille agricole se compose de : « l'exploitant, sa conjointe et les autres membres de la famille présents sous le même toit (cohabitant). Sont exclus les parents (y compris les enfants) qui travaillent sur l'exploitation mais n'y résident pas » (ISTAT, 2013).

À partir de cette définition, afin de mieux comprendre la contribution que l'élément féminin apporte au secteur agricole italien, il serait utile de regarder l'ensemble de l'univers familial qui tourne autour de la famille agricole. Cette dernière, en son sein, comprend également de nombreuses figures qui, bien que ne participant pas « formellement » aux activités de la ferme, apportent une contribution active à la « tenue » du ménage agricole (Zumpano, 2013).

Sur les 4,2 millions de personnes qui composent l'univers familial tournant autour des fermes, 45 % environ sont des femmes : il s'agit d'une armée d'environ 1,9 million de femmes, dont environ 60 % se composent de jeunes filles issue de main-d'œuvre agricole familiale. Quelle fonction occupent-elles ? 28 % d'entre elles ont le rôle de chef d'exploitation et en tant que tel, détiennent la gestion formelle de la ferme. Ensuite, nous trouvons les épouses de l'exploitant (23 %), qui, dans un système législatif plus attentif à la question de la complexité des rôles tenus par les membres de la famille - le statut de « copropriétaire » ou de « co-exploitante » - leur permettrait d'avoir une plus grande visibilité de leur rôle dans les exploitations (gestion de l'exploitation en partenariat), contribuant à enrichir l'univers des exploitants.

La prise de conscience croissante du rôle actif dans l'entreprise familiale par les femmes est ce qui rend le partage plus clair des responsabilités de gestion de l'entreprise (et du foyer) entre les

Sexe	Main-d'oeuvre familiale					Familiaux du chef d'exploitation qui ne travaillent pas dans l'entreprise agricole			Univers familial qui tourne autour de la ferme
	Total	Chefs d'exploitation	Conjoints	Familiaux du chef d'exploitation (relatives)	Autres familiaux du chef d'exploitation	Totale	Conjoints	Autres familiaux du chef d'exploitation	
Hommes	1.784.148	1.071.849	264.192	171.251	276.856	515.863	41.577	474.286	2.300.011
Femmes	1.148.503	531.860	431.892	62.331	122.420	749.259	255.341	493.918	1.897.762
TOTALE	2.932.651	1.603.709	696.084	233.582	399.276	1.265.122	296.918	968.204	4.197.773

Source : Elaboration CREA sur données 6° Recensement Agricole ISTAT
Tableau n° 1. « **Univers féminin** » qui tourne autour de l'exploitation agricole familiale

⁹ A différence des autres pays européens, par exemple la France, la loi d'orientation agricole italienne n'offre pas aux agricultrices la possibilité d'adopter le statut de copropriétaire ou de co-exploitantes. Par conséquent, dans le Recensement agricole national le formulaire statistique ne permet pas de déclarer deux chefs d'exploitation.

deux conjoints, mais aussi entre leurs parents et leurs enfants.

Dans ce sens, la fonction substitutive de la femme en agriculture laisse la place à une fonction que nous pouvons définir comme partenariale : gestion et aménagement commune des exploitations familiales, avec la volonté de concilier les intérêts de l'entreprise avec les besoins, les souhaits et les talents de toutes les personnes qui composent la famille agricole, y compris les épouses, les jeunes filles et les autres parents.

À côté du « noyau dur », 184 mille femmes ont été recensées sous la rubrique « parents proches » et « autres membres de la famille du chef de l'exploitation » qui, avec leur travail, vont grossir les rangs de la main-d'œuvre familiale.

Mais, dans l'entreprise agricole se déplace également une autre armée de femmes (40 % du total) qui, bien que n'étant pas directement impliquées dans les activités agricoles, vivent à la ferme et coopèrent d'une manière ou d'une autre au projet économique de la famille agricole. Par exemple, environ 19 % des épouses de chefs d'exploitation ne font pas partie de l'aide familiale agricole mais, travaillant à l'extérieur, elles participent financièrement aux revenus de la famille (souvent consacrés aux investissements dans la ferme !).

2. Conclusions. Les femmes et leur mode d'action : entre poussées de rationalité, de créativité et d'exigence éthique

Pendant des années, les femmes ont réussi à se tailler des espaces d'autonomie et de prise de décision dans la gestion des exploitations agricoles, acquérant ainsi une plus grande visibilité de leur rôle dans l'agriculture nationale.

Cela signifie non seulement une augmentation du poids des femmes qui dirigent une entreprise agricole (500 mille chefs d'exploitation), mais plutôt une plus grande conscience de leur rôle compte tenu du sens particulier que les femmes donnent à leur travail. Un travail agricole non plus en tant que supplément à la tâche d'épouse et de mère, à accomplir en silence, mais un espace où l'on peut s'exprimer – et voir leurs propres capacités et ses aspirations au travail reconnues.

En même temps, le rôle qu'elles assument au sein de l'exploitation familiale ne saurait se réduire

uniquement à la prédisposition et à la volonté individuelle, ni au fait d'être reconnue dans la sphère familiale. Il est également déterminé par des logiques et des équilibres extérieurs : des communautés rurales, sans oublier le cadre plus général des institutions et des gouvernements locaux.

Par exemple, si l'engagement féminin n'est pas inférieur à l'engagement masculin (au niveau, par exemple, des horaires, responsabilités, relations extérieures, rapports professionnels), il se heurte à davantage de difficultés à gagner en crédibilité à l'extérieur (banques, fournisseurs, institutions).

Mais comment peut-on aider les femmes à renforcer leur visibilité au dehors de l'agriculture familiale ?

Il est certain que certains obstacles impliquant différents domaines et acteurs doivent être surmontés.

Parmi eux devraient être pris en charge ce qui suit:

Etudes et recherches : (en accentuant les enquêtes qualitatives sur le terrain) visant à promouvoir la visibilité et la prise de conscience des conditions de vie et le travail des femmes dans l'agriculture. Une meilleure connaissance pourrait encourager l'adoption de plus de:

- Politiques et d'interventions attentives à la multiplicité des rôles assumés par les femmes dans le domaine agricole (dépasser la dyscrasie entre déclarations de principes et interventions concrètes).
- Données statistiques sensibles au genre, plus souples et plus adaptées qui prennent également en compte les rôles « silencieux » assumés par ces femmes.
- Politiques de prévention en termes de santé et de protection sociale.

Soutenir les idées et les projets des femmes:

rôle stratégique des organisations sectorielles, appelées à promouvoir des actions visant à donner plus de visibilité aux résultats commerciaux obtenus par les femmes, renforçant ainsi l'image des femmes entrepreneurs. Elles devraient également mettre en place de campagnes d'information sur les possibilités offertes par les différentes politiques.

Campagnes d'information: s'adressent aux femmes et portent sur leurs droits de citoyennes et de travailleuses, et sur les instruments qu'elles peuvent utiliser pour concilier travail et vie de famille.

Bibliographie

Barberis C. (a cura di) (2004), Capitale umano e stratificazione sociale nell'Italia agricola. L'agricoltura italiana fra passato e presente, Rapporto n. 40, CNEL-INSOR, Roma

Barberis C. (a cura di) (2013), Capitale umano e stratificazione sociale nell'Italia agricola secondo il 6° censimento generale dell'agricoltura 2010, ISTAT, Ed. Variagrafica Alto Lazio, Nepi.

ISTAT (2010), Caratteristiche strutturali delle aziende agricole, Varigrafica Alto Lazio, Viterbo.

Revelli N., (1977), Il mondo dei vinti. Testimonianze di vita contadina, Torino, Einaudi, 1977

Wilson P., (2011), Italiane. Biografia del Novecento, Editori Laterza.

Zumpano C. (2013), "La dimensione femminile dell'impiego agricolo italiano: percorsi differenziati" en Il capitale umano in agricoltura, (A cura di M.C. Macri), Agrisole-IlSole24ore, Casma Tipolito srl, Bologna.

Zumpano C (2015), "La dimensione familiare nell'agricoltura italiana: fra mutamenti e fra-intendimenti", en Agriregioneuropa, n. 43, Année 11, Décembre 2015 (www.agriregionieuropa.univpm.it).



Les sept chemins de l'agriculture à la nutrition et l'autonomisation des femmes: transformations et manipulations d'un modèle graphique

Elisabeth Hofmann et Jean Etienne Bidou, Chaire UNESCO sur la formation de professionnel/-les du développement durable

Selon les estimations les plus récentes (2017) de la FAO, le nombre de personnes souffrant de malnutrition chronique s'élèverait à 815 millions de personnes dans le monde, soit environ une personne sur neuf. Alors que la situation s'améliorait lentement depuis une quinzaine d'années, ces chiffres sont repartis à la hausse. Un des facteurs clés reste la production agricole, mais les causes de la malnutrition sont nombreuses et la complexité des liens entre agriculture et nutrition a donné lieu à leur représentation par des modèles graphiques.

Cependant, ces modèles, comme toute représentation, sont une image partielle et quelquefois partielle de la réalité. S'ils rencontrent du succès, ils peuvent contribuer à influencer les opérateurs, aussi convient-il de les décrypter.

Depuis 2011, la multiplication des modèles exposant les liens entre agriculture et malnutrition s'explique par la situation de tension dans le domaine de l'alimentation mondiale. La place occupée l'autonomisation des femmes mérite cependant l'analyse.

De la production agricole à la nutrition

Pendant deux décennies, la question de la malnutrition, particulièrement celle qui touche les enfants, s'est appuyée sur le cadre conceptuel élaboré par l'Unicef dans les années 1990. La malnutrition infantile y était liée à trois faisceaux de causes sous-jacentes au niveau de la famille : un accès insuffisant aux ressources alimentaires, un défaut de soin aux mères et aux enfants, et des services de santé, d'approvisionnement en eau, d'assainissement inadéquats. Au niveau de la société, l'Unicef donnait une dimension politique à son schéma en soulignant que les attitudes discriminatoires (y compris le statut des femmes) dans certains systèmes politiques, culturels, religieux, économiques, réduisaient l'accès aux ressources et entretenaient la faim.

Depuis, la malnutrition dans le monde diminue mais de façon très insuffisante. On estimait qu'en 2016, 155 millions d'enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance, symptôme de malnutrition chronique, en baisse de 42 % par rapport à 1990, assez loin des objectifs du millénaire. Avec la croissance rapide de la population, le nombre d'enfants malnutris a même fortement augmenté dans certains groupes de pays comme en Afrique.

D'autres pays, tels que l'Inde, n'ont réduit que faiblement la prévalence de la malnutrition malgré des circonstances favorables : croissance économique d'un pays émergent, augmentation de la production agricole grâce à la révolution verte. Cette situation paradoxale a été à l'origine d'une étude de l'IFPRI (International Food Policy Research Institute) afin d'explorer les liens causaux encore mal connus au niveau des ménages ruraux entre la production agricole et la nutrition (Headey et al., 2011, Gillespie et al., 2012) ; ils ont été représentés sous la forme de sept chemins, qui s'influencent les uns les autres.

La production agricole du ménage agit directement sur l'alimentation sous la forme de l'autoconsommation (1) ou sous la forme de ventes qui permettront à leur tour d'acheter de la nourriture ou des services qui influencent la nutrition, comme les soins de santé (2). À ce niveau, les prix du marché influencent la nutrition : de nombreux ménages ruraux vendent en période de récolte pour acheter pendant la soudure ; de nombreuses autres variations de prix affectent les ventes ou les achats (3). Beaucoup de petits paysans ne couvrent pas leurs besoins alimentaires par la seule production, ils ont recours à du salariat, à des activités génératrices de revenu, voire la migration afin de couvrir leurs besoins en nourriture ou en soins de santé (4). Parmi ces activités, les auteurs distinguent celles qui sont menées par les femmes, qui peuvent acheter elles-mêmes de la nourriture ou pourvoir aux soins de santé (5). Le temps qu'elles y consacrent et les revenus qu'elles en tirent ont

un impact – potentiellement de manière contraire – sur le temps et le soin qu'elles consacrent à leurs enfants (6). Le travail qu'elles exécutent a également des conséquences sur leur dépense énergétique, et donc sur leur état de santé (7).

Ces chemins s'inscrivent dans le cadre général des moyens d'existence durables (sustainable livelihoods), où des ménages, disposant d'actifs et soumis à un environnement économique, social et environnemental plus ou moins favorable, travaillent pour obtenir des résultats (outcomes) : une alimentation correcte des femmes et des enfants. Ce processus est soumis à des facteurs d'inégalité entre ménages – valeur des actifs, accès aux services – générant des résultats inégaux. L'inégalité existe aussi à l'intérieur du ménage, liée entre autres aux discriminations de genre. Les auteurs placent ici aussi la religion, les castes ou ethnies, les effets de l'éducation, bien que ces éléments d'exclusion déterminent plutôt l'inégalité

entre les ménages. Malgré tout, on retrouve là les causes fondamentales de la malnutrition qu'avait relevées l'Unicef en 1990.

Les liens entre production agricole et état nutritionnel des mères et des enfants, parce qu'ils semblaient évidents, et parce qu'ils correspondaient à un angle mort entre les champs disciplinaires de l'agronomie, de l'économie rurale et de la nutrition, étaient assez peu étudiés. Actuellement, la nature et l'importance de ces liens est évidemment très inégale, mais surtout mal évaluée (Gillespie et al., 2012).

Transformations

Très rapidement, ce schéma est repris par un grand nombre d'organisations, mais transformé suivant leurs besoins, et manipulé selon leurs idéologies. On peut distinguer trois sortes de modifications.

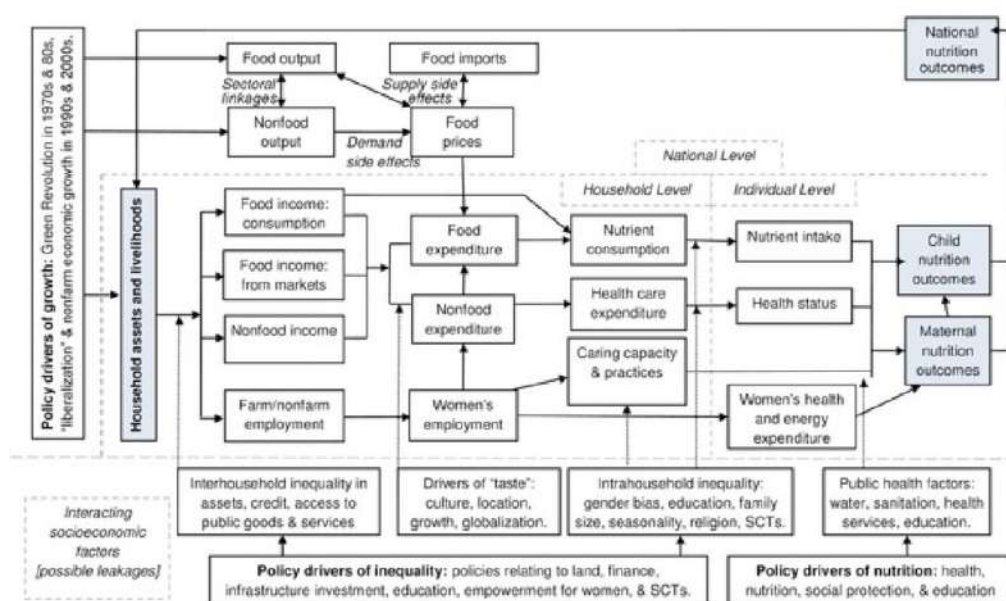


Figure 1: le schéma originel Headey and al., 2011

La question des inégalités sociales

Le cadre macroéconomique disparaît fréquemment ne laissant que les liens logiques entre agriculture et nutrition. Il peut être éventuellement remplacé par un petit encadré exprimant ce que peut être un environnement favorable à la nutrition (Herforth and al., 2015), mais il ne concerne guère la pauvreté et les inégalités sociales. Pourtant, les concepteurs du schéma originel sont clairs : l'inégalité fait partie des causes fondamentales et elle est liée aux politiques de libéralisation des années 90 qui l'ont amplifiée en termes de droits fonciers, de finance, d'éducation ou concernant les femmes. De la même façon, le maintien de la malnutrition à des niveaux élevés est liée, du fait d'un accès à l'eau insuffisant, d'un encadrement sanitaire déficient, du recul de l'État dans le domaine des politiques de santé, de protection sociale. Le schéma, débarrassé de sa critique politique et sociale, se retrouve sur les rapports des organisations internationales comme la Banque Mondiale, mais aussi dans les projets soutenus par les États-Unis : Feed the Future ou Spring.

Les micronutriments et la voie génétique

Le deuxième type d'altération du schéma originel a pour but d'introduire la question des micronutriments, longtemps négligée par les efforts d'amélioration de la production agricole, mais responsable de la « faim invisible » aux impacts à long terme mais souvent graves. La voie classique pour lutter contre ces carences est la diversification de l'alimentation grâce aux jardins et vergers familiaux. La biofortification, voie plus récente faisant appel à l'hybridation et aux approches transgéniques, a créé et diffusé des patates douces oranges enrichies en vitamine A, des maïs, des riz.

Désormais la biofortification, souvent liée dans son argumentaire à la pauvreté et à la saisonnalité des régimes alimentaires, a trouvé sa place sur le schéma (Pandey et al., 2016). Ce développement n'est pas inattendu : la recherche génétique ayant été à la base de la révolution verte, il n'est guère surprenant que le développement des OGM en fasse désormais partie. L'article cité est un résultat

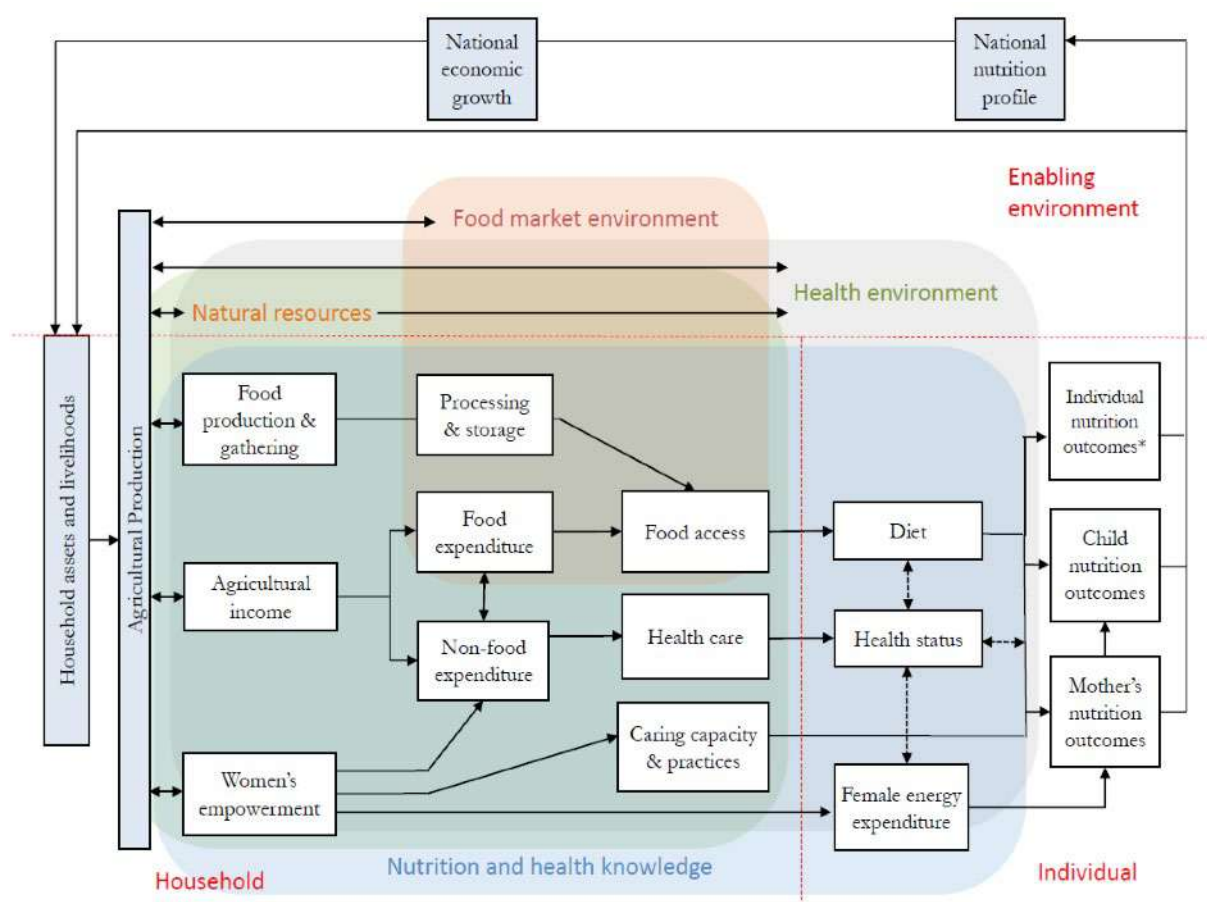


Figure 2: la variante du schéma avec autonomisation, Herforth and Harris 2014, en deux versions

de travaux financés par la fondation Melinda et Bill Gates, très active dans ce domaine. Cette approche qui privilégie une solution miracle – celle de quelques variétés génétiquement modifiées – à un problème vaste et complexe – celui de la faim dans le monde – a été critiqué (Brooks et al., 2009 par exemple).

L'empowerment des femmes

L'autonomisation des femmes apparaît dans le schéma assez rapidement, notamment à travers la variante de Herforth (diffusées en deux versions distinctes) alors que les premiers auteurs n'avaient envisagé que les activités génératrices de revenus des femmes, qu'il s'agisse de salariat ou d'autres. Cet affichage peut être reçu comme une prise en compte plus large des femmes, avec – dans sa deuxième version – une mise en relief (en bleu) des chemins qui passent par l'autonomisation des femmes alimentant tous les liens qui mènent vers la nutrition des mères et des enfants.

Version simplifiée utilisée pour le programme Spring

es auteurs du schéma originel avaient pris une autre option : l'autonomisation des femmes n'était pas spécifiquement nommé, mais leur rôle est bien compris dans les prises de décision concernant l'allocation des ressources du ménage, même si cela est plus explicite dans le texte de l'article que dans le schéma qui l'accompagne. Ce nouveau schéma cultive donc l'ambiguïté sur le rôle des femmes dans le ménage : d'un côté

la Banque mondiale et, de façon générale, les institutions internationales affirment appuyer le pouvoir décisionnel des femmes et leur contrôle des ressources économiques (par exemple « Voice and Agency », rapport de la BM de 2014), de l'autre elles donnent à l'autonomisation son périmètre minimal, bien en deçà des défis auxquels font face les femmes des pays en voie de développement.

On retrouve ici le caractère polysémique de l'autonomisation : salué par ses adeptes pour l'accent mis sur la notion de « pouvoir » et sa multi-dimensionnalité, critiqué par d'autres comme Cheval de Troie du néo-libéralisme pour son accent sur l'individu, l'autonomisation est aujourd'hui mobilisée à des fins parfois très éloignées de la vision politique de transformation et justice sociales avec laquelle le mouvement féministe l'avait inscrite dans l'approche de genre bien avant la conférence de Pékin.

Sept chemins: des raccourcis hasardeux?

Malgré ces mutations, les différentes versions de ces chemins semblent mener à certaines impasses, ou du moins des raccourcis : la multiplicité des rôles des femmes dans le secteur agricole est peu prise en compte et seuls certains types de pouvoir sont pris en compte.

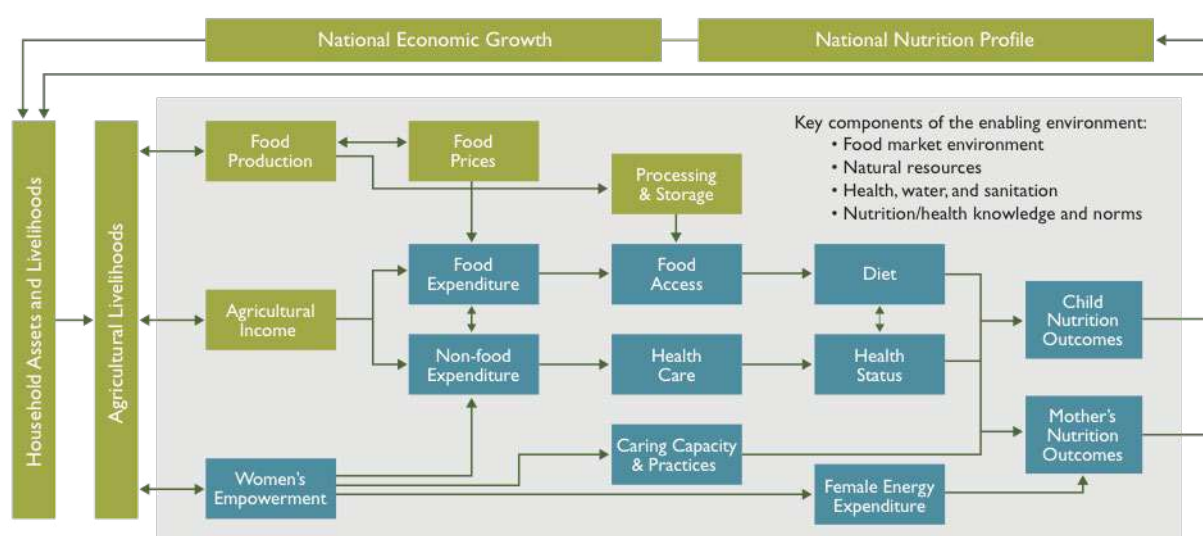


Figure 2 : La variante du diagramme avec empowerment, Herforth and Harris 2014, en deux versions

Quelles considérations pour les femmes au sein des exploitations?

Les différentes variantes du schéma mobilisent un modèle unitaire de l'exploitation agricole dont les racines se basent certainement sur une vision traditionnelle de l'agriculture paysanne occidentale. Ce modèle non universel ne prend pas en compte les nombreux cas où les femmes ont une production, et d'ailleurs aussi un revenu agricole ou extra agricole distinct du mari. La séparation de la production alimentaire et de génération de revenus à partir de cette production dans ces graphiques occulte ces réalités où il n'y a pas de budget unique dans l'exploitation, dont les cas non négligeables de ménages polygames ou ceux avec une femme à leur tête.

L'analyse des différents chemins qui passent par l'autonomisation des femmes montre que les femmes y sont visées en tant que mères plus qu'en tant qu'agricultrices, alors que les besoins de renforcement sont énormes pour ces dernières : l'adoption de technologies améliorées et l'utilisation d'intrants achetés, d'outils motorisés pour le labourage et le transport sont beaucoup plus faibles pour les femmes que pour les hommes, leurs cultures ne font pas ou peu l'objet d'un appui par les services ou projets agricoles, ne sont pas soutenues par les groupements paysans (où les paysannes sont peu représentées), elles ont moins de facilité à mobiliser de la main-d'œuvre familiale gratuite et sont au contraire fréquemment mobilisées par leur époux. Conjugué avec une forte insécurité foncière et un accès difficile à des terres de qualité, tout cela entraîne un déficit important de la productivité des agricultrices, avec un effet indéniable direct et indirect sur leur propre nutrition, celle de leurs enfants et de leur famille. Outre les droits fonciers, d'autres droits ont des répercussions sur les passerelles entre l'agriculture et la nutrition, comme celui de disposer de son corps : l'accès à la contraception pour espacer les naissances pourra enlever beaucoup de pression aux femmes rurales, leur état de santé et leurs charges de travail pendant la grossesse et après l'accouchement.

Quel poids pour quels pouvoirs?

De toute évidence, la capacité des femmes à accéder à la nourriture pour elles et leurs enfants dépend de leur pouvoir de produire, d'acheter et d'accéder à la nourriture dans la répartition au sein du ménage. Ce pouvoir est aussi lié à un autre

facteur clé mis en avant dans les conceptualisations de l'autonomisation mais dont l'effet met du temps à se produire : l'éducation des jeunes filles et des femmes.

Dans certaines variantes (Herforth and Harris, 2013) du schéma des sept chemins apparaissent les connaissances sur la nutrition et la santé comme un facteur facilitant, mais les résultats des projets nutritionnels restent mitigés quand ces savoirs touchent seulement des mères : si les hommes et d'autres personnes influentes de l'entourage (belles mères et d'autres « gardiennes des traditions ») ne sont pas ciblés par ces messages, les femmes n'ont pas le pouvoir d'imposer des changements alimentaires au sein de leurs ménages.

Dans des études plus récentes, l'IFPRI mesure l'autonomisation dans l'agriculture par le Women's Empowerment in Agriculture Index (WEAI) qui couvre cinq domaines dans l'agriculture : la prise de décision sur la production, la propriété et des décisions sur des ressources, le contrôle sur l'utilisation des revenus, le leadership dans la communauté et l'utilisation de temps (Alkire et al., 2013). En interrogeant les liens entre les éléments du WEAI et la nutrition, les résultats sont mitigés et parfois surprenants : au Bangladesh, la satisfaction des femmes quant à leur pouvoir décisionnel et leur participation à des groupes est positivement corrélée avec l'amélioration du statut nutritionnel des garçons (Malapit 2018), suggérant que cette autonomisation toute relative des femmes se déploie dans le contexte plus large de préférences pour des garçons (et de dépendance vis-à-vis d'eux pour leur vieillesse).

Conclusion

La relation entre les inégalités de genre, l'agriculture et la nutrition est complexe et dépend d'une multitude de facteurs montrant une forte variabilité selon les contextes. Comme toute modélisation, les sept chemins n'en donnent qu'un aperçu réducteur. Le schéma originel devait expliquer la situation dans les campagnes indiennes et les variantes successives ont perdu l'ancrage dans un contexte précis.

C'est aussi la finalité de ce schéma qui a changé avec ses transformations : si Headey et ses collègues cherchaient les déperditions ou facteurs perturbateurs qui interviennent entre la production agricole et la situation alimentaire et nutritionnelle des populations, les versions suivantes se sont

inscrites dans des projets qui cherchaient des solutions pour réduire la faim dans le monde, conformément aux attentes des bailleurs de plus en plus d'origine privée. L'autonomisation des femmes s'y trouve donc investie comme une panacée pour permettre une meilleure action de l'agriculture sur la nutrition, mais à l'épreuve du terrain, les situations et évolutions sont trop complexes et diverses pour confirmer cette causalité simpliste.

Si le schéma des sept chemins n'est pas une carte qui dévoile l'emplacement d'un trésor, il reste néanmoins le caractère crucial de l'autonomisation des femmes en soi : l'émancipation individuelle et collective des femmes rurales dans un contexte d'amélioration de leurs conditions de vie par de meilleures infrastructures et un accès à des services efficaces - les chemins vers une meilleure nutrition seront également moins sinueux.

Bibliographie:

Alkire, S., Meinzen-Dick, R., Peterman, A., Quisumbing, A., Seymour, G., & Vaz, A. (2013). The Women's Empowerment in Agriculture Index. *World Development*, 52, 71–91.

Brooks, S., Leach, M., Lucas, H. and Millstone, E. (2009) *Silver Bullets*, Grand Challenges and

the New Philanthropy, STEPS Working Paper 24, Brighton: STEPS Centre.

Gillespie S., Harris J., and Kadiyala S. (2012) *The Agriculture-Nutrition Disconnect in India, What Do We Know?* IFPRI Discussion Paper 01187, Washington, June 2012.

Headey D., Chiu A. et Kadiyala S. (2011) *Agriculture's Role in the Indian Enigma. Help or Hindrance to the Undernutrition Crisis?* IFPRI Discussion Paper 01085, IFPRI, Washington, May 2011.

Herforth, A., Harris, J. (2014). *Understanding and Applying Primary Pathways and Principles. Brief #1. Improving Nutrition through Agriculture Technical Brief Series.* Arlington, VA: USAID/Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally (SPRING) Project.

Malapit, H., et al (2018), *Empowerment Gaps in Agriculture and Children's Well-Being in Bangladesh*, Development Policy Review, doi: 10.1111/dpr.123 (en cours de publication).

Pandey V.L., Dev S.M., Jayachandran U. (2016). *Impact of agricultural interventions on the nutritional status in South Asia: A review.* *Food Policy* 62 (2016) 28–40.



Strategies on women empowerment and gender equality: how to reduce the gap between rural women and institutions.

Rosanna Quagliariello, Head of External Relations Office, CIHEAM Bari

This article intends to analyse the limits that hamper and interfere with constructive and positive relations between rural women and the institutions, which, in all countries – particularly in the Mediterranean ones – should guarantee their empowerment and the development of their activities. In order to conduct this analysis, we will take into consideration the positive results and best practices from several years of experience in the development of cooperation programmes. We will then focus on how these limits may be overcome and how governmental and non-governmental institutions may find better ways to thoroughly understand the needs of women who are fundamental in the rural reality, and whose involvement in rural policies and development is becoming more and more strategic.

For years, the CIHEAM Mediterranean Agronomic Institute of Bari (Italy) has been working in the field of gender equality and women empowerment in the rural context and, in the last four years (starting from 2014/2015) – with the implementation of the first phase of the GEMAISA project (“Enhancing gender mainstreaming for sustainable rural development and food security”) – the commitment in this strategic subject has been increasingly prevalent and significant. Currently, the second phase of the project has started with the involvement of six countries, giving the CIHEAM Bari the opportunity to spread the already experienced methods and improve its capacity to utilise the strategies developed by governmental institutions dealing with the implementation of agricultural policies.

These methods imply, first of all, a multi-dimensional approach promoting the link between the public and private spheres of women's life that has an impact on their social roles and involves men in the division of labour, with due regard to the constraints women have to face, the resources they have access to and – last but not the least – in building their awareness both on the role they – the men – can play, and on the discrimination women have to face.

The multi-dimensional approach results in a deeper recognition of the role of rural women, both in the formal and informal sectors, creating innovative dynamics, which ultimately generate beneficial effects on agricultural production, on the efficiency of this important economic area and, on the development of the country in general.

Institutional commitment is the only possible way forward to strengthen this approach and to create a desirable circle which may generate effective and lasting changes in Mediterranean rural realities. Institutional commitment could lead to a sustainable change in the advancement of the existing legislative framework in the various countries and the creation of infrastructures and new services (such as women's meeting places, counselling centres, periodical governmental training courses, institutionalised participation in periodical exhibitions etc.).

In this line, NOWARA Observatory (National Observatory for Women in Agriculture and Rural Areas) – created in Lebanon under TERCOM emergency programme, financed by the Italian Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation more than ten years ago – was the first experience developed by the CIHEAM-Bari in close collaboration with the Lebanese Ministry of Agriculture and Lebanese CNRS, two national institutions which were actively involved in the creation of such an “instrument” whose direct beneficiaries were rural women (entrepreneurs, workers, landowners).

GEMAISA Project (phase I and phase II, currently in its inception phase), – once again financed by the Italian Government through the Italian Agency for International Cooperation – has strengthened, both within the financing body and within the implementing agency, the belief that no real change could happen without the solid support and concrete collaboration of governmental institutions and that, connecting southern Mediterranean institutions is a still more powerful means to reach

a goal in less time and with stronger beneficial effects.

If Egypt, Lebanon and Tunisia have worked together for more than three years in the framework of GEMAISA phase I, three other countries have decided that the experience is worthwhile and that rural women empowerment requires a common effort to be developed and improved. Jordan, Morocco and Palestine are the new beneficiaries and together with other national governmental bodies, their Ministries of Agriculture will act together for the promotion of natural resources management, food security, economic empowerment, equal access to resources and capacity building development thanks to stronger women's involvement in the agricultural sector.

As already mentioned, together with the Ministries of Agriculture, other institutions are highly engaged in the current phase of the Project: Ministries of Women, Social Affairs, Economic Development; local bodies such as provinces and municipalities, universities, women's associations and the private sector.

All these actors work together with the same objectives that could be summarised by two of the Sustainable Development Goals of the Agenda 2030: SDG 5 "Achieve gender equality and empower all women and girls" and SDG 2 "End hunger, achieve food security and improved nutrition, and promote sustainable agriculture".

GEMAISA II aims at becoming a reference model and a best practice for programmes involving rural women in the Mediterranean Basin that establish strong partnerships at different governance levels (micro/local, meso/intermediate governmental institutions and macro/central institutions/ministries), and cooperation with civil society organisations.

This approach would also guarantee the sharing of news, strategies to be adopted, best practices to be

disseminated together with advice, technical and economic information and it would be supported by an on-line platform encouraging networking between the different actors. This Platform is intended as a space for "knowledge-sharing and an interaction point", related to the GEMAISA Project but also open to other programmes/activities with a gender dimension that are implemented by the CIHEAM Bari, in particular, and at an international level, in general.

Through this platform, proper visibility will be provided to the websites of all participating institutions (both the CIHEAM Bari and partner institutions) and partner organisations will be able to share their posts on social media, which is becoming increasingly important for the sharing of information and increased involvement.

Thanks to this instrument it would be possible to be informed and updated on the following sections, which will be decided together with the project coordinators and its beneficiaries. The platform will include:

- An AGENDA – a calendar-based section listing future news and events regarding the whole project and communities.
- COMMUNITY NEWS and VIDEO STORIES – these sections are the communities' "showcase". They will include news and videos on events and activities that will take place within the territories of the communities involved in the Project
- KNOWLEDGE and KNOW-HOW – this section will contain training, knowledge sharing and "awareness-building" material (videos, tutorials, webinars and resources in general) on specific topics. The material will be selected by the project coordinator and the editorial staff.

Integration between local and governmental policies would be one of the main objectives of

the entire programme and it will not only provide full support to the local population beneficiaries of the programme, but also reduce the existing gap between rural people and governmental bodies. This has always resulted in a rural policy that is unaware of people's needs, in particular those of rural women.

Gender Units, located at the different Ministries of Agriculture, will be supported – this has already been the case during the 1st phase of the Project – and strengthened. Vocational training sessions for experts and workers will also be part of the programme in order to raise awareness and disseminate knowledge without forgetting the new generations and their welfare, which will prevent future departures from rural areas and a critical worsening of the migration problem.

The above-mentioned projects could be a possible answer to one of the most important issues mentioned in the Italian Cooperation Gender Equality and Women Empowerment Guidelines where the Italian Cooperation commits itself to; promoting constant collaboration between national and international institutions on gender equality in order to undertake innovative pathways for poverty alleviation and sustainable development that recognise women as an economic force and as actors of innovation. Moreover, gender balance at local and national levels should be favoured as gender mainstreaming tools for budgetary policies, public policies and finally as a tool for political empowerment.

Indeed, policies need to be aware of the leading role rural women can play in improving social and economic outcomes; when the economic sphere is involved and the individuals involved become valuable, their importance and consideration turn out to be consequentially enhanced and social rules could receive important boosts. The economic reasons are always a very strong pull factor in bringing things to a head.

It is crucial to emphasize that institutional changes are sustainable but also very difficult to achieve. Efforts can have an impact on the social organization of communities, but "customs and traditions", in the way of living and acting, carry both large and small risks that can slow down the desirable path to positive transformations. As already mentioned, the involvement of men is crucial and this is what GEMAISA is striving to do at a local and central level as well as with the

people working for the project and involved in the programme's different activities.

At local level, both rural men and rural women can be beneficiaries of the planned training programmes and refresher courses, and be active members of associations and communities. At central level, the ministerial Gender Units are not restricted to female personnel and project referents are often identified among male experts and officers.

This innovative and strategic approach aims to establish a large network whose members, at all levels of involvement (national and local), could exchange knowledge and information, share best practices, keeping in mind that changes occur when the welfare and economic growth of a country go beyond individual interest and emancipation opportunities are equally distributed.

Bibliography

Project Documents of GEMAISA 1st and 2nd phase ("Enhancing gender mainstreaming for sustainable rural development and food security") financed by the Italian Agency for International Cooperation;

Italian Cooperation Guidelines on Gender Equality and Women Empowerment (Italian Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation)



Promouvoir les modes de garde collectifs dans les territoires ruraux : une opportunité de répondre à l'ensemble des ODD et notamment d'égalité des sexes

François Fatoux, Fondateur de « Crèches durables », expert RSE, Égalité Femmes Hommes

Le droit à l'éducation pour tous les petits

Dans les 17 objectifs de développement durable pris par l'ONU à atteindre à l'horizon 2030 figure le droit à l'éducation et notamment l'objectif 4.2 qui propose « que l'ensemble des jeunes filles et des garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité ».

Depuis longtemps, nous savons que la scolarisation des enfants est un axe majeur de développement d'un pays. C'est la raison pour laquelle les États font de la scolarisation des enfants une priorité nationale. Des moyens conséquents ont été concentrés sur l'école primaire. Mais depuis quelques années, les grandes institutions internationales s'intéressent à l'éducation préscolaire qui relevait jusqu'à présent de la responsabilité des familles et de ce fait, des femmes.

Des travaux de recherche ont fait émergé le concept « d'investissement social » popularisé par un prix Nobel d'économie James HECKMAN.

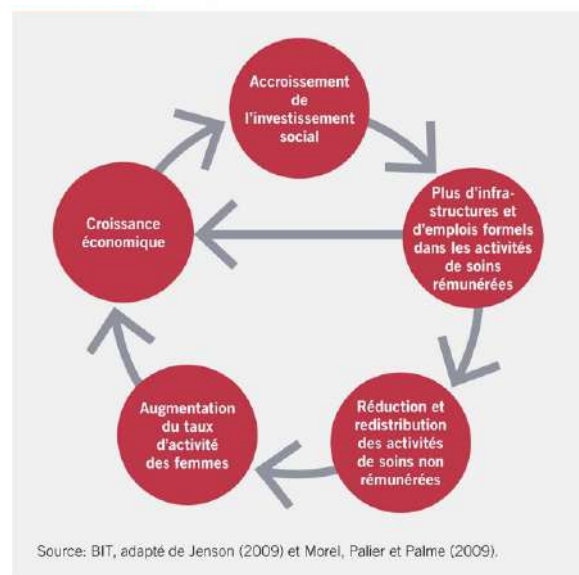
Concept d'investissement social

Investir dans l'éducation des enfants défavorisés, dès le plus jeune âge, permet de limiter l'échec scolaire et les coûts sociaux qu'il engendre tout au long de la vie des personnes. Cet investissement est bénéfique pour les enfants, leur famille et, plus largement, la communauté.



Des organisations publiques internationales ont pris le relais en l'inscrivant dans leur politique : l'OCDE, la Banque mondiale, l'UNESCO, l'UNICEF et l'Union européenne. Elles ont bien compris que le concept d'investissement social pouvait être un levier de développement et de croissance économique, notamment pour permettre aux femmes de pouvoir accéder au marché du travail et pour élever le niveau de qualification de la population.

Le cercle vertueux de l'investissement social dans les activités de soins à autrui



Bureau international du travail : le cercle vertueux de l'investissement social

Ouvrir des crèches, des écoles préscolaires peut apparaître comme un investissement hors d'atteinte dans de nombreux pays du Maghreb et d'Afrique, notamment dans les pays où la scolarisation des enfants à l'école primaire n'est pas assurée représente un investissement conséquent, surtout s'il doit être fait au profit de familles vivant en milieu rural (zones désertiques, montagneuses), ou dans des villages qui n'ont pas d'accès routier, d'accès à l'eau et à l'électricité.

Le développement de structures de soins, de garde et d'éducation au profit des tous petits nécessite d'avoir un regard holistique où tous les enjeux du développement durable seront pris en compte. Les objectifs de développement durable nous offrent cette opportunité de penser des crèches et des écoles pour satisfaire aux 17 ODD définis par l'ONU.



Les 17 objectifs de développement durable de l'ONU

Il est possible de mettre en place des crèches et des écoles dites durables dans les territoires ruraux:

1. Respectueuses de l'environnement en innovant dans leur construction et leur gestion: énergies renouvelables, éco matériaux, eau potable : respect des ODD 6, 7, 9, 11, 12 et 13.

Projet d'école préscolaire écologique au Maroc en milieu rural

Dans le cadre de la COP22, la Fondation marocaine de promotion de l'enseignement préscolaire (FMPS) a travaillé sur un projet d'école écologique

L'école sera construite avec des matériaux locaux (pierre sèche pour les murs, algue maritime pour l'isolation) et selon deux techniques de construction locales connues sous le nom de Tazota (constructions monocellulaires à voûte en encorbellement) et Toufris (galerie souterraine) ; elle sera alimentée par énergie solaire ; et son bassin de canards fonctionnera en circuit fermé

2. Qui encouragent une agriculture de proximité et une bonne alimentation pour les enfants avec la mise à disposition de jardins potagers pour les enfants : respect des ODD 2, 3 et 12.

Ces jardins permettront aux enfants de découvrir les différentes composantes de la nature. Ils leur offriront surtout une alimentation saine et équilibrée. La création de jardins potagers s'appuyant sur les avancées de l'agro écologie et de la permaculture permettra d'offrir aux familles qui entretiennent le jardin pour le compte de l'école des activités génératrices de revenus (AGR).

Des institutions internationales comme la FAO ou le Programme alimentaire mondial encouragent la création de cantines scolaires.

Le Programme alimentaire mondial et les repas scolaires

Avantages mis en avant

Éducation: les repas scolaires encouragent les ménages pauvres à envoyer et à maintenir leurs enfants à l'école. Les programmes ciblent souvent les jeunes filles et leur permettent d'accéder à l'éducation même dans les sociétés qui les excluent traditionnellement de l'école.

Protection sociale: les repas scolaires contribuent à briser le cycle de la faim, de la pauvreté et de l'exploitation des enfants dans les régions les plus pauvres du monde. Ils concourent également à venir en aide aux enfants touchés par le VIH/sida, aux orphelins, aux enfants handicapés et aux anciens enfants soldats.

Nutrition: les repas scolaires, assurés parallèlement à des activités de déparasitage et à l'enrichissement des aliments en micronutriments, offrent d'importants avantages sur le plan nutritionnel.

Agriculture locale: créer un lien entre les petits

agriculteurs et les programmes d'alimentation scolaire permet de soutenir l'économie rurale et contribue à rendre les programmes plus durables.

Communauté: les écoles sont au cœur de nombre de villages et de communautés. Les repas scolaires rapprochent les professeurs, les parents, les cuisiniers et les enfants.

3. Qui s'inscrivent dans une démarche d'ancrage territorial, en prenant en compte les attentes des collectives locales et des ONG : respect de l'ODD 11.

Des études portant sur les écoles rurales dans des zones très reculées montrent qu'une implication forte des parents et des communautés dans la gouvernance des écoles est facteur clé de pérennité.

Généralisation du préscolaire au Maroc par une mobilisation des collectivités locales

Le Royaume du Maroc en juillet 2018 s'est engagé dans un objectif très ambitieux de généralisation du préscolaire. Le ministre de l'Éducation a mis en avant le rôle des collectivités : « les études ont montré que les meilleurs modèles à travers le monde d'écoles performantes sont ceux des écoles dont la gestion et le fonctionnement sont totalement dévolus à la commune, ce qui lui permet de contribuer directement à la réussite du projet de l'école, que ce soit en matière de transport scolaire, de vie scolaire, de cantine, d'activités parascolaires, etc. Il faut instaurer un nouveau mode de gouvernance de nos écoles, basé sur un véritable projet d'établissement, dans un esprit de management de proximité, le seul à même de lui assurer un minimum d'autonomie dans la gestion de ses fonds et dans le choix de ses priorités ».

4. Respectueuses des droits des personnels éducatifs et de garde des enfants en posant le principe d'un travail décent.

La mise en place de crèches permettra à la fois d'améliorer le statut de toutes les femmes qui, jusqu'à présent, assuraient une garde collective des enfants en tant que nounous ou travailleuses domestiques. Elle permettra aussi à toutes les femmes qui travaillent dans le secteur informel, dans l'agriculture, l'artisanat, d'améliorer leurs conditions de vie : respect de l'ODD 8.

C'est l'occasion de souligner l'action des organisations publiques internationales comme le BIT pour souligner la nécessité d'offrir aux femmes

de véritables systèmes de garde collectif, et ce alors même qu'elles sont dans le secteur informel.

Le bureau international du travail BIT et la garde des enfants pour les femmes du secteur de l'informel

« Fournir des soins de garde à leurs enfants est particulièrement difficile pour les familles pauvres, pour qui la garde payante des enfants est impossible et/ou inabordable. En l'absence de tout autre soutien pour la garde des enfants, les familles pauvres font face en laissant les enfants seuls à la maison, en demandant l'aide d'une sœur plus âgée ou en prenant avec eux les enfants au travail.

Le fait d'emmener les enfants au travail peut satisfaire les besoins immédiats des parents mais ne résout pas la problématique plus étendue du travail-famille. L'emploi dans l'économie informelle est souvent associé à de bas salaires et à une faible productivité nécessitant de longues heures de travail afin de réaliser un revenu de subsistance minimum, soustrayant du temps et de substantiels revenus aux familles de travailleurs.

Dans certains cas, les enfants évoluent dans des environnements dangereux, par exemple lorsqu'ils sont exposés aux pesticides ou à des conditions climatiques extrêmes dans les champs agricoles ou encore aux dangers de la pollution et du trafic sur les marchés. »

Extraits de l'étude du BIT « Accroître les opportunités de travail des femmes : les travailleurs de l'économie informelle et les services de garde des enfants ». Naomi Cassirer et Laura Addati

5. Qui affirment le principe d'égalité des sexes et de réduction des inégalités entre génération: respect des ODD 1 et 5.

Nous savons que ce sont les femmes, à tout âge, surtout en milieu rural, qui souffrent le plus d'absence de structure de garde collectives. Ce sont les petites filles qui ne vont pas à l'école en milieu rural, contribuant ainsi aux mariages forcés et précoces. Ce sont les femmes qui ne peuvent faire carrière dans les entreprises et administrations publiques, faute de pouvoir concilier travail et vie familiale. Ce sont les femmes qui vivent en milieu rural.

Un réseau mondial WIEGO (Women in informal Employment : Globalizing and Organizing) s'est constitué en 1997 pour donner aux travailleuses du secteur informel de véritables droits. WIEGO est engagé sur plusieurs programmes, notamment l'accès à des modes de garde pour les travailleuses.

Initiative « Child Care Campagne du réseau WIEGO »

Cette campagne visant à promouvoir des structures de garde publiques, associatives et sous forme de statut coopératif. Extrait : « Nous voulons que les gouvernements nationaux et les autorités locales comprennent que les travailleuses de l'informel ont besoin de services publics de garde d'enfants de qualité pour pouvoir travailler et gagner plus. Les enfants de ces femmes travailleuses méritent de grandir, d'apprendre et d'être en bonne santé. Les travailleuses et travailleurs âgé(e) s'ont également le droit de se reposer sans avoir à assumer la responsabilité de gagner un revenu et de s'occuper des jeunes enfants.



6. intégrant les enjeux culturels (reconnaissance des langues locales, transmission de la culture, affirmation des valeurs de solidarité entre générations et de citoyenneté: respect des ODD 16 et 17.

7. Prenant en compte des enjeux de santé publique (malnutrition, prévention de certaines pathologies : diabète, obésité) : respect de l'ODD 3.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre d'un rapport publié en 2014 ont dénoncé un système alimentaire qui ne parvient pas à éradiquer la faim et encourage l'obésité. De plus en plus de pays

doivent faire face à cette double menace, d'où la nécessité d'aborder les questions d'alimentation le plus tôt possible dans la vie des familles..

Banque mondiale « investir dans la petite enfance pour garantir l'avenir de l'Afrique »

La Banque mondiale a publié en 2010 une étude qui souligne la nécessité d'un investissement le plus tôt possible dans les systèmes éducatifs : « Les données mondiales démontrent que, pour que les individus, les économies et les sociétés puissent réaliser leur plein potentiel, les citoyens ont besoin a) d'une nutrition adéquate et de soins de santé de qualité durant les 1 000 premiers jours de la vie de l'enfant, b) d'un apprentissage et d'une stimulation précoces; et c) de soins appropriés et d'une protection contre la pauvreté et le stress avant même la grossesse »

Comment mettre en œuvre de manière opérationnelle le concept de « crèches et écoles durables »

Sur le papier, le concept de « crèches et d'écoles durables » est séduisant mais encore faut-il le rendre opérationnel. Ce concept doit être mis en œuvre pour intégrer plusieurs facteurs : a) le contexte juridique, économique et culturel du pays ; b) la dimension territoriale du projet si l'on est en dans une zone désertique, une grande ville ou en périphérie ou dans une zone montagneuse ; c) la dynamique associative présente sur le territoire.

Ce qui fait la richesse et la faiblesse de la société civile est sa capacité à se déployer de manière très variable selon les enjeux : environnement, éducation, solidarité.

Certains pays ont opté pour une politique de généralisation du préscolaire dans un cadre où tout est codifié sur un plan national : normes sanitaires, construction des bâtiments, référentiel pédagogique, participation financière des familles, statut des enseignants et des personnels de garde, gestion publique des établissements.

Cette approche peut sembler aller de soi mais, compte tenu de l'importance des besoins, il ne faudrait pas ouvrir en parallèle d'autres pistes, notamment les trois suivantes:

1 Encourager des acteurs associatifs et des entrepreneurs sociaux à gérer des crèches et écoles préscolaires, notamment en milieu rural. Cela passe par la création d'une formation d'entrepreneur social orientée vers le secteur de la petite enfance. Aujourd'hui, aucun pays du sud de la Méditerranée ne propose ce type de formation. Quel meilleur message adressé à la jeunesse que les diasporas pour leur dire qu'ils peuvent créer de véritables entreprises répondant à un besoin social.

2 Développer un groupe de travail au service des décideurs politiques, économiques et associatifs qui souhaitent mettre en œuvre le concept de « crèches et écoles durable » en zone rurale. Ces équipes pluridisciplinaires s'appuieraient sur des compétences issues de la gouvernance associative, de l'agro-écologie, des énergies renouvelables, de la santé, du genre et de l'éducation..

3 Mettre en place une plateforme électronique de bonnes pratiques, croisant une dimension pays, enjeux DD et mobilisation des acteurs. Cette plateforme ferait ressortir toute la richesse et la diversité des initiatives démontrant ainsi la capacité des acteurs dans tous les pays de la Méditerranée à s'inscrire dans une démarche d'innovation et performance sociale, sociétale et environnementale.

En conclusion, en affirmant le droit à une éducation préscolaire pour tous et toutes dans le cadre d'une approche systémique de développement durable, nous avons l'opportunité de remobiliser les différents acteurs publics et associatifs qui doutent de leur capacité à agir.

Alors que le discours public est tourné sur des logiques de coûts, de rentabilité, de coûts et de moyens, financiers, juridiques et humains, nous pourrions aussi raisonner en termes d'investissement et de projet d'avenir.

C'est l'occasion de remobiliser les États et les collectivités publiques confrontées à des contraintes budgétaires, la société civile qui n'a pas suffisamment conscience de sa capacité à générer de l'innovation sociale, sociétale et environnementale.

Encore faut-il que ces acteurs fassent preuve d'humilité et s'inscrivent dans une culture de l'écoute et de l'attention portée aux autres acteurs engagés dans ce domaine : collectivités, secteur privé.

La création d'espaces de discussion, dans un cadre aussi bien national que régional comme la Méditerranée associant les différentes parties prenantes (État, collectivités, société civile, ONG, secteur privé) ne peut être que profitable à l'ensemble de la société et en tout premier lieu les familles, les femmes et leurs enfants.



The impact of discriminatory social institutions on rural women's empowerment

Gaëlle Ferrand et Alejandra Meneses, OECD

Gender equality for rural women remains an unfilled promise

There is a growing recognition of rural women's roles and contribution to agricultural production and to the achievement of the Sustainable Development Goals (SDGs), in particular ensuring food security, improved nutrition and promoting sustainable agriculture (SDG 2). People's access to food relies largely on the dual work of rural women as producers and caregivers. Women represent on average 43% of the agricultural labour force and 65% of the unpaid family workers in developing countries; and are involved in a variety of agricultural operations such as crops, livestock and fish farming (FAO, 2011).

Securing women's human rights is a key strategy in assuring food security for all. In 2018, the United Nations Commission on the Status of Women (CSW) recognized the critical importance of securing women's land rights, guaranteeing equal economic opportunities and empowering rural women to achieve the 2030 Agenda (ECOSOC, 2018): providing women's equal access to productive resources could increase the production on female farms by 20% to 30% in developing countries. Yet, due to cultural and legal barriers, only 20% of landowners are women. Women represent 18% of all agricultural landholders in Latin America, while across the Middle East and North Africa women average 5% of agricultural landholders (FAO, 2011).

However, rural women still remain one of the most marginalized groups in society and face structural constraints. Throughout their lives, rural women face multiple barriers that limit their social and economic opportunities: a lack of infrastructure and basic services, restricted access to decent work and social protection and exclusion from decision-making processes and leadership positions.

- Rural women continue to bear the brunt of poor healthcare infrastructure and services.

Distance from health care facilities and qualified health professionals represent a major obstacle for rural women and girls to access quality essential health-care services and information compared to urban women. In the least developed countries, a rural woman is 38% less likely than an urban woman to give birth with the assistance of a skilled health professional (ECOSOC, 2018).

- Women make up almost half of the agricultural labour force in the developing world and the share continues to rise in several countries in South Asia and Sub-Saharan Africa because a growing number of men migrate to urban areas and overseas. The proportion of women employed in the agricultural sector increased from about 30% to 43% in North Africa between 1980 and 2010 (FAO, 2011). Nevertheless, women's jobs in agriculture tend to be more precarious; women are overrepresented in seasonal, part-time and low-wage work and the informal sector constitutes the primary source of employment for rural women (FAO, 2012; ECOSOC, 2018).
- Rural women are underrepresented in global, national and local institutions and governance mechanisms in the rural sector and tend to have less autonomy, voice, agency and decision-making power in households. Women have less chances of being elected as representatives in most rural councils than men. In Asia, this ranges between 1.6% in Sri Lanka and 31% in Pakistan (UN, 2010).
- Furthermore, although significant progress has been made, rural girls still lag behind their urban counterparts and rural boys in levels of educational attainment: rural girls are twice as likely as urban girls to be out of school. In addition, only 39% of rural girls attend secondary school compared to 45% of rural boys and 59% of girls living in urban areas (UN, 2010).

The impact of discriminatory social institutions on rural women's empowerment

Persistent discriminatory social institutions hinder rural women's empowerment. This includes discriminatory practices, which undermine women's rights to own, control or use land and non-land assets; discriminatory practices that restrict women's access to financial services; and social norms imposing that women's assets be mediated only by men. The Social Institutions and Gender Index (SIGI) demonstrated that discriminatory social institutions play a critical role in explaining gender disparities in the agricultural sector (Jütting, and Morrisson, 2009). Insecure or weak rights to land, non-land assets and financial services reduce income-generating opportunities for women, lower decision-making power for women within the household, increase food insecurity for women and their families, and make women and families more vulnerable to poverty.

What are discriminatory social institutions?

Social institutions influence decisions, choices and behaviours of groups, communities and individuals. They consist of both informal constraints (sanctions, taboos, customs, traditions, and codes of conduct) and formal rules (constitutions, laws, property rights) (North, 1990).

Discriminatory social institutions are formal and informal laws, social norms and practices that restrict women's and girls' rights, access to empowerment opportunities and resources (OECD, 2014).

What is the SIGI?

The *Social Institutions and Gender Index* (SIGI) is a cross-country measure of gender-based discrimination in formal and informal laws, social norms and practices.

It is comprised of three main components: *Country profiles* containing comprehensive qualitative information on legal, cultural, and traditional laws and practices that discriminate against women and girls; the Gender, Institutions and Development Database (GID-DB) comprising indicators on gender discrimination in social institutions; and the *Index* classifying countries according to their level of discrimination in social institutions.

The SIGI enables policy makers and development practitioners to better understand and eliminate structural barriers to gender equality. It assesses social institutions holistically by looking at the de jure (legal) and the de facto (actual) situation. It combines information on legal discrimination as well as discriminatory social norms (attitudinal data) and practices (prevalence rates).

The SIGI offers data for monitoring all gender-related Sustainable Development Goals and it is an official data source for SDG 5.1.1, measuring whether legal frameworks promote, monitor and enforce gender equality and women's empowerment.

Restricted rural women's access to land and productive resources exposes them to vulnerability.

Women and girls are especially vulnerable to food insecurity, partly because they are often denied fundamental human rights such as the right to own the land they cultivate and to have access to productive resources. The laws or customary practices of 102 countries still deny women the same rights to access land as men (OECD, 2014). Furthermore, anti-discriminatory legal frameworks have proven insufficient to fully protect women's rights to resources and assets due to discriminatory opinions and practices. In 2004, the Ugandan government adopted a Land Act to improve women's access to land and grant them the right to manage their property. Yet, despite this, discriminatory opinions and practices persist with

regards to women's land rights. In Uganda, women represent less than one-third of landowners (including both joint and sole ownership) (OECD, 2015).

Gender gaps in land and asset ownership compound women's difficulties to access financial resources. Unequal inheritance rights or their poor implementation can negatively affect women's socio-economic rights by increasing women's vulnerability to homelessness and restricting their access to productive resources including land (COHRE, 2004). Without land or assets, women have a reduced ability to obtain a bank loan from a formal financial institution due to the need for collateral (O'Sullivan et al; 2014; FAO, 2014). Results from the Women's Empowerment in Agriculture Index (WEAI) confirm that "the top contributor to women's disempowerment is access to and decisions on credit" (Alkire et al, 2013). This has widespread implications for their economic empowerment, notably their ability to increase or improve farming plots, purchase new technology or start and scale-up a business (O'Sullivan et al; 2014; FAO, 2014).

Caring responsibilities and lack of basic infrastructures and public services exacerbate time constraints on rural women. Women's greater share of unpaid care work forces them to juggle their household responsibilities with work in the field, often to the detriment of their productivity (World Bank, 2017). Rural women spend more time in reproductive and household chores than urban women; including time spent fetching water and fuel, taking care of children, elderly and sick relatives and preparing food. In rural areas of Burkina Faso, for example, rural women spend more than twice as much time obtaining wood and water per week than their female counterparts in urban areas (OECD, 2018). This unequal division of labour is dictated by discriminatory social norms at the household level, where women are responsible for the majority of household tasks. On account of gendered social norms that view unpaid care work as a female prerogative, women across different regions, socio-economic classes and cultures spend on average between three and six hours on unpaid care activities, while men spend between half an hour and two hours (Ferrant, Pesando and Nowacka, 2014).

Legal barriers, cultural traditions and social structures that discriminate against rural women have domino effects. Equality in land and asset ownership and financial services are not only

important for women's economic rights and well-being, but also have wide-ranging positive impacts on family nutrition, education, food security and agricultural productivity (M. van den Bold et al, 2015; Jones et al, 2010). Low female ownership and/or decision-making power over land and assets has been linked with increased vulnerability of women and their families to poverty, lower female household bargaining power, and reduced income-generating opportunities for women (FAO 2011; OECD 2014). Indeed, low female ownership of land and assets fosters an "asset trap" as these are often required as collateral from financial institutions, preventing women from obtaining credit and loans.

The data challenge

Measuring social norms discriminated against rural women is challenging for three reasons: first, because of a widely held perception that social norms are unquantifiable; second, because data collection across countries is too patchy to be meaningful for a global average; third because most of the data provide national averages hiding disparities among women, notably between those living in rural and urban areas..

The SIGI has shown that social norms can be measured, and that tracking progress on efforts to tackle the drivers of inequality is feasible across all regions, irrespective of levels of development. The innovation brought by the SIGI is the use of attitudinal and prevalence data, to capture socially transformative changes and estimate the level of gender-based discrimination in social norms. Since the launch of the SIGI in 2009, data sources on discriminatory social institutions have been gradually improving. For example, more attitudinal data are available, such as in the area of attitudes regarding domestic violence (see Demographic Health Surveys). In addition, comparability and reliability have been improved, courtesy of international guidelines and standardization of data collection methodologies. Thus, data on rural women's access to land allows a better understanding on barriers they face.

SIGI country studies offer policy-makers and development practitioners evidence-based analysis and policy recommendations to eradicate barriers rural women face throughout their lives. This allows policies to be formulated to tackle discriminatory social institutions and promote rural women's rights and empowerment opportunities. These studies are also aimed

at strengthening national statistical capacities and transferring expertise on how to measure discriminatory social norms. Through data collection activities, SIGI country studies also improve their availability and comparability across countries.

Policies matter: improving the situation of women in rural areas

1 Legal reforms and gender-sensitive policies are the first step to protect rural women's rights and promote gender equality as called by Sustainable Development Goal 5.1.1 Indicator ("Whether or not legal frameworks are in place to promote, enforce and monitor equality and non-discrimination on the basis of sex):

- Harmonising customary laws with national laws in line with international human rights' commitments (e.g. CEDAW) would significantly improve women's land rights. Contrasts between customary laws and legal framework weaken women's rights. Even where women's land rights are legally guaranteed, discriminatory customs and practices restrict their ability to own, control, inherit, manage and make decisions over land. Discriminatory practices in customary law prevent women from enjoying secure access to land by either blocking their right to inherit or own land in their own name. For example, customary laws often restrict widows' rights to inheritance, limiting their access and control over land assets. To overcome the negative influence of discriminatory social norms, legal reforms need to be accompanied by long-term interventions such as awareness-raising campaigns and community dialogues to ensure complete acceptance of harmonisation between customary law and statutory law.
- Close legal gaps in women's land rights to ensure women's and men's equal access, ownership, use and decision-making power, accompanied by legal literacy programmes to help women, families and communities understand their legal rights to property. Effective legal tools to protect their land rights include joint titling, providing equal inheritance rights, recognising female heads of households, improving women's ability to access technology and access other agricultural inputs, and increasing women's legal literacy. In Ghana, spousal transfer agreement templates were piloted to reduce

intra-family conflicts regarding land transfers after the death of a husband. This has helped to clarify women's inheritance rights and establish community dialogues around land tenure and spousal rights (IIED, 2014)..

2 Challenging discriminatory social norms and practices is the second step to ensure implementation of legal reforms promoting rural women's rights and reducing ongoing discrimination

- Develop and carry out programmes to address women's unpaid care work in line with SDG 5.4 through the provision of infrastructure, public services, social protection programmes and campaigns to support the equal redistribution of responsibilities within the household. In Sub-Saharan Africa, a large proportion of women's work is unpaid and spent on child care, fetching water, collecting firewood or washing clothes. In Mali, the provision of solar cooking appliances by the Association of Women Engineers has been important in reducing the drudgery of collecting firewood for women, directly decreasing their time spent on domestic tasks in addition to generating employment opportunities for them (UN-Habitat, 2013)..

3 Greater investments are needed to bridge the data gaps and ensuring monitoring of progress:

- Ongoing international and national efforts to fill data gaps and harmonise statistical standards are promising. Mainstreaming sex-disaggregated statistics across all areas, incorporating gender dimensions into socio-economic surveys and carrying out better-targeted surveys are fundamental for tracking change and designing appropriate policies for rural women and female farmers and producers.
- The focus should go beyond sex-disaggregated data and gender gaps in outcomes to measure the underlying drivers of gender inequality. SIGI country studies provide policy-makers and development practitioners with key data on discriminatory social institutions across the country. Measuring discriminatory laws (formal and informal) and attitudes, and recording and quantifying norms and practices across the different regions of a given country puts the spotlight on the effects of discrimination on gender inequalities, poverty and the marginalisation of women.

This shows how discrimination against women interacts with a variety of factors, such as rural/urban differences or education levels, to shape women's development pathways

References

- Alkire, S. et al., The Women's Empowerment in Agriculture Index, World Development, Volume 52, 2013, Pages 71-91.
- COHRE (2004), Bringing Equality Home: Promoting and Protecting the Inheritance Rights of Women: A Survey of Law and Practice in Sub-Saharan Africa, The Centre on Housing Rights and Evictions, Geneva, <https://globalfop.files.wordpress.com/2012/09/inheritance-rights-women.pdf>
- ECOSOC (2018), Commission on the Status of Women sixty-second session, E/CN.6/2018/L.8, available at: <http://undocs.org/en/E/CN.6/2018/L.8>
- Ferrant G., et al. (2014), Unpaid Care Work: The missing link in the analysis of gender gaps in labour outcomes, available at: https://www.oecd.org/dev/development-gender/Unpaid_care_work.pdf
- FAO (2014), The State of Food and Agriculture, Food and Agriculture Organization, Rome, available at <http://www.fao.org/publications/sofa/2014/en/>
- FAO (2012), Empowering Rural Women: CSW 2012's Priority <http://www.fao.org/gender/news/detail/en/c/124012/>
- FAO (2011), The State of Food and Agriculture 2010–11 Women in Agriculture: Closing the Gender Gap for Development, Food and Agriculture Organization, Rome, available at <http://www.fao.org/publications/sofa/2010-11/en/>
- IIED (2014), "Gender-equitable land tool development in West Africa", Briefing, IIED, London.
- Jütting, J. & Morrisson, C. (2009). Women, bad jobs, rural areas: what can "SIGI" tell us? OECD Development Centre, Paris.
- MDG Monitor (2016) MDG 3: Promote gender equality and empower women, available at: <http://www.mdgmonitor.org/mdg-3-promote-gender-equality-and-empower-women/>
- N. Jones, C. Harper and C. Watson (2010), Stemming girls' chronic poverty, Chronic Poverty Research Centre, Manchester, UK
- North, D. (1991), "Institutions." Journal of Economic Perspectives, 5 (1): 97-112, available at: <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/jep.5.1.97>
- OECD (2018), Étude pays SIGI-Burkina Faso, available at : <https://www.oecd.org/dev/development-gender/ETUDE-PAYS-SIGI-BURKINA-FASO.pdf>
- OECD Development Centre (2015), Uganda SIGI Country Report, OECD, Paris, available at: <https://www.oecd.org/dev/development-gender/The%20Uganda%20SIGI%20Country%20Study.pdf>
- OECD Development Centre (2014), Social Institutions and Gender Index 2014 Synthesis Report, OECD, Paris, available at: <https://www.genderindex.org/wp-content/uploads/files/docs/BrochureSIGI2015.pdf>
- O'Sullivan, M. et al., (2014), "Levelling the field: Improving opportunities for women farmers in Africa", Working Paper, World Bank Group, Washington, DC, available at: <http://documents.worldbank.org/curated/en/2014/01/19243625/levelling-fieldimproving-opportunities-women-farmers-africa>
- UN-Habitat (2013), "Enhanced energy access for urban poor - Best practice case book", UN-Habitat, Kenya.
- United Nations (2010), Millennium Development Goals Report. p. 18. New York, available at: <http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/MDG%20Report%202010%20En%20r15%20-low%20res%2020100615%20-.pdf>
- UNDP (2017), Gender, climate change and food security, available at: <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-climate-change-food-security.html>
- Van den Bold, M. et al. (2015), "Can integrated Agriculture-Nutrition Programmes Change Gender Norms on Land and Asset Ownership? Evidence from Burkina Faso", The Journal of Development Studies, Vol. 51:9, pp. 1155-1174.



The Role of Women in Urban Agriculture and Food Security in Beit Lahia City, Gaza Strip

HadiFathi Khalil¹⁰ and Husam Al Najar¹¹, Islamic University of Gaza

The worldwide population is on the rise. The rate of population is not only increasing, it is becoming progressively urban. Around 3 billion individuals, which form more than half worldwide population, currently lives in urban areas, (World Bank, 2009). Reportedly, the population is expected to increase from around 7 billion at present to 9 billion individuals by 2050. In the meantime, the average purchasing power, and with it the food consumption, per capita is expanding (Godfray et al., 2010). These patterns are expected to lead to increase the food demands of about 70 to 100 per cent by the year of 2050 (World Bank, 2009). Therefore, the distance between production and consumption is widening, resulting in the increasing of complex logistics and a greater transportation demand. This impact is magnified by globalization, in light of the fact that increased global commerce means that rural hinterlands are increasingly often in other countries, where labour and land are less expensive.

Traditional agriculture does not guarantee constant food security for the growing population and also it has negative effects on the ecosystem. Therefore, food production should be further explored using alternative method. As one of the solutions, urban space should be reconsidered to exploit more space for plant cultivation and food production in order to improve the level of food security (Viljoen, Bohn, 2005).

FAO (2009) warns that the local governments in many countries are not regulating policies to consider the issues related to food insecurity, however, it motivates that urban policies should consider "food dimension of poverty in urban areas".

The first modern studies of urban farming were conducted during the 1960s (Mougeot, 2000) and after that, many case studies of

urban farming have been investigated and published in numerous journals and books. Development aid agencies have played key roles by sponsoring many of these studies, focusing on cities in developing countries and on the role of urban agriculture in a development context.

Available land for horticulture is very limited in the Gaza Strip and, with the current blockade imposed on Gaza and with access restrictions to the lands in place, fresh fruit and vegetables are very expensive. Meanwhile, continuing population growth, at over 3% per year, is putting extra pressure on the resources of the Gaza Strip which is one of the most densely populated areas on the planet. As reported by FAO (2012), 97% of the population in the Gaza Strip are urban or camp dwellers, and thus do not have access to land. Therefore, there is a critical need to find alternative and creative approaches to achieve as ideal as possible investment in urban farming practices, and to foster such production patterns in the Gaza Community. However, it was found by the Gaza Food Security Cluster report in (2015) that most households were defined as food insecure, approximately 50%, in Gaza experience chronic food insecurity. This is a sign of a long-term food crisis and a reduction in coping mechanisms and resilience, and the consequent need for proper solutions and interventions. Therefore, this study aims to investigate the role of the women and urban agriculture, as one of the possible solutions within Gazan community, in coping on food security crisis considering the no harm strategy to the natural resources.

Research Methodology

The research objectives steer the study in choosing the most appropriate research design and research methodology as shown in Table (1).

¹⁰ Faculty of Science- disaster management program

¹¹ Civil and Environmental Engineering department.

Corresponding Author. halnajar@iugaza.edu.ps

#	Research Objectives	Research method employed
1-	To explore the importance of the urban agricultural and its effect on Gaza food security's crisis.	- Literature review; - Questionnaire with community members - Interviews with relevant stakeholders
2-	To explore the role of the women in Urban Agriculture within Gaza Strip.	- Questionnaire with community members - Interviews with relevant stakeholders - Literature review
3-	Investigate the socio-cultural conditions and job opportunities could be saved by implementing appropriate urban agriculture concepts.	- Literature review; - Questionnaire with community members - Interviews with relevant stakeholders

Table (1). Research objectives research methods employed

The necessary data has been collected, analysed and displayed in numerical rather than narrative form. During this phase, the collected data has been checked and organized. Then the data has been analysed using the statistical package for the social sciences (SPSS 20). Descriptive statistics, cross tabulations, including frequency counts, percentages, and other relevant data analyses presentation forms have been utilized in the study.

Data Analysis

Gender, age and education of urban agriculture practitioners

Of a sample of 129 urban farmers' surveys, 85.3% of the respondents are male, while only 14.7% are female. It is clear that the percentage of men is much higher than women as it is difficult to reach out to women in Gaza households due to religious and cultural considerations. The work of women was limited to harvesting the product and in many cases selling in the village market. Therefore, in peasant society, personal contacts and external relations are men's responsibility. In some cases, farms belong to widows who can perform activities within the farm to raise their children. Moreover, 0.8% of the farmers are under the age of 20, 27.1% are from "21-30", 34.1% are from "31-40", and 38% are over 41. However, 26.4% of respondents

hold university degrees. The educational level of urban agriculture practitioners targeted in this study considerably varies from illiterate to university graduate. That 26.4% of farmers hold university degrees explains to some extent the unemployment figures in their areas of expertise.

In a study performed by De Muro&Burchi (2007) on the relation between the education and food security, they found that hunger is highly correlated with the illiterate people. However, the level of food insecurity in Gaza strip is still high as the education does not protect the people from the impact of economic crisis that Gaza experience since many years. Around 33% of the agriculture crops are "Permanent trees", 58.9 % are "vegetables and fruits", 0.8 % are "fodder" and 7.8 % of agriculture crops are other types. The high percentage of vegetables and fruits cultivation in Beit Lahia is due to its good quality water which is using for the irrigation. The other locations of the Gaza Strip have brackish water which cannot be used for irrigation of sensitive crops such as vegetables.

The ultimate use of UA product and the role of the women

About 16.3% of the respondents use urban agriculture products to supply their household with food and 9.3% of them used to sale the product in the market. The ultimate use of the products for more than two-third of the respondents, was household food supply and market sale with 74.4%. Such phenomena, which are being practiced by the urban farmers, help them to guarantee the household livelihood by reducing expenses on consumption the high price products and alleviate the local market expenditures at somehow.

According to Slater, 2001, food processing and production within and around cities participate in supplying the urban poor with safe, affordable, and reliable food and at the same time improve income generation and create more jobs to a

large number of women. Around 78.3% of the respondents believe that household women play an important role in urban agriculture activities, while 21.7 % suggest that the women are not involved in activates. Urban agriculture is taking place close to home, making it more suitable for women as they do not need to leave their children or their household burdens to go far for the farms. According to many scholars, women are an important category of economic and social actors who facilitate the role of the family in human survival in their various multiple roles. Therefore, seemingly the present economic hardships in Gaza strip force women to accept this responsibility, whether or not there is a cultural obligation for women's productive role. When the key informant from different organizations were asked whether the Gaza household women partake in urban agriculture activities or not, all of them confirmed that the women in Gaza play an essential role in the agricultural sector. Gaza Urban and Peri-urban Agriculture Platform (GUPAP) and agricultural work committees (UAWC) official further added that 50 % of Gaza agro work is shouldered by women.

Role of urban agriculture on food security

Around 61.2% of the respondent are feeling food secure due to engagement in urban agriculture, 28.0% are feeling food secure to some extent while 8.5% are feeling food insecure and 2.3% of the urban farmers' feeling about food secure are vary from one year to another. In total, approximately 89.2% of the respondents are feeling food secure due to their engagement in urban agriculture. At the same time, since food security level can be measured by the daily number of meals, it was found that 74.4% of urban farmers had 3 or 4 meals a day; this result is also a sign of the satisfying level of food security. This high percent demonstrates that practicing urban agriculture plays an important role to improve the household food security.

Type of urban agriculture and its relation to the source of income

The data analysis shows that urban farmers' monthly income ranges from 30-800 USD, with a mean of 250USD, median of 200 USD and Std. Deviation of 150 USD. According to (Zhou, et al., 2014), the income status of the household influences the level of food security, while

poverty, which decreases purchasing power at the household level, is considered a main factor in food insecurity. However, long-term water security is at risk questionable in the long run if the current practice is continued, due to the very high consumption of irrigated water for the crops which are cultivated in green-houses, particularly strawberry which consume more than 1500 m³/dunam/yr.

As shown in figure (1), the types of urban agriculture practiced by the sample urban farmers are categorized into four subsystems including poultry production, dairy production, fishery farm and agriculture crops production. Poultry is one of the activities of urban agriculture practiced by farmers' families by percent, Dairy by 5.4 %, Fishery farm by only 3.9 % and the Agriculture crops production by 86.8 %.

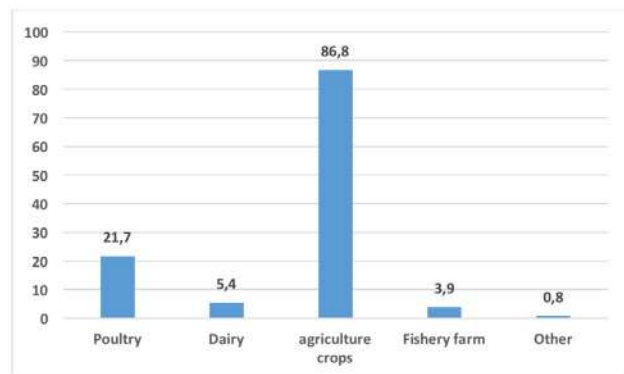


Figure (1). Type of activity/ies of urban agriculture practiced by the family

As indicated above, urban agriculture in Beit Lahia city includes different types while the farmers practice one or combinations of these. It is clear that the agriculture crops production is the most important production system in Beit Lahia as the majority of urban farmers practice it. This is because of the high market demands on this type of production as well as its acceptable price for the low, medium and, of course, high income families, comparing with the other types of urban agriculture activities.

The urban farmers depend on one or more of the mentioned factors as sources of income, as per figure (2), about 89.1% of urban farmers are depending on "selling from agriculture produce" as a source of income. Meanwhile, 16.3% depending on "selling animal produce", 3.9% depending on "Fishery", 9.3% of them are depending on charity or relatives, and 5.4% of the respondents have other sources for their income. It is highly

reasonable that the majority of urban farmers who produce agricultural crops are, in the meantime, depending on these crops for their income when they use them for market selling. The measure of association between source of income and type of activity/eis of urban agriculture practiced by the respondents, the Pearson Chi-squared value of 81.322 with p-value 0.000 and effect size equals 0.374 indicate strong association between two variables. Therefore, we conclude that source of income and the type of activity/ies of the urban farmers are not independent of each other. In other words, these variables are significantly related.

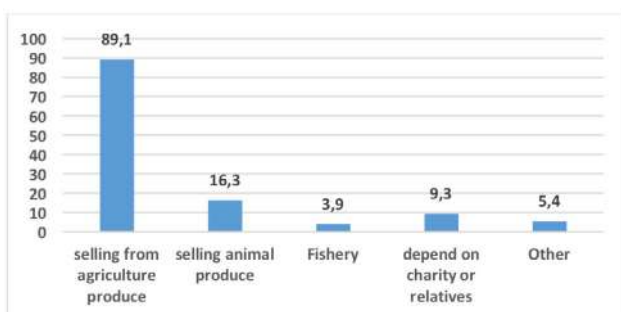


Figure (2). Source of income

In separate interviews with Gaza Urban and Peri-urban Agriculture Platform (GUPAP) and Ministry of Agriculture (MoA) official, both have agreed the above result when they stated that those involved in the different types of urban agriculture are considering these activities as a livelihood strategy and to be the main source of income for their families.

References

De Muro, P., &Burchi, F. (2007). Education for rural people and food security. A Cross Country Analysis. Rome: Food and Agricultural Organization of the United Nations,. Natural Resources Management and Environment Department - NR Department of Economics - ROMA TRE. Vialdelle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy

Godfray, H. C. J., Beddington, J. R., Crute, I. R., Haddad, L., Lawrence, D., Muir, J. F.,& Toulmin, C. (2010). Food security: the challenge of feeding 9 billion people. *science*, 327(5967), 812-818.

Mougeot, L. J. A. (2000). Achieving urban food and nutrition security in developing countries: The hidden significance of urban agriculture. IFPRI, Brief paper 1-10. International food policy research institute. 2033 K street, N.W. Washington, DC 20006-1002 USA.

Slater, R. J. (2001). Urban agriculture, gender and empowerment: an alternative view. *Development Southern Africa*, 18(5), 635-650.

World Bank, (2009). West bank and Gaza, Assessment of restrictions on Palestinian water sector development, Report No. 47657-GZ. The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank 1818 H Street NW Washington DC 20433.



La percée des filles dans l'enseignement agricole technique français : entre obstacles et opportunités

Joachim Benet- GRESCO –Université de Poitiers

Sous la tutelle du ministère de l'Agriculture depuis 1960, les établissements d'enseignement agricole occupent une place singulière dans le système scolaire français. Ils ont été conçus initialement par l'État comme des instruments de régulation des flux de la main-d'œuvre agricole vers l'agriculture et d'autres secteurs professionnels¹². Dans les représentations ordinaires, cet enseignement reste largement associé à une formation qui prépare au métier d'exploitant agricole. Pourtant, les établissements d'enseignement agricole ont connu des transformations majeures de leur offre de formation. Celle-ci s'est largement diversifiée sous l'effet des mutations des métiers agricoles et ruraux. Les établissements se sont, en effet, ouverts pour préparer les jeunes à des métiers en dehors de l'agriculture dans les secteurs professionnels en expansion, notamment ceux des services aux personnes, du tourisme, de l'aménagement et des travaux paysagers, de l'environnement. Depuis une trentaine d'années, les formations agricoles se sont elles aussi diversifiées avec l'apparition de nouveaux cursus conduisant à des emplois salariés dans le secteur de l'agroalimentaire, la vente d'animaux de compagnie et l'animation équestre.

Ces recompositions de l'offre de formation ont entraîné un processus de féminisation de l'enseignement agricole¹³. La percée des filles dans l'enseignement agricole technique est révélatrice de nouvelles opportunités professionnelles pour les filles dans les milieux ruraux. Elles bénéficient, en effet, d'une reconnaissance professionnelle dans les activités salariées alors qu'elles avaient été privées pendant longtemps de droits professionnels dans l'agriculture. Néanmoins, cette percée des jeunes filles ne semble pas a

priori traduire, selon nous, une recomposition de la division sexuelle du travail en milieu rural dans la mesure où les spécialisations des femmes et des hommes demeurent une fois entrés sur le marché de l'emploi. Après avoir dévoilé les principales causes de la féminisation de l'enseignement agricole en rendant compte des contextes favorables à l'intégration des filles dans les formations, cet article se propose d'analyser les parcours et les expériences des jeunes filles intégrant ces formations en mettant l'accent à la fois sur les opportunités professionnelles et les obstacles ou les résistances qu'elles rencontrent. Les résultats exposés s'appuient sur une recherche qualitative portant sur 22 parcours d'anciens élèves des formations délivrées par le ministère de l'Agriculture dans la région Nouvelle-Aquitaine..

Les formations aux services de soins, des opportunités pour les filles en milieu rural

La progression importante des filles dans l'enseignement agricole s'explique avant tout par l'essor de la filière des services aux personnes qui prépare à des emplois tels que technicienne de l'intervention sociale et familiale, auxiliaire de vie sociale, aide-soignante, des emplois destinés à l'accompagnement des personnes dépendantes (malades, âgées et handicapées). Cette filière de formation est celle dont l'expansion a été la plus forte dans l'enseignement agricole ces trente dernières décennies. Elle accueille désormais un tiers des effectifs d'élèves¹⁴. Ces formations sont les héritières des formations agricoles ménagères; celles-ci n'avaient pas initialement une coloration professionnelle mais

¹² Barthez Alice, Chaix Marie-Laure, 1974, La formation professionnelle agricole est-elle anachronique ? Les fonctions attribuées à la formation professionnelle agricole dans le cadre des objectifs de l'agriculture et de l'éducation nationale depuis 1959, Rapport de recherche INRA.

¹³ Dahache Sabrina, 2012, La féminisation de l'enseignement agricole. Sociologie des rapports de genre dans le champ des formations professionnelles, Paris, L'Harmattan, coll « Logiques Sociales ».

¹⁴ Source : ministère de l'Agriculture, 2017.

ont permis aux filles d'agriculteurs d'améliorer leurs conditions d'existence dans les fermes. Le baccalauréat professionnel de services aux personnes et aux territoires (SAPAT) permet désormais aux titulaires de ce diplôme, à 90 % des filles (en 2015) de poursuivre des études dans les filières courtes du supérieur dans le domaine des services et du tourisme en milieu rural, mais également d'entamer des études médicales afin de devenir aide-soignante¹⁵. Le développement des formations de services aux personnes dans l'enseignement agricole est une conséquence des politiques publiques qui ont favorisé l'expansion de ce secteur dans le sens d'une plus grande « professionnalisation ». Face au vieillissement des populations rurales, des politiques publiques ont été mises en œuvre pour créer, à côté du secteur institutionnel traditionnel (les maisons de retraite), de nouvelles formes d'accompagnement à domicile pour les personnes âgées que l'État a confié à des réseaux associatifs. L'augmentation de l'espérance de vie entraîne le développement des métiers de services de soins et permet ainsi aux femmes d'accéder à l'emploi salarié en raison de leurs qualités dites féminines (comme l'attention portée à autrui), qualités qu'elles ont mises en œuvre dans le domaine familial et qui sont largement sollicitées dans ces métiers¹⁶.

Pour les filles interrogées dans le cadre de notre enquête, l'accès à ces emplois constitue une sortie qu'elles estiment honorable du système scolaire dans la mesure où elle est souvent perçue comme une revanche après des difficultés d'apprentissage importantes. Il est apparu, en effet, que les parcours scolaires des filles titulaires du baccalauréat SAPAT sont tous marqués par des difficultés précoces

dès l'école primaire ou le début du collège ayant généralement provoqué des redoublements, parfois répétés, puis leur passage dans les formations professionnelles agricoles. Il s'agit d'élèves éloignées, par leur culture familiale, des normes de comportement attendues dans l'univers scolaire, leurs parents ayant le plus souvent poursuivis des études courtes et professionnelles. Les jeunes femmes devenues aides-soignantes tiennent plus particulièrement ce discours de « revanche » parce qu'elles appartiennent à un groupe professionnel offrant une certaine stabilité auquel elles n'espéraient pas prétendre initialement. Leur parcours dans l'enseignement agricole leur a permis de reconstruire un rapport plus positif à l'égard de l'école et du travail.

Nadège est, par exemple, devenue aide-soignante après avoir connu des conflits familiaux importants durant son adolescence entraînant des fugues du domicile familial et l'entrée dans la dépendance des produits psychotropes. Après avoir été exclue de son établissement scolaire, elle découvre un centre de formation au sein duquel elle est scolarisée en internat. L'internat est pour elle un lieu où elle affirme avoir appris à respecter les règles de vie. Elle met en avant le fait qu'elle effectue différents stages en entreprise qui lui permettent d'éviter une certaine routine, ce qui constitue pour elle un changement par rapport au collège où elle était tout le temps assise derrière son bureau. Elle parvient finalement à réussir le concours d'aide-soignante grâce, selon elle, au cadre de vie scolaire et aux stages auprès des personnes âgées. Ce discours de la revanche scolaire doit cependant être nuancé car les emplois occupés par les filles interrogées se situent dans la continuité de ceux de leurs mères.

¹⁵ Source : ministère de l'Agriculture, 2017.

¹⁶ Christelle Avril, Les aides à domicile. Un autre monde populaire, Paris, La Dispute, coll. Corps santé société, 2014.

On observe, en effet, une forte reproduction sociale via les décisions d'orientation opérées par les filles. Par exemple, Nadège est devenue aide-soignante dans le service des soins palliatifs d'un hôpital. Sa mère était secrétaire dans un hôpital et sa grand-mère maternelle était aussi aide-soignante.

Les faibles mobilités sociales qui s'opèrent dans les parcours au sein des familles montrent que, si les formations agricoles permettent à ces jeunes femmes de retrouver un sens à leur poursuite d'études, elles restent cantonnées dans des emplois dits féminins et qui sont économiquement fragiles. Elles accèdent à des positions professionnelles économiquement plus difficiles et rencontrent plus d'obstacles que les garçons, formés dans les cursus techniques agricoles, pour obtenir un emploi stable. La comparaison avec les situations professionnelles des jeunes hommes titulaires des baccalauréats agricoles montre, en effet, qu'ils arrivent à obtenir bien plus rapidement qu'elles un contrat à durée indéterminée à l'issue de leur cursus¹⁷.

Les filles minoritaires dans les formations dites masculines, des transgressions des normes de genre

On observe des parcours plus transgressifs vis-à-vis des normes de genre et de la division sexuée du travail dans certains bastions masculins de l'enseignement agricole qui commencent à s'ouvrir aux filles. Ce changement s'opère sous l'effet de plusieurs facteurs liés aux transformations des métiers agricoles et ruraux. Dans les secteurs de formation de la production, de l'aménagement et de l'environnement, les compétences exigées par les professionnels se sont construites historiquement en référence au modèle masculin. Les femmes étaient exclues de ces professions, en particulier de l'agriculture où les positions professionnelles étaient transmises de père en fils¹⁸. Toutefois, les évolutions des logiques d'accès à ces professions et les transformations de la nature des tâches des emplois ruraux conduisent à un plus grand

degré d'ouverture aux femmes. Le caractère professionnel du travail des femmes dans l'agriculture a été progressivement reconnu depuis les années 1980¹⁹. Longtemps considérées comme des suppléantes de leur mari, les agricultrices ne bénéficiaient pas de statuts professionnels. Cette ouverture des métiers agricoles aux femmes a été rendue possible par ces évolutions qui s'accompagnent d'une reconfiguration des compétences et des savoir-faire de métier. En effet, la reconnaissance professionnelle des femmes dans l'agriculture va de pair avec les transformations de la nature du travail agricole. Bien qu'elles soient de plus en plus minoritaires parmi la population agricole, les agricultrices ont investi leur métier en introduisant de nouvelles activités qui n'étaient pas reconnues initialement comme professionnelles²⁰. Elles ont ainsi modifié la nature du travail en développant des dimensions de l'activité agricole autres que celle de la production, elles ont contribué à l'élargissement de l'agriculture aux fonctions de tourisme, de vente directe, de services. Les activités d'agrotourisme et d'accueil à la ferme (camping à la ferme, vente à la ferme, gîtes et chambres d'hôte), par exemple, ont été portées par les femmes²¹. Dans la mesure où elles sont désormais reconnues comme des professionnelles à part entière, leur engagement dans la formation agricole technique apparaît comme étant plus légitime ; en 2017, elles représentent ainsi un tiers des effectifs des publics des formations de production agricole, mais seulement 12 % des effectifs du secteur de l'aménagement des espaces et de la protection de l'environnement²². C'est dans le salariat, notamment dans le secteur de l'agroalimentaire, qu'elles trouvent davantage de possibilités de carrière et dans certaines filières spécialisées.

Les filles interrogées qui se trouvent en situation minoritaire de genre dans les formations de production, d'aménagement et de l'environnement ont plusieurs points communs. Elles ont toutes bénéficié, quelle que soit leur origine sociale, d'une socialisation familiale leur permettant de mobiliser

¹⁷ Source : Ministère de l'Agriculture, 2017.

¹⁸ Alice Barthez, Travail, famille, agriculture, Paris, Economica, 1982.

¹⁹ Alice Barthez, Travail, famille, agriculture, Paris, Economica, 1982.

²⁰ Alice Barthez, « Devenir agricultrice : à la frontière de la vie domestique et de la profession », Économie rurale, 2005, n° 289-290, p. 30-43.

²¹ Christophe Giraud, Jacques Rémy, « Division du travail et légitimité professionnelle. Le cas des activités de diversification agricole en France », Travail, genre et société, 2013, vol. 2, n° 30, p. 155-172.

²² Source : ministère de l'Agriculture, 2017.

des ressources spécifiques pour intégrer ces filières dites masculines. Les filles en situation atypique dans ces filières s'identifient souvent à l'image du « garçon manqué ». Une explication réside dans le fait qu'elles ont vécu depuis leur enfance dans des milieux fortement masculins. C'est le cas par exemple de Flora, qui a passé toute son enfance aux côtés de son père et de ses frères à la campagne après le divorce de ses parents. Elle a participé aux activités familiales telles que la chasse et la pêche, et s'est occupée des nombreux animaux présents dans le jardin. Cette socialisation aux activités masculines lui a permis de se projeter dans le métier de garde-chasse. Elle affirme avoir développé une véritable passion pour la nature et s'est donc engagée dans un baccalauréat de gestion des espaces naturels. Comme les autres filles ayant ce type de parcours, elle explique avoir eu une très grande motivation pour intégrer cette formation, une motivation qu'elle affirme avoir construit dès l'enfance. L'orientation dans ces filières apparaît généralement comme un premier choix pour les filles. Contrairement aux garçons interrogés qui ont intégré ces filières après avoir rencontré des difficultés d'apprentissage, les filles interrogées semblent avoir été, à l'inverse, plutôt de bonnes élèves. Flora est ainsi la meilleure élève de sa classe en lycée agricole. La réussite scolaire semble être un atout non négligeable qui facilite l'intégration des filles en leur donnant une certaine légitimité. Néanmoins, même les filles qui ne témoignent pas de réelles difficultés d'intégration pendant leur formation, évoquent des obstacles au moment de leur insertion professionnelle. Elles se sentent découragées par les employeurs à s'engager dans le métier qu'elles souhaitent investir et préfèrent réorienter leur avenir professionnel. Flora a par exemple renoncé à son projet de devenir garde-chasse ; cette tête de classe en a été dissuadée durant sa formation par ses enseignants. Elle s'est finalement engagée dans la profession de technicienne de rivière pour une collectivité locale. Les transgressions féminines de l'ordre sexué peuvent avoir des coûts sur le plan de l'accès à l'emploi.

L'élargissement des formations agricoles aux filières animalières, quand les filles deviennent majoritaires dans les formations techniques

Les filles inscrites dans les formations agricoles ne se retrouvent pas systématiquement en situation minoritaire de genre. Elles sont, en effet, devenues majoritaires, dans plusieurs filières animalières, notamment la filière du cheval et celle de l'élevage canin et félin. Ces formations conduisent à des emplois s'exerçant en milieu rural et dont certains ont été intégrés dans l'agriculture. La définition de l'activité agricole s'est élargie. Elle comprend depuis 1988 les activités de transformation, de commercialisation de produits végétaux et d'animaux de l'exploitation, ainsi que les activités de service et d'accueil à la ferme. Depuis la loi sur le développement des territoires ruraux de 2005, les activités équestres ont été intégrées. La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche de 2010 a encore modifié cette définition en y intégrant les cultures marines et les productions d'aquaculture. L'élevage d'équidés en vue de la vente ou de l'exploitation dans le cadre des courses, de l'entraînement et du dressage des chevaux pour les loisirs et les centres équestres est reconnu comme une production agricole. À partir de 2003, la loi permet aux activités équestres d'obtenir le statut agricole. Ainsi, le code rural reconnaît comme agricoles les activités liées aux animaux de compagnie à usage domestique : l'élevage de chiens et de chats peut être considéré comme une activité agricole lorsque l'éleveur détient des femelles reproductrices qui ont au moins deux portées chaque année. La reconnaissance des activités d'éleveur d'animaux à des fins de divertissement et de loisirs par les organisations agricoles s'inscrit dans la croissance des services commerciaux liés à l'entretien des animaux de compagnie et au développement de la fonction touristique des espaces ruraux. La filière d'élevage canin et félin forme des jeunes aux activités de vente d'animaux de compagnie et de dressage, tandis que les formations du cheval préparent à une diversité de professions, comme monitrice de centre équestre ou cavalier. Ces secteurs de formation sont largement investis par les filles qui représentent plus de 70 % des titulaires des baccalauréats professionnels dans ces secteurs en 2015²³.

²³ Source : ministère de l'Agriculture, 2015.

La féminisation de ces filières s'explique par l'attrait des filles pour la relation avec les animaux et notamment pour les tâches de soin. Cet intérêt est présenté dans les entretiens comme une passion personnelle depuis l'enfance et a généralement conduit à un fort investissement personnel, en particulier dans le cas des élèves de la filière du secteur du cheval. Les garçons des filières dites masculines mettent eux aussi en avant la passion comme un motif d'orientation, c'est le cas par exemple des jeunes de la filière des machines agricoles. Dans les filières animalières, la rencontre avec un animal est décrite comme un événement déclencheur de l'orientation scolaire. Vivant en milieu rural, les élèves ont été amenées à s'occuper des animaux de la famille, des poules, des chiens et des lapins. L'accès à ces filières spécialisées est une opportunité pour transformer leur intérêt pour les animaux en capital scolaire et pour ensuite le monnayer sur le marché du travail. Ces filières spécialisées permettent de donner un sens plus positif à leur scolarité dans la mesure où les élèves peuvent réinvestir des connaissances acquises dans leurs loisirs à l'école. Néanmoins, l'engagement dans ces formations n'offre pas une insertion durable dans ces secteurs, ce qui les contraint à entamer des reconversions professionnelles. En effet, les emplois auxquels elles prétendent, celui de monitrice d'équitation notamment, sont saisonniers et précaires, souvent mal rémunérés et physiquement épuisants à long terme. La forte rotation dans ces emplois en relation avec les animaux traduit un certain désenchantement à l'issue des formations ou après quelques années d'exercice. Les blessures physiques, les mobilités géographiques imposées par les conjoints ou encore la naissance des enfants sont également évoquées dans les entretiens comme des facteurs déclencheurs de ces abandons. La volonté de conjuguer une passion personnelle avec son emploi connaît donc certaines limites.

Conclusion

féminisation. Les emplois dans les milieux ruraux tendent à se féminiser pour une partie d'entre eux, en raison du vieillissement des populations rurales nécessitant des accompagnements spécifiques, du développement de la fonction touristique des campagnes et des transformations de l'agriculture tournée vers les activités de commercialisation et de vente directe, notamment dans les secteurs professionnels en relation avec les animaux. Mais la percée des filles dans l'enseignement agricole ne traduit pas, selon nous, une véritable redistribution des rôles des hommes et des femmes dans le marché de l'emploi. Les filles interrogées restent effectivement souvent cantonnées dans des activités de soin, d'aide et d'animation, y compris celles qui investissent les filières agricoles. Celles qui intègrent les filières « masculines » rencontrent encore davantage d'obstacles en matière d'insertion professionnelle. En effet, lorsqu'elles se trouvent en situation minoritaire de genre, elles doivent toujours faire preuve d'une plus grande motivation que les garçons pour s'imposer et, malgré leur persévérance, elles s'engagent souvent dans une réorientation professionnelle. En définitive, les logiques de ségrégation sexuée perdurent malgré les tentatives de résistance et les transgressions féminines aux normes de genre. Des actions sont cependant mises en œuvre par le ministère de l'Agriculture dont certaines peuvent avoir des effets positifs sur les parcours scolaires et professionnels des filles. Par exemple, les accompagnements des filles minoritaires de genre dans leur formation sont susceptibles de les encourager à ne pas abandonner leurs études, voire à poursuivre dans leur domaine professionnel à l'issue de leurs études. Il est néanmoins difficile de saisir les effets réels de ces dispositifs sans une étude des parcours au long cours.



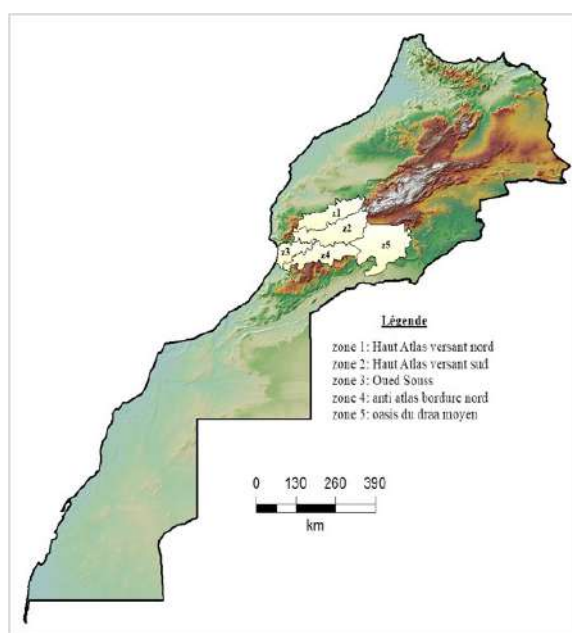
Évaluation et chiffrage du rôle socio-économique et culturel des femmes dans les petites et moyennes exploitations agricoles du sud du Maroc

BEN EL AHMAR Mustapha²⁴, Directeur du CERCAM, Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM)

Cet article est une synthèse d'une étude de terrain réalisée par le CERCAM²⁵ en 2017-2018 avec une équipe pluridisciplinaire de chercheurs de l'IRD, coordonnée par Bruno Romagny, co-directeur du LMI MediTer-Rabat, et ce sur un financement conjoint AFD-GCAM.

L'étude en question avait pour objectif une évaluation et un chiffrage du rôle socio-économique et culturel des femmes vivant dans de très petites exploitations agricoles familiales (TPEAF) du sud-ouest du Maroc. Le CERCAM a ciblé des territoires contrastés (montagnes, plaines, oasis) segmentés en 5 zones agro-écologiques, reconnus comme étant marginaux par rapport aux grands bassins de production agricole du pays. Le choix de ces zones difficiles est volontaire et vise à analyser le rôle des femmes rurales dans les conditions les plus dures.

Les travaux ont été conduits sous trois angles complémentaires : (i) diagnostic, appréciation et quantification des activités féminines et de leur contribution à l'exploitation agricole ; (ii) comprendre les processus de prise de décision et de gouvernance au sein des ménages ruraux et des exploitations familiales ; (iii) analyser l'accès des femmes, en particulier celles qui se déclarent « chefs de ménage », aux facteurs de production agricole : foncier, eau d'irrigation, conseil technique et de gestion, crédit. Les 300 très petites exploitations familiales et ménages ruraux sondés représentent un échantillon total de 2 022 individus, avec une taille moyenne des ménages de 6,74 personnes.



Graphique-1 : Localisation cartographique de la zone d'étude

²⁴ Mustapha Ben El Ahmar est spécialiste en finances agricoles et rurales depuis plus de 30 ans. Il a piloté en 2009 la création de « Tamwil El Fellah », filiale du GCAM spécialisée dans le financement de la petite agriculture familiale et assuré sa Direction Générale pendant ses 3 premières années d'activité. Il dirige depuis 2013 le CERCAM (Centre d'Etudes et Recherches du groupe Crédit Agricole du Maroc), très actif dans les projets d'accompagnement non financiers des petits producteurs et coopératives agricoles (Education financière, renforcement de capacités techniques et de gestion, mesure d'impact économique, social et environnemental des crédits, approche genre ...). M. Ben El Ahmar est impliqué dans d'autres projets de recherche et de développement agricole et rural avec des partenaires nationaux et internationaux.

²⁵ Centre d'Etudes et Recherches du groupe Crédit Agricole du Maroc

²⁶ Il est certain que le revenu serait nettement meilleur si l'étude se passait dans les grandes zones agricoles du Maroc.

Parmi les résultats de l'étude, il ressort que le revenu net total moyen des ménages agricoles au niveau des 5 zones étudiées dépasse à peine les 45 000 Dh/an, pour atteindre au maximum presque 53 600 Dh dans la zone de l'Oued Souss où les revenus non agricoles représentent environ 40 % des revenus totaux. Le constat de faiblesse des revenus de ces ménages ruraux n'est pas nouveau²⁶, et ce, malgré les interventions importantes des pouvoirs publics comme les programmes du pilier II du Plan Maroc Vert (PMV) et d'autres diverses initiatives (INDH, ONG ...).

La participation des femmes aux travaux agricoles se situe entre 70 % et presque 80 % du temps total passé sur l'exploitation dans 3 zones d'étude sur 5. Ce sont elles qui s'occupent quasi-exclusivement de l'élevage du bétail, à part pour les tâches qui les amènent à trop s'éloigner de l'exploitation familiale. À travers le temps de travail qu'elles consacrent aux diverses tâches agricoles, leur contribution aux revenus de l'exploitation est en moyenne de

37 % dans les 5 zones, mais peut s'élever à 61 % dans l'Anti Atlas. Elle dépasse les 50 % en zone de montagne. Elle reste faible en zone oasienne pour des considérations socioculturelles historiques.

En Dh/an (285 ménages)	zone 1: Haut Atlas versant nord	zone 2: Haut Atlas versant sud	zone 3: Oued Souss	zone 4: Anti Atlas bordure nord	zone 5: Oasis du Draa moyen	Moyenne des 5 zones
Revenu net agricole	30 997	39 298	32 720	6 881	29 298	28 942
Revenu net non agricole	22 223	3 820	20 876	17 777	16 190	16 093
Revenu net total	53 220	43 118	53 596	24 657	45 489	45 035
Contribution des femmes au revenu non agricole	15%	3%	43%	14%	2%	15%
Contribution des femmes au revenu agricole	52%	54%	26%	61%	7%	37%

Tableau 1 : Contribution des femmes aux revenus des petites exploitations agricoles en zones difficiles

Temps de travail en jours/an	zone 1: Haut Atlas versant nord	zone 2: Haut Atlas versant sud	zone 3: Oued Souss	zone 4: Anti Atlas bordure nord	zone 5: Oasis du Draa moyen
Echantillon par zone	43	43	20	11	39
Temps des femmes sur les cultures	14.98	6.74	35.55	15.00	8.21
Contribution des femmes (%)	27	24	48	42	12
Temps des femmes pour la récolte	2.07	6.81	31.05	13.64	5.49
Contribution des femmes (%)	16	57	62	57	16
Temps des femmes sur l'arboenculture	2.84	0.93	26.65	0.00	0.62
Contribution des femmes (%)	9	16	53	0	3
Temps des femmes en élevage	106.97	148.03	216.93	177.70	53.76
Contribution des femmes (%)	90	83	99	84	54
Temps des femmes aux travaux agricoles divers (irrigation...)	1.14	0.00	4.00	0.27	1.10
Contribution des femmes (%)	9	0	42	7	9
Temps total des femmes sur l'exploitation (en jours/an)	128	163	314	201	69
Contribution des femmes	55%	70%	78%	75%	29%

Tableau 2 : Contribution des femmes au temps de travail sur l'exploitation agricole

Malgré les obstacles économiques et socioculturels qu'elles rencontrent pour sortir de leur foyer, du douar, voire pour aller travailler plus loin, et en dépit des difficultés en termes de mobilité (enclavement plus ou moins prononcé, absence de transports

en commun publics, infrastructures routières secondaires mal entretenues, etc.), les femmes contribuent en moyenne dans les 5 zones à 15 % des revenus non agricoles du ménage, ce qui dénote d'un fort attachement de ces femmes à leur foyer et aux conditions de vie y afférentes.

En Dh	zone 1: Haut Atlas versant nord	zone 2: Haut Atlas versant sud	zone 3: Oued Souss	zone 4: Anti Atlas bordure nord	zone 5: Oasis du Draa moyen	Moyenne des 5 zones
Dépenses courantes du ménage	27 059	17 084	27 346	17 052	21 504	22 125
Dépenses totales d'équipement	16 764	4 153	5 259	9 034	2 447	7 531
Contribution des femmes aux dépenses courantes du ménage	1.1%	1.8%	6.2%	4.2%	0.7%	2.9%
Contribution des femmes aux dépenses d'équipements	17.2%	1.7%	18.6%	13.5%	0.3%	10.3%

Tableau 3 : Contribution des femmes aux dépenses du ménage

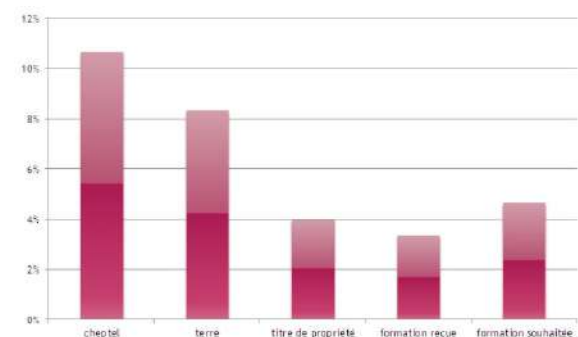
Nos travaux ont également montré que les dimensions matérielle et immatérielle des activités féminines en milieu rural sont mélangées, difficiles à séparer compte tenu de leur imbrication. Tout en travaillant au champ ou à domicile, les femmes transmettent principalement à leurs filles tout un ensemble de savoirs techniques et culturels. Il est particulièrement délicat de distinguer et surtout d'apprécier de façon différente ce qui relève du matériel et de l'immatériel au niveau des diverses activités exercées par les femmes rurales.

Ces dernières jouent un rôle unique dans la transmission des savoir-faire et du patrimoine culturel. Des moyens pour faire connaître et valoriser au mieux ces savoirs locaux, qu'ils soient culturels (contes, chansons, habillement, cuisine...) ou économiques (artisanat, transformation agro-alimentaire...) doivent être recherchés. Cette dynamique doit aussi inclure une forme de valorisation des femmes elles-mêmes et de leur identité.

Les problèmes liés au genre dans le milieu rural marocain que nous avons étudié renvoient à une double réalité pour les femmes. D'un côté, elles représentent à travers leurs activités matérielles et immatérielles un élément principal de la vie du ménage et du fonctionnement de l'exploitation. De l'autre, elles sont maintenues dans une position inférieure, leurs droits à l'émancipation étant entravés par leur statut qui les rend plus ou moins dépendantes des membres masculins de la famille. Malgré les avancées réalisées depuis les années 2000 dans le domaine du droit positif en matière d'égalité homme/femme au Maroc, les femmes rurales restent concrètement dans un état « d'infériorité » par rapport aux hommes sur de nombreux points : accès au foncier, au travail qualifié, aux revenus, à la formation, etc.

Il apparaît que les femmes en milieu rural sont encore largement dépendantes et n'ont, dans la plupart des cas, qu'un accès très limité à l'économie marchande ou encore à l'économie monétaire.

Faute de revenus propres issus de leur travail (sur et/ou en dehors de l'exploitation familiale), l'accès des femmes à la monnaie se fait essentiellement par les dons qu'elles reçoivent de leur mari ou de leurs proches. L'accès des femmes à des moyens de production agricole ou à la technologie est également très limité. Cette double situation explique le fait que les femmes rurales ont un très faible accès aux financements, qu'il s'agisse de financements bancaires ou encore d'autres formes de financement. L'enquête que nous avons menée confirme le maintien de fortes inégalités de genre dans certaines zones rurales du Maroc, malgré des progrès réels obtenus depuis l'indépendance.



Graphique 2 : Accès des femmes à quelques moyens de production

Du point de vue de l'accès aux moyens de production et à la monnaie, les femmes rurales des très petites exploitations agricoles restent dans une situation critique, conformément à un diagnostic établi depuis longtemps. Elles échappent encore pour l'instant à la « marche pour l'égalité » avec les hommes. L'enquête réalisée pose un constat relativement homogène de mauvaise situation générale des femmes rurales, avec des exceptions localisées dans 2 régions (sur les 5 analysées) offrant des opportunités meilleures d'emploi et donc de revenu.

La plupart des femmes rurales interrogées n'a pas accès aux moyens de financement formels et informels²⁷. Pour réduire l'exclusion financière, il faudrait ainsi agir sur deux fronts : augmenter

²⁷ Sachant que le Groupe Crédit Agricole du Maroc, principal acteur financier du monde agricole et rural dans le pays, a développé une offre très inclusive complète, y compris en faveur des femmes en milieu rural. Sa stratégie vise à prendre en compte trois types d'exploitation : celles éligibles au financement bancaire (titre foncier notamment) qui représentent 20 % du nombre d'exploitations, les petites et moyennes exploitations ne répondant pas aux normes de financement bancaire (40 %) et enfin les micro-exploitations (40 %). Ces trois niveaux sont traités respectivement par des institutions différentes : CAM S.A., la filiale Tamwil El Fellah et la Fondation ARDI (50% de la clientèle est constituée par des femmes) qui présentent chacune des instruments adaptés à la réalité de ces exploitations. Ce modèle économique a fait l'objet en 2016 d'une étude de cas par la FAO (Innovations for inclusive agricultural finance and risk mitigation mechanisms). Il est cité parmi les meilleures innovations financières en Afrique et qui peut servir d'inspiration pour d'autres pays en développement (Ben El Ahmar - publication GDS n°72-Juin 2016 / Revue d'Inter Réseau Développement rural).

les revenus et donc la capacité de remboursement des femmes, mais aussi proposer des produits financiers « au féminin » adaptés qui pourront avoir un effet d'entraînement sur le revenu. Il apparaît clairement que les rémunérations dont disposent les femmes, même en intégrant les dons faits par leur mari et famille, ne sont pas à la hauteur de leur contribution productive. Elles ne sont pas rémunérées en proportion du travail effectué et, si elles le sont, c'est de manière partielle et indirecte qui les maintient dans une relation de forte dépendance monétaire à l'égard des hommes.

On retrouve ici un constat déjà fait dans la littérature sur la persistance d'inégalités de genre au sein même de la cellule familiale. L'enquête confirme in fine un fait banal, mais qui prend dans les zones rurales étudiées une acuité particulière : les femmes ne sont pas assez reconnues et leur travail n'est pas suffisamment valorisé.

Sur la question du financement, il est important de souligner que le problème qui se pose est autant le faible revenu de la population cible, que les difficultés d'accès des femmes au crédit, alors qu'elles sont très peu nombreuses à détenir des titres ou actes de propriété ou d'exploitation foncière, ou à disposer d'un revenu agricole ou rural. Ce qui ressort aussi de l'enquête est que la participation à une coopérative est un élément déterminant dans l'accès aux revenus et probablement à un capital social plus important. On voit que les coopératives sont parfois les lieux uniques où les femmes ont une vie sociale en dehors de la famille. Ces coopératives peuvent servir de tremplin pour l'employabilité des femmes et pour une certaine autonomisation financière. Cette dernière renvoie à la mise en place d'outils individuels d'épargne ou de crédit adaptés, mais aussi de formations et d'une éducation financière utiles aux femmes et répondant à leur demande.

De nombreuses études ont déjà révélé les conditions de vie et d'éducation de ces femmes en milieu rural. Mais les résultats de notre travail indiquent que, pour le segment de la population étudiée (les femmes dans les très petites exploitations agricoles en zones agro-climatiques difficiles), la situation est pire que ce à quoi l'on pouvait s'attendre. La grande majorité des femmes interrogées peine à voir pointer des indices d'amélioration de leur situation, tant sur le plan socioculturel qu'économique. Il semble

qu'elles incarnent un monde « traditionnel » en crise, où certaines évolutions des normes sociales sont lentes, mais qui connaît également son lot de « modernisations » rapides (généralisation de l'usage des téléphones portables...). Ce monde reste marqué par des segmentations multiples et par de fortes différences liées au genre.

Parmi ces femmes, très peu ont eu accès à une éducation primaire. Très peu savent lire et encore moins écrire. Elles ont un nombre d'enfants plus important que la moyenne nationale, même si la méthode synchronique de l'enquête ne permet pas de mesurer finement la nuptialité. Elles ne sont pas en situation d'exclusion financière, mais elles se trouvent plutôt dans un monde d'économie productive non marchande, insérées dans des logiques de production qui les rendent peu autonomes par rapport à la famille ou à la communauté. D'un côté, elles ne disposent que d'une faible partie de ce qu'elles devraient avoir comme revenu et de l'autre, elles accèdent à la monnaie via les dons de leur mari ou famille proche.

Il existe pourtant des indices de changement, qui pourraient conduire à une transformation rapide de la situation de ces femmes. Un certain nombre d'entre elles manifestent une volonté de formation ou d'intégration dans des structures coopératives, ce qui permet d'augmenter les possibilités d'accumuler du capital social ou encore de créer du lien. De ce point de vue, la révolution technologique change déjà la donne. En effet, 181 femmes parmi celles interrogées disposent d'un téléphone portable. C'est une véritable évolution technologique et surtout socioculturelle qui incite à apprendre à lire et à compter, qui tend à construire de l'individualité par l'attribution d'un numéro de téléphone personnel et éventuellement par le paiement d'une facture ou d'une recharge téléphonique²⁸. Le téléphone portable rompt l'isolement et permet la consolidation de liens sociaux qui ne sont plus limités au territoire du douar. Il est aussi un puissant vecteur de construction de l'individualité.

Il est donc probable, en raison de la révolution numérique, que la situation des femmes rurales changera plus vite dans les vingt prochaines années que dans les dernières décennies. Il ressort de l'enquête que l'accès aux coopératives et le développement des réseaux de femmes

²⁸ Le GCAM a développé une application de mobile-banking (BEZTAM-E) qui permet d'opérer à distance, sur un Smartphone, toutes les opérations bancaires et transactions commerciales de base et d'éviter à sa clientèle, en particulier les très petites exploitations agricoles, de faire des déplacements en agence qui génèrent des coûts inutiles, tant pour les clients que pour la banque.

permettraient de contribuer à la réduction des inégalités de genre persistantes dans le monde agricole. L'accès aux nouvelles technologies de l'information, la promotion de l'éducation de base, des dispositifs de formation et de valorisation des produits et savoirs locaux, ainsi que l'ouverture à un tourisme rural ou solidaire, bénéfique aux populations locales, sont autant de moyens de développement local à encourager par des modalités de crédit adaptées.

En dehors de la scolarité obligatoire du primaire, l'accès des femmes rurales à l'éducation reste particulièrement faible au niveau du secondaire et encore plus du supérieur. Les femmes du Maroc sont encore majoritairement analphabètes (60,4 % au niveau national selon le RGPH de 2014), ce chiffre avoisine les 50 % pour les femmes de notre zone d'étude. Même si la situation semble aller dans le bon sens au niveau des indicateurs agrégés du HCP (Haut-Commissariat au Plan), ce déficit d'éducation des jeunes filles et des femmes en milieu rural par rapport aux garçons, et surtout par rapport aux opportunités de la ville, reste un obstacle majeur à toute tentative d'amélioration de leur contribution à des activités productives, génératrices de richesse.

Il doit être possible de passer un cap significatif dans ce domaine au Maroc en y consacrant les moyens financiers et humains nécessaires. Actuellement, en milieu rural, le fait pour une femme de travailler (ou pas) n'est pas directement associé à sa scolarité ou à son niveau d'étude. Une meilleure formation ne signifie pas pour autant une amélioration des taux d'activité de ces femmes, au contraire. Les compétences requises dans le type de travaux qu'elles peuvent exercer ne viennent que rarement de l'école. Elles sont pour la plupart transmises entre générations, au sein de la cellule et de l'exploitation familiale.

Plusieurs « observatoires » et initiatives existent déjà au Maroc, auxquels participent le CERCAM, mais la mise en place d'une structure transversale dédiée au suivi de l'agriculture familiale, dans toute sa diversité, et du rôle qu'y jouent les femmes, serait une piste intéressante à explorer. Au sein de cette agriculture, la petite paysannerie, majoritaire en nombre au niveau national et plus vulnérable aux pressions de l'exode rural, du changement

climatique et de l'accroissement des inégalités d'accès aux ressources foncières et hydriques, doit faire l'objet d'un appui spécifique, à la hauteur des enjeux de ces zones de la marge, en fonction des contextes locaux, et en complément des différentes initiatives et efforts financiers considérables déjà engagées en particulier dans le cadre du pilier II du PMV.

Il s'agirait notamment de promouvoir divers modes d'organisation féminine, pas uniquement sous la forme de coopératives standardisées de production, mais aussi à travers la promotion de dispositifs de commercialisation adaptés à leur territoire et aux attentes des femmes. De tels dispositifs, de divers statuts et innovations, seraient susceptibles de porter des projets de structuration d'une filière agroécologique en zone de montagne et à proximité des villes. Une telle filière, pratiquant des prix modérés et valorisant les savoir-faire féminins dans ce domaine, de produits de terroir, bios et/ou Beldis²⁹, pourrait avoir de forts effets de levier sur les populations locales, si l'on veille à ce que l'essentiel de la valeur ajoutée ne soit pas captée par les intermédiaires ou les investisseurs privés et urbains. La question cruciale de la qualité de l'alimentation, en lien avec la santé et le maintien d'une agriculture pratiquant traditionnellement des techniques proches de l'agroécologie, est une opportunité à saisir pour ces espaces marginaux du Maroc et leurs populations, en particulier féminines.

²⁹ Elevage traditionnel de terroir, en stabulation libre et presque sans apport extérieur en aliments de bétail.

Faïminisme

Nora Bouazzouni, Journaliste

Ce texte est un extrait de l'essai Faïminisme

Quand le sexisme passe à table (Nouriturfu, 2017) où la journaliste Nora Bouazzouni s'interroge sur la place des femmes dans la gastronomie et la production alimentaire mondiale, et explore les rapports ambigus et destructeurs entre chair et chère.

Nos aïeules paysannes ont été maintenues, depuis toujours, à l'écart du progrès par des hommes désireux d'asseoir leur autorité par la technique, et notre société contemporaine perpétue la confiscation institutionnalisée du pouvoir. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les femmes constituent environ 43 % de la main-d'œuvre agricole dans le monde (le chiffre varie entre 20 et plus de 75 % selon les pays). Problème : moins de 20 % des propriétaires fonciers sont des femmes. L'écart est encore plus flagrant dans les régions où l'économie repose davantage sur l'agriculture, comme en Afrique subsaharienne (15 %), en Afrique du Nord ou en Asie occidentale (moins de 5 %) ³⁰. En Inde par exemple, 4^e surface agricole mondiale et, alors que l'agriculture est le premier employeur du pays, seuls 10 % des femmes travaillant dans ce secteur possèdent des terres. Elles travaillent pourtant 3 300 heures chaque saison, contre 1 860 pour les hommes ³¹.

Ce sont encore les obstacles culturels et juridiques qui les pénalisent, en leur interdisant ou restreignant considérablement leur accès à la terre, aux ressources financières, ainsi qu'aux services nécessaires pour devenir leur propre patronne, employer de la main-d'œuvre ou encore améliorer leur rendement. Parmi ces barrières sexistes, l'interdiction pure et simple, pour les femmes, de devenir propriétaires terriennes

(même si la loi les y autorise, dans certains pays le droit coutumier continue de l'emporter); d'ouvrir un compte en banque indépendant (rappelons qu'en France, les femmes mariées ont dû attendre 1965 pour obtenir ce droit et celui d'occuper un emploi sans l'autorisation de leur mari); le refus ou la difficulté de se voir accorder un prêt (1 % seulement des crédits octroyés à l'agriculture en Afrique est destiné aux femmes ³²) pour acheter une parcelle, des intrants (pesticides, semences, fertilisants), machines et outils. Sans oublier l'accès à l'éducation, pourtant primordial: deux tiers des 774 millions d'adultes analphabètes dans le monde sont des femmes ³³ et celles qui pourraient accéder à la formation professionnelle n'ont pas forcément de temps à y consacrer — puisque, faut-il le rappeler, les femmes, aussi actives soient-elles, restent également responsables du foyer, tenues de nourrir et soigner leur partenaire, ainsi que les enfants et personnes âgées. Elles sont enfin logiquement moins présentes au sein des syndicats et autres organisations agricoles, ce qui réduit à peau de chagrin leur influence sur les politiques agricoles. Prisonnières d'un énième cercle vicieux que seules des réformes législatives, ainsi qu'un changement radical dans les mentalités, sauraient briser. Ce monopole masculin, qui s'exerce donc à la fois par la confiscation du savoir, des moyens financiers et de production, conduit donc à un faible contrôle des ressources, notamment en Afrique, en Asie du Sud et au Moyen-Orient, par des femmes qui constituent par ailleurs une force de travail largement surexploitée: d'après la FAO, les femmes africaines et asiatiques vivant en zone rurale travaillent en moyenne 13 heures de plus par semaine que les hommes ³⁴. Une charge de travail auxquelles s'ajoutent les tâches domestiques (je radote, je sais). Mais, surprise, ces employées occupent souvent des postes subalternes ou

³⁰ « Les femmes rurales et les objectifs du Millénaire pour le développement » (ONU, 2011).

³¹ Oxfam India, rapport annuel 2014-2015.

³² « La situation des femmes s'améliore mais des obstacles à l'égalité subsistent », (Banque mondiale, 8 mars 2010).

³³ « Education des filles et des femmes — Statistiques » (Unesco, 2014).

³⁴ « Agricultrices dans la solitude des champs d'oignons » (Visions carto, 11 janvier 2017).

précaires (saisonniers, non contractuels) et moins bien payés à tâches et expérience égales — voire pas rémunérés du tout, ou bien en nature. Une étude menée dans quatorze pays indique qu'en milieu rural, les femmes perçoivent en moyenne un salaire 28 % inférieur aux hommes³⁵.

En France, la situation ne s'est que très récemment améliorée pour les agricultrices, qui représentent aujourd'hui 37 % des salariés agricoles. Trois fois plus nombreuses à gérer ou co- gérer une exploitation qu'il y a 45 ans (25 % depuis 2010 contre 8 % en 1970), leurs surfaces agricoles utiles restent inférieures à celles des hommes, 38,4 hectares contre 49,9³⁶. Autre bémol : « Parmi les femmes qui sont à la tête d'exploitations agricoles, beaucoup ont en réalité succédé à leur mari au moment du départ à la retraite de celui-ci. Ceci explique qu'un peu plus de 60 % des femmes chefs d'exploitation et co-exploitantes aient plus de 50 ans. »³⁷. Il se peut donc qu'à la cessation de leur activité ou à leur décès, dans quelques décennies, ce soit un homme qui reprenne l'exploitation et les chiffres chuteront brutalement. Par ailleurs, ces femmes, qui pour beaucoup aidaient leur mari, sont restées invisibles dans les statistiques jusqu'en 1985 et la création des EARL (exploitation agricole à responsabilité limitée). Auparavant, l'organisation en GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) n'était pas reconnue entre époux et ignorait la participation des femmes en tant qu'associées. Et ce n'est qu'en 1999 que ces paysannes ont obtenu la pleine reconnaissance de leur travail, grâce au statut de « conjoint collaborateur », leur permettant enfin de bénéficier d'une couverture

sociale (congrés maladie, retraite...) et de s'assurer de ne pas finir à la rue à la mort du mari.

Notre système alimentaire mondial persiste également à fonctionner sur la division sexuée du travail qui condamne une fois de plus les femmes au servage et à l'invisibilisation de leurs efforts : les hommes exploitent, gèrent les transactions commerciales et prennent les décisions, tandis les femmes récoltent, transforment, épluchent, conditionnent, stockent, préparent la terre, conservent les semences, rapportent l'eau et le bois indispensables aux tâches ménagères et agricoles... D'après un rapport de l'ONU Femmes, les habitantes de vingt-cinq pays d'Afrique subsaharienne ont passé, entre 2006 et 2009, 16 millions d'heures³⁸ par jour en moyenne (et au minimum) à recueillir le précieux liquide, contre 6 millions pour les hommes. Chaque année, les Africaines portent en moyenne 80 tonnes d'eau, de bois et de productions agricoles sur un kilomètre, soit huit fois plus que les hommes. À travers le monde, les femmes sont les garantes d'une sécurité alimentaire dont elles-mêmes ne profitent pas. Car réduites, de par les discriminations liées à leur sexe, à subir une situation socio-économique inférieure aux hommes, elles sont d'autant plus vulnérables à la pauvreté, l'insécurité économique et donc alimentaire. « Toute oppression crée un état de guerre », écrit Simone de Beauvoir³⁹ 40. Dans le cas présent, cette lutte pour conserver le statu quo, c'est-à-dire la domination masculine et le refus de l'autonomie aux femmes, se traduit une fois de plus par une fragilisation créée et entretenue par la classe privilégiée et dont les femmes, avec

³⁵ « The Role of Women in Agriculture » (FAO, ESA Working Paper N°11-02, mars 2011)

³⁶ « Les femmes dans l'agriculture — Situation au 1er janvier 2014 » (MSA, février 2016)

³⁷ Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture (Analyse N°38, mars 2012)

³⁸ Ibid. p. 23. Un autre rapport de la même agence l'estime à 40 milliards d'heures par an pour l'ensemble de la zone, soit « l'équivalent d'une année entière de travail de toute la population active de la France ».

³⁹ Le deuxième sexe, II : L'expérience vécue (Gallimard, 1949).

les enfants, sont les premières victimes. D'après l'ONU Femmes, la famine chronique toucherait à 60 % les femmes et les jeunes filles⁴⁰. Et pourtant, elles ne sont rien moins que la clé pour réduire la faim dans le monde. Si si. D'abord, parce qu'elles « ont plus tendance à dépenser leurs revenus dans la nourriture et la satisfaction des besoins de leurs enfants : des recherches ont montré que les chances de survie d'un enfant augmentent de 20 % lorsque la mère contrôle le budget du ménage⁴¹ avec, par exemple, un compte en banque personnel. Quand on sait que 45 % des décès d'enfants sont liés à la malnutrition, difficile d'envisager l'autonomie financière des femmes comme une lubie. Ensuite, et surtout, parce que si les agricultrices bénéficiaient du même accès à la terre, à l'éducation, aux prêts, etc., que les hommes, « la production des fermes tenues par des femmes dans les pays en voie de développement pourrait augmenter de 20 à 30 %, ce qui pourrait réduire le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde de 100 à 150 millions de personnes⁴². Soit presque 15 % de moins qu'à l'heure actuelle, où 800 millions de gens sont sous-alimentés (les femmes deux fois plus que les hommes, selon la FAO, qui évoque un « système organisé de pénurie ») alors que notre planète produit de quoi nourrir 12 milliards d'êtres humains.

Lutter contre l'exclusion systémique des femmes dans l'agriculture, sécuriser leur emploi et leur donner pouvoir et autonomie aura donc un effet immédiat notoire sur la faim, mais aussi des conséquences bénéfiques à plus long terme, comme réhabiliter la souveraineté alimentaire de pays du Sud qui, depuis la « révolution verte » des années 60-90, ont abandonné une agriculture diversifiée et raisonnée afin d'exporter plus en restant compétitifs. Car il faut prendre conscience que ces progrès techniques (mécanisation, irrigation, pesticides...), bien qu'ayant permis d'augmenter sensiblement le rendement agricole et d'automatiser certaines tâches, se sont faits au détriment des populations autochtones — à commencer par les plus fragilisées, femmes et enfants — et ont eu pour conséquence à long

terme de renforcer l'exploitation des femmes. Un exemple concret : l'agriculture intensive s'est nourrie de la déforestation, qui a accéléré le réchauffement climatique, aux conséquences multiples parmi lesquelles la sécheresse. Plus l'eau et le bois se font rares, plus il faut parcourir de kilomètres pour accomplir cette corvée qui incombe largement aux femmes. Or, dans de nombreuses régions du monde, le bois et l'eau sont indispensables à la préparation des repas et, plus largement, à la survie du foyer. Il n'y a pas eu de révolution verte pour ces femmes. La science n'a pas sonné le glas des inégalités en soulageant leur travail puisque les hommes ont continué à les priver du savoir, des outils et à s'accaparer la richesse produite. La sécurité alimentaire mondiale passe donc nécessairement par une politique agricole fondée sur l'égalité des sexes — c'est d'ailleurs le troisième objectif du millénaire pour le développement cité par la FAO. En 1992, déjà, la troisième Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement organisée à Rio de Janeiro adoptait un texte dont le principe n° 20 reconnaissant la place prépondérante des femmes dans, n'ayons pas peur des mots, l'avenir de l'humanité : « Les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement. Leur pleine participation est donc essentielle à la réalisation d'un développement durable.⁴³

⁴⁰ « Gros plan sur : les femmes rurales 2011 » (ONU Femmes, 15 octobre 2011).

⁴¹ Programme FAO — Sécurité alimentaire.

⁴² « Le rôle des femmes dans le développement rural, la production alimentaire et l'éradication de la pauvreté » (ONU Femmes, 15 octobre 2012).

⁴³ Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement — Principes de gestion des forêts (Sommet planète Terre, Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, Brésil, 3-14 juin 1992).



The European Parliament's Work on Women in Rural Areas

Rosa Llobregat, Policy Advisor at the European Parliament

The voice of the European Parliament in shaping the rural world

Women living in rural areas within the European Union are not a homogenous group. They play many roles and contribute to society and rural development in many various ways. They also face different challenges depending on their nationality, age, family and other circumstances. They have different needs, interests and expectations. However, discrimination remains a constant feature. On several occasions, the Members of the European Parliament have pointed out the important contribution of women to the farming sector and the numerous challenges that they face in rural areas. Last April 2017, a Report on women and their role in rural areas was approved by a large majority during the plenary meeting.

This resolution is an own-initiative report of the European Parliament and its content has no direct legal power. In own-initiative reports, the European Parliament gives its view on a specific issue, formulates recommendations and calls the European Commission and the Member States to act. The European Commission is the only EU institution with the right to propose new legislation. Own-initiative reports of the European Parliament do feed this process and they can give direction to the European Commission. The European Commission can make proposals, but the European Council (the Member States) and the European Parliament are the legislators. Together, they decide on the final content of EU laws such as the Common Agricultural Policy (CAP).

The European Parliament has always taken a strong and proactive stance on advancing gender equality. The legal basis of these demands is granted by

the Treaties. The European Union is founded on a set of values, including equality, and is committed to promoting equality between men and women (Articles 2 and 3 of the Treaty on European Union (TEU)) and to gender mainstreaming (Article 8 of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU)). These objectives are also enshrined in Article 21 of the Charter of Fundamental Rights. Current policy priorities are set out in the Strategic Engagement for Gender Equality 2016 - 2019, which identifies five priority areas for action and funding (including equal pay for equal work, equal economic independence and equality in decision-making).

Whilst some EU funding programmes include a gender aspect agriculture and rural policies do not contemplate specific measures for women in rural areas, with the exception of EU Regulation No. 1305/2013. In Articles 7 and 9, this regulation provides rules to address gender inequality in rural development calling on, among others, Member States to include thematic sub-programmes that address specific needs of women in rural areas (Art. 7). However, these sub-programmes are not mandatory for Member States and they don't benefit from higher support rates while other sub-programmes do.

An overview of the recent initiatives of the European Parliament on rural women

Between 2005 and 2010 around 2.4 million small or family farms disappeared in the EU, having a severe impact on rural regions. The increase in unemployment and poverty contributes to the depopulation of the areas with the desertion of young people, especially women. Since 2008, the European Parliament has been emphasising the important role of women in preserving rural

areas and raising awareness on the existing gender gap and unequal opportunities in the agricultural sector. For instance, women lack equal access to resources and training and tend to manage smaller farms (the average farm size in hectares is 8 ha while for men it is 20 ha).

Only 30% of women are categorised as farm holders. Although they run the farm equally shared with their partners, the majority of women are considered as 'family members' working on farms⁴⁴. Moreover, female participation in decision-making is wider in rural areas while their job remuneration is lower, making their risk of poverty and social exclusion higher.

In March 2008, the European Parliament first issued a Report on 'the situation of women in rural areas of the EU' calling for the recognition of and respect for women and their traditional roles in the rural economy and society. In April 2011, the Report on 'the role of women in agriculture and rural areas' was approved and in May 2016 the Report on 'poverty: a gender perspective' pointed out the specific situation of women in rural areas and called for Member States to improve the living conditions of women.

For years, the Members of the European Parliament have been constantly demanding better statistical data and gender-disaggregated data regarding women in rural areas and in the agricultural sector. However, problems persist in the collection of reliable and comprehensive data on women's work due to the high percentage of invisible work, the seasonal and part-time nature of women's work and the non-remunerated family labour⁴⁵.

The Parliament's last 2017 resolution on women and their role in rural areas

Gender inequality is not only an issue of justice but also of agricultural productivity, food security and rural development. A study issued by the European Parliament in 2015 on the International Day of Rural Women presents the existing inequalities across Europe. One year later, the Committee on Agriculture and the Committee on Women's Rights started working on a joint own-initiative Report on 'women and their role in rural areas'. The text was finally adopted by the European Parliament on 4th April 2017 in Strasbourg, with a large majority (523 in favour, 104 against and 58 abstentions).

The main message of the Parliament's resolution is again to highlight the many and important roles that women play in rural communities and the numerous difficulties that they face regarding, for instance, access to the labour market, participation in decision-making, work-life balance, and access to financing:

1. Ensuring women's work-life balance in rural areas

By 2050, the population of Europe's urban regions is projected to increase by 24.1 million persons whereas the population of rural regions is projected to fall by 7.9 million⁴⁶. Rural areas play a major role in the conservation of the environment, biodiversity and landscape. Therefore, together with its Member States, the European Union must maintain an active and prosperous rural population.

Women need greater incentives to stay in the countryside, including the facilitation of a good work-life balance through the provision of a

⁴⁴ Rossi, R., 'Women and their roles in rural areas', European Parliament Think Tank, 2017

⁴⁵ European Institute for Gender Equality (EIGE), 'Gender in Agriculture and Rural Development', 2016

⁴⁶ Eurostat, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Urban_Europe_%E2%80%94_statistics_on_cities,_towns_and_suburbs_%E2%80%94_patterns_of_urban_and_city_developments, visited at 31st August 2018.

number of services: rural childcare arrangements, healthcare, educational facilities, care services for the elderly and dependent people, sickness and maternity replacement, access to transport and communication and cultural services. The paragraphs of the resolution dedicated to the request for specific measures to combat violence against women need a special mention. These paragraphs state that Member States and regional and local governments must offer services to prevent gender-based violence and ensure victim support in rural areas. The resolution also reiterates the importance that all Member States ratify the Istanbul Convention and the need for an EU directive on violence against women. All in all, as it says in the resolution, 'improving general conditions in rural areas will result in achieving an improved status for women in those areas'.

2. Legal recognition of women's rural work

According to the European Commission, in 2009, only 61% of women aged 20 to 64 were employed in rural areas⁴⁷. In 2014, women were responsible for about 35% of total working time in agriculture (53.8% of part-time work and 30.8% of full-time work). Only 30% of farm holdings in the EU are managed by women. The work of spouses and other female family members of the owners constitute indispensable 'invisible work' which has the effect of depriving women of social and economic rights. Therefore, the Members of the European Parliament call for the promotion of women's ownership, facilitation of their equitable access to land and guarantees to ensure inheritance rights and access to credits.

Women also suffer from gender pay and pension gaps in the farming sector. Thus, the Parliament urges the elimination of any form of discrimination as well as the provision of social security registration for all workers to guarantee them entitlements such as access to sick leave and maternity leave, as well as greater financial independence.

3. Multifunctionality of roles: women as agents of change

The Members of the European Parliament recognise the different economic, social, environmental and cultural roles that women play in rural areas. Besides their agricultural activities, women are often promoters of tourism or artisan production. Alternative business models, cooperatives and social enterprises also have great potential to stimulate growth and empower women in the agricultural sector. However, women and girls' access to education and lifelong learning, particularly in the areas of technology and science, needs to be facilitated. The improvement of infrastructure such as transport and access to high-speed broadband Internet is a requirement to guarantee a complete education and allow for full career development, as well the good functioning of new business models, including rural tourism or online sales.

Family farming is the most common operational farming model in the EU28 with 76.5 % of the work being carried out by the holder or members of his or her family. The Parliament highlights the significant role women play in ensuring the continued existence of smallholdings and family farms with prospects for the future. Furthermore, support and assistance have to be tailor-made according to the different situations, occupations and roles of women in countryside.

4. Women as agents of change for sustainable rural development

The resolution includes a specific call to the Commission and the Member States to include the promotion of access to the labour market for women as a priority in future rural development policies. Women are often creative promoters of activities that go beyond conventional agriculture and, as noted in the text, 'women in rural areas can be agents of change in moving towards sustainable and ecologically sound agriculture and can play an important role in the creation of green jobs'.

⁴⁷ European Commission (2011), 'Agriculture and Rural Development. EU Agricultural Economic Briefs. Rural Areas and the Europe 2020 Strategy – Employment', Brief No 5 – November 2011.

If the European Union wants to preserve its rural population, it will need to empower women living in the countryside by also supporting their participation in decision-making and enabling them to carry out farming activities and other innovative functions. Thus, European institutions should facilitate provisions for a balanced distribution of aid and support small farms under the Common Agricultural Policy (CAP).

What next? Gender mainstreaming the Common Agricultural Policy

The Common Agricultural Policy (CAP) is still the most expensive of the EU policies, responsible for shaping the agricultural sector across Europe. Gender mainstreaming is an obligation of Council Regulation (EC) No 1698/2005 on Rural Development Regulation (which sets the rules for support of rural development under the CAP). The Commission and Member States committed to promote gender equality at the different stages of design, implementation, monitoring and evaluation, but according to many studies the problem is the lack of concrete targets identified and defined processes on how to achieve it⁴⁸.

On 1st June 2018, the European Commission presented a legislative proposal on the CAP beyond 2020. Now both the European Parliament

and the European Council will start working on their respective positions on the proposal. Within the Parliament, the Committee on Agriculture and Rural Development will have the lead, while other committees, including the Committee on Women's Rights and Gender Equality will have the opportunity to provide input through opinions. This is a long process that can take between one and two years.

Since one of the demands of the Parliament in their last own-initiative report on women in rural areas was to improve the Common and Agricultural Policy, this whole negotiation process is the right moment to get better policies for rural women. The above-mentioned ideas expressed by the resolution, could now be transformed into concrete amendments to legislative proposals. In conclusion, CAP reform is a current window of opportunity to improve the lives of girls and women in rural areas and to 'promote rural development, mitigate the effects of climate change and protect and enhance the natural environment', as expressed in the last resolution.



⁴⁸ See for instance: Taylor & Francis in Shortall S. Gender mainstreaming and the Common Agricultural Policy. *Gender Place and Culture* 2015, 22(5), 717-730.

The Impact of Socioeconomic characteristics on Empowerment of Bedouin women in Egypt

Elham Abdelaal, Associate Professor, Socioeconomic Dept. Desert Research Center, Cairo, Egypt

Introduction:

Women empowerment is a process by which women challenge gender-based discrimination in all societies. Undoubtedly, the vast majority of women in the agricultural sector in developing countries suffer from limited access to credit and resources, income control, and production-related decision-making although they mostly play triple roles (Moser, 1993): (1) Reproductive Role; comprises childbearing/rearing responsibilities and domestic tasks undertaken by women, required to guarantee the maintenance and reproduction of the labor force; (2) Gender Productive Role; comprises work done by both women and men for payment in cash or kind. It includes both market production and subsistence/home production; (3) Gender Community Role comprises activities undertaken primarily by women to ensure the provision and maintenance of scarce resources for collective consumption, such as water, health care and education. It is voluntary unpaid work, undertaken in 'free time'.

In Bedouin communities in Egypt, traditional culture and values restrict the mobility of women and girls; although they participate in their families via some specific farming activities such as harvesting figs, gathering wild Medicinal and Aromatic Plants (MAPs), and herding sheep.

This paper aims to measure Women Empowerment in Agriculture Index (WEAI) in Bedouin communities on the North Coast of Egypt through: (1) capturing differences between women and men empowerment, (2) analysing the inadequacy of the main five domains of empowerment (5DE), and (3) identifying the socioeconomic independence variables affecting women empowerment.

Women's Empowerment in Agriculture Index (WEAI)

WEAI is a newly developed index to measure the multi-dimensional aspects of women's empowerment and gender inequality in agriculture (Alkire et al, 2013). WEAI consists of two sub-indices. The first assesses the degree to which women are empowered in five domains of empowerment (5DE) in agriculture. It reflects the percentage of women who are empowered⁴⁹. These domains are (1) decisions about agricultural production, (2) access to and decision-making power about productive resources, (3) control of use of income, (4) leadership in the community, and (5) time allocation⁵⁰. The second sub index is the Gender Parity Index (GPI) which reflects the percentage of women who are empowered or whose achievements are at least as high as the men in their households.

Sampling

The total sample size includes 330, households (hh) with dual adults accounting for 55 families, average family size is 6 individuals, females account for 150, represent 45.5% of total sample size while the 180 males represent 54.5%.

Results and Discussion

Socioeconomic Characteristics of the Sample

1. Age structure: total sample size is 330; females represent 45.5% of the total sample size, while males represent 54.5%. Children under the age of 15 represent 11% and 12% for female and male respectively. The population in the 15-45 age category is approximately 40% and 44% for female and male respectively.

⁴⁹ A woman is considered empowered if she is considered adequate in 4 out of the 5 domains or has a score of at least 80% adequacy in the 5DE (Alkire et al, 2013).

⁵⁰ The 5DE are measured using 11 indicators with their corresponding weights

Population in the 46-60 age category is approximately 35% and 36% for female and male respectively. Population in the over 60 age category is approximately 14% and 8% for female and male respectively. Women and men belonging to the labor force category represent about 75% and 80% respectively.

2. Marital Status: 70% of adult females are married, 23% are single, 3% widowed, and 4% divorced. The vast majority of adult married men have one wife, and 13% have 2 wives or more.
3. Household Size ranges between (6-10) members with an average 6 members/family. Although all families are extended (grandparents, parents, children, in addition to other relatives), all surveyed beneficiaries have their own home (parents and children).
4. Education: illiteracy rate is considered very high as it stands at approximately 90%, 81% for female and male respectively. Literate women and men possess only the primary school level of education.
5. Economic Status: Agriculture is considered the main activity in the surveyed sample; it represents about 79% of income, while non-farm sources represent about 21% of income. Agricultural wages that come from working in the field of other farms by daily wage or grazing sheep for others represent about 20%. The income comes from cultivating the own properties and breeding livestock represent 40%, 35% respectively, and the income from handcraft by traditional loom represents about 5%. Women income share represents about 15% of total income although

they participate in most income generation activities for their families but men who earn money except some money women get it from selling poultry (egg and chicken) in addition to selling handcrafts carpets (Hawaya).

6. Household Expenditure: 75% of total earned income is expended on food items, while 25% is expended on non-food items (transportation, cigarettes, education, health...).

5 Domains of Empowerment (5DE):

Agricultural Production

1. Input in Productive Decision
This indicator mainly identifies 4 agricultural production activities: food crop farming, cash crop farming, livestock raising, and fish culture. 40% of Bedouin women in the Almakala sample participate in some (not all) decisions in 2 activities (1) food crops farming such as barley and wheat which are considered essential food reserves used in baking bread, (2) rearing small livestock such as poultry, sheep and goats. They also feel they were able to participate in 2 decisions to at least a medium extent: (1) agricultural production in which they are the main workers in harvesting the main cash crops such as figs and watermelon, (2) raising small livestock which they consider to be private female home possessions.
2. Relative Autonomy Indicator (RAI)⁵¹
This indicator examines the real motivations behind decision-making linked to 5 activities: agricultural production, input purchase, types of crops, marketing, and raising livestock.

⁵¹ Motivations of RAI : External, introjected, and intrinsic .The conventional weights are (-2)for external, (-1) for introjected, and (3) for intrinsic motivations. The indicator ranges between (-9), (9).

3. 90% of Bedouin women in Almarktala have some level of input to decision-making in 3 activities: (1) agricultural production, (2) raising livestock, and (3) selecting the type of crops. The results show that women always act according to their own intrinsic values in making agricultural production decisions and raising small livestock to participate in income generation for their families. Marketing and input purchase are male activities in which traditions prohibit women from going to market to sell or purchase commodities and inputs.

Resources

1. Ownership of land and assets
90% of Bedouin women have sole ownership of some assets such as small livestock and cell phones, and they have joint ownership of large and small household durables. Although the Egyptian constitution states that all citizens have equal public rights and duties without discrimination of sex, ethnic origin, language, religion or creed, local traditional culture in Bedouin communities prohibits women from owning farm land, equipment, and large livestock. In Islam women also possess independent legal, economic and spiritual identity, and independence (16)(18) but unfortunately, rural women generally and Bedouin women specifically are blocked from receiving inheritance from their parents. Widowed women also experience shame in asking for their rights to their husband's agricultural land or other properties. In Matrouh Governorate there are a few cases of widowed women asking for their inheritance through the customary legitimacy committee in mosques in Matrouh which forces the opponents to deliver the disputed land and other properties to the women according to Sharia.
2. Decisions Regarding purchase, sale, or transfer of land and assets
90% of Bedouin women are adequately involved in making decision of purchase, sale or transfer of only small livestock as poultry in addition to cell phones.

3. Access to and decision about credit
The vast majority of Bedouin households in the Almarktala sample don't use credit from formal organizations as they believe that borrowing and lending money with interest rate are religiously prohibited, but about 5% of women have adequate access to and decision-making capabilities about credit from rotation saving and local development associations.

Income

Although women participate in most farm activities such as harvesting cash crops and food crops, and some non-farm activities such as producing traditional loom handicrafts, 80% of Bedouin women in the Almarktala sample only have control over the use of the income generated by raising small livestock such as poultry, sheep and goats. Women cannot ask for wages for work on the family farm, so all farm activities are considered unpaid work. Bedouin women also feel they are able to participate in minor expenditure decisions to at least a medium extent.

Leadership

This indicator includes: association membership, speaking in public, and family dispute resolution. 10% of Bedouin women in the Almarktala sample have group membership, as they have membership in local community development associations of the social affairs directorate. With regards to the speaking in public indicator, Bedouin Women are restricted by traditions from effective integration into society, so they may have nominal membership but don't participate in meetings and decisions. 3% of elderly Bedouin women have adequate input in family dispute resolutions related to girls' education and marriage.

Time

1. Workload
77% of Bedouin women have adequate manageable workloads that they work 10 hour/day⁵² distributed among only daily work: Cleaning and rearing children (3 h/day),

⁵²The individual is defined as adequate on workload if the number of hours he /she work per day is less than the time poverty line (10.5 h in previous 24 hours).

fetching potable water (2 h/day), cooking (3 h/day), home breeding of sheep and poultry (2 h/day). Seasonal and non-daily work add heavy burden on women as harvesting water melon, figs, wheat and barley (5 h/day) for each season time in addition to 4-5 h/month for each handicraft piece. Planting, irrigation, and pruning are the main farm activities for men (4 h/day/each season), open grazing (2-3 h/day), marketing for crops and production inputs (3h/day/season), so men work for (9-10) h/day but this work is considered as seasonal work

2. Leisure
81% of Bedouin women have adequate leisure time distributed among visiting relatives, watching TV, and listening radio⁵³.

Women Empowerment in Agriculture Index (WEAI)

Table (1) shows that 52.7% of Bedouin women in the Almaktala sample are not yet empowered and display inadequate achievement in 79.2% of the domains. The disempowerment index is 0.417, and empowerment index for women is 0.583. Male results show that only 30% are not yet empowered

and they display inadequate achievement in 59.3% of domains. Disempowerment index is 0.178, and empowerment index is quite high at 0.822.

H_{GPI} shows that 75% of women are deprived of gender parity with the men in their households, I_{GPI} shows that the average empowerment gap is seriously high at 0.95%, so the Gender Parity Index GPI is quite low at 0.282, and total women empowerment in the WEAI agriculture index yields a fairly average score of 0.553.

Item	Women	Men
Number of observations(n)	150	180
Number of disempowered(q)	79	54
Disempowerment Headcount ratio(HP)	52.7%	30%
Intensity of Disempowerment(AP)	79.2%	59.3%
Disempowerment Index Mo	0.417	0.178
Empowerment (5DE) Index (1-Mo)	0.583	0.822
%Women with no gender parity (H_{GPI})	0.75	
Average empowerment gap(I_{GPI})	0.95	
Gender parity Index	0.282	
WEAI	0.553	

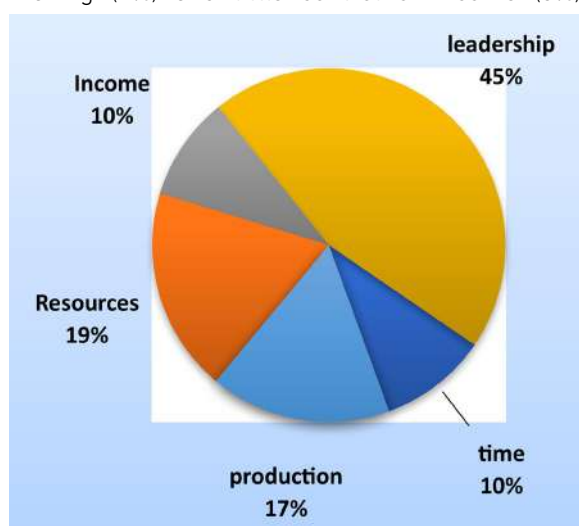
Table (1) Bedouin Women WEAI in Almaktala Sample
Source: calculated by the author from sampling

⁵³ The respondent is adequate if his or her satisfaction rank is equal to or higher than 5.

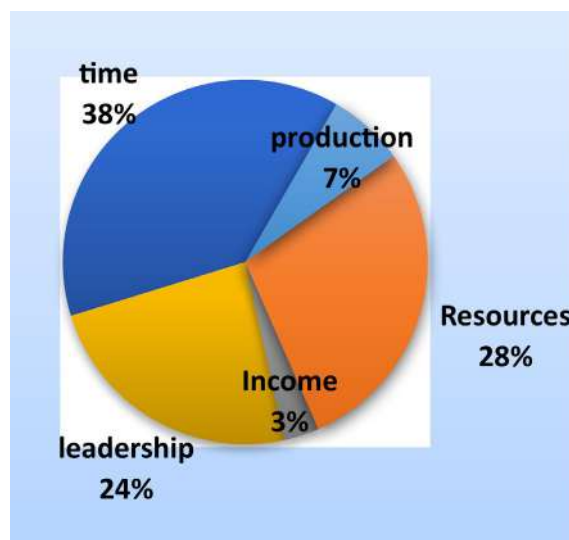
Decomposition of women and men disempowerment by domain

Fig (1) shows that the domain of fragile leadership is the highest source of disempowerment; it contributes to 45% of women's disempowerment index. The vast majority of women in the sample don't have effective membership of any local association, don't have the ability to speak in public, and don't participate in family dispute resolutions. The second domain is poor access and control over resources (19%). Little input in production decisions is the third rank of disempowerment (17%) followed by time inadequacy (10%) and little control of income (9%).

For men, fig (2) shows that the domain of time is the highest source of disempowerment; it contributes to 38% of the male disempowerment index, as their workload is above the poverty line (10.5 h/day) in seasonal work. The second domain is poor access and control over resources (28%) as they are deprived from sole or joint land and asset ownership. The third domain is fragile leadership; it contributes to 24% of the male disempowerment index, followed by little input into production decision-making (7%) and little control of income (3%).



Fig(1) Decomposition Women Disempowerment by Domain



Fig(2) Decomposition Men Disempowerment by Domain

The impact of individual and household characteristics on women empowerment

The paper examined the impact of the following characteristics on women empowerment:

Woman age (x_1) for 3 categories; young women (15-25), average age (26-45), and elderly (46-60). Education level (x_2) for 2 categories; reading and writing for illiterate and literate women. Household income level (x_3) for 3 categories; (high>L.E. 20000/year), (medium L.E. 15000-20000/year), and (low<L.E. 15000). Relative autonomy index (RAI) of decision making in hh expenditure, protection from violence, family planning (x_4). The results show the expected value of empowerment for literate young women (15-25) living without RAI in high income households is 0.315.

The empowerment scores significantly increase to 0.375 if the woman is in the middle age category and increases to 0.435 if she is elderly. The expected value of empowerment scores significantly

decreases to 0.248 for illiterate women. The score significantly decreases also to 0.195 for women living in medium income households. The score of empowerment significantly increases to a high degree (0.765) for women who have RAI in decision-making in hh expenditure, protection from violence, and family planning.

Recommended Intervention:

Designing national agricultural programmes in consideration of women's inadequate access to credit to purchase land or farm inputs, which can increase women's assets and reduce the gap with men.

References

Alkire S., M-D. Ruth, P. Amber, R.Q. Agnes, S. Greg, and V. Ana, 2013, "The Women's Empowerment in Agriculture Index", Oxford Poverty and Human Initiative (OPHI), Working paper No.58.

Malhotra, A., S. R. Schuler, and C. Boender, 2002, "Measuring Women's Empowerment as a Variable in International Development", World Bank, Washington, DC.

Moser, C., 1993, "Gender Planning and Development, theory, practice & training" Routledge, USA.

The impact of gender inequalities on food security: what policies are needed?

Marcela Villarreal, FAO

This article is a synthesis of the original paper by Marcela Villarreal published in the journal *Genre et agriculture familiale et paysanne: Regards Nord-Sud*, 2012. Centre de promotion de la recherche scientifique. Université de Toulouse-Le Mirail.

Introduction

Gender equality in access to productive resources and services in rural areas is essential for countries to eradicate hunger and poverty. Women's access to all of the resources and services that are necessary to be productive in agriculture is significantly lower than that of men in all regions of the world, particularly in the poorest ones. Numerous studies have demonstrated that closing this gender gap can generate significant societal gains in the reduction of food insecurity as well as in long-term development through multiplier effects in education, health and nutrition. Gender-sensitive agriculture (including fisheries and forestry) and rural development (ARD) policies are needed to close this gap. However, most existing policies do not address the specific needs of women and men in spite of the high participation of women in the agricultural work force. This article analyses the gendered constraints in agriculture and proposes a classification of the gender sensitivity of policies, with the aim of aiding policy makers in understanding what makes a policy more or less gender sensitive and ultimately, to have better agriculture, food security and development outcomes for developing countries.

Why gender in Agriculture?

The importance of productivity in the agricultural sector

Currently, 821 million people are undernourished in the world (FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, 2018). The global population is projected to increase from 7.3 billion today to almost 9.8 billion by 2050, creating the need for a 50% increase in food production and other agricultural products to

satisfy the growing demand for food (FAO, 2017). More urban and wealthier populations will create a shift in the composition of food demand (towards higher demand for fats and animal protein diets) and the increase in overall consumption levels, requiring significant increases in livestock production and its intensive use of resources (FAO, 2017). Climate change, degradation and the scarcity of natural resources as well as urbanisation, will further challenge the world's ability to increase and diversify agricultural production.

Ensuring food and nutrition security in the long-term will require not only an increase in productivity and in production around the world, especially in developing countries, but also the conservation of natural resources and the prioritisation of sustainability (for example, the adoption of sustainable land management practices) in agricultural productivity growth.

Women are key actors in these processes, but they face systematic and generalized gender-specific constraints in access to productive resources, be they physical (land, inputs) or not (knowledge, financial services, technological innovations). Agriculture is essential for women, as the sector provides the majority of employment opportunities in most regions of the world. Likewise, women are essential for agriculture, as they provide the sector a high proportion of its labour. More productive agriculture will provide better livelihoods and free time for women, thus allowing more empowerment.

Rural women's productivity: observation and issues

Women represent, on average, 43% of the agriculture labour force in developing countries (FAO, 2011), but there is a huge gender gap between women and men in the access to the resources needed to be productive. Consequently, this limits women's productivity in agriculture. Studies show that plots managed by women are 20-30% less productive than plots managed by men, and that

bringing yields on the land farmed by women up to men's levels would increase agricultural output by 2.5-4% in developing countries (FAO, 2011).

Closing the gender gap would generate significant gains for all of society by increasing agricultural productivity and outputs: it has been demonstrated that it could lead to the number of hungry people decreasing significantly, by approximately 12-17% (FAO, 2011). Increased incomes from closing the gender gap would also have positive effects on the status and power of women in households and on their economic and political position within society, allowing them to better contribute to economic growth in general. The higher productivity of women in the agricultural sector has a number of multiplier effects with long-term social benefits.

Obstacles faced by rural women and the need for gender-specific policies in agriculture

The gender gap in agriculture results from deeply ingrained social norms perpetuated by a gendered system of social relations, and by cultural and religious values and practices, which differ by country and region. Policymakers must identify difficulties women face through gender-based data and analysis, especially in the agricultural sector, which is particularly affected by customary laws. Unfortunately, most policies remain gender blind or are not implemented by rural communities where customary practices and traditional laws prevail over statutory laws and rights. Specific agricultural sector policies that aim at reducing the gender gap are urgently needed and where they do exist, governments and policy-makers must fight against opposition and enforce them.

Access to land and natural resources

Land is the most basic requirement for farming and is often considered a symbol of power. Robust evidence from all regions in the world shows that men are more likely to hold land titles, and to have

larger holdings, as well as holdings of better soil quality. In Bangladesh, Ecuador and Pakistan, for example, average land holdings of male-headed households are more than twice the size of those of female-headed households (FAO, 2011). Closing the gender gap in the access to land is a main domain where gender sensitive policies are needed.

Policies that ensure women and men have equal access to land need to be reinforced and completed by measures to protect women's rights to land tenure and property. In countries where discrimination under the law still exists, a key strategy is the revision and the reform of all national legislation on land and natural resources.

Access to financial services

Financial services are essential to improve agricultural output, food security and economic opportunities both in the household and in society. However, this is an area where women are systematically excluded, with the exception of microcredit programmes. Literature shows that women's incomes are more likely to be used for the welfare of the household and that their repayment rates are higher than those of men (World Bank, FAO and IFAD, 2009). Legal barriers and cultural norms still bar women in many countries from holding bank accounts or signing financial contracts in their own right.

Financial institutions, NGOs and particularly governments should promote financial literacy for women and simplify procedures. It is also important to create and promote a women-friendly financial system, which should be based on the excellent results of microcredit programmes on women's empowerment.

Access to decent work

Women's employment income can make a critical difference in the poverty status of their households,

but female employment rates are lower than male rates in developing countries: about 70% of men and 40% of women are employed, with large variations across regions (FAO, 2011). When rural women are in wage employment, they are more likely to be in part-time, seasonal or low-paying jobs and even in equivalent jobs and comparable levels of education and experience, they are usually paid less than men. The reproductive roles of women add a huge burden and frequently create obstacles to productive roles in agriculture.

Policies to support the creation of decent employment in rural areas for both men and women will go a long way to reducing hunger and poverty. In order for them to be effective, these policies need to address the reproductive burdens of women, including childcare facilities, as well as infrastructure improvements (FAO, IFAD and ILO, 2010).

Access to education, extension and technologies

New technologies, education, knowledge and extension are crucial to improve agricultural productivity. In some regions (especially Southern Asia and sub-Saharan Africa) girls and women are less likely to have access to education and more likely to be illiterate. This limits their access to information concerning good practices, extension and improved technologies. In social contexts where meetings between women and men from outside the family nucleus are restricted, the lack of female extension agents for rural women prevents them from participating in productivity growth in agriculture.

Education and training are essential for the empowerment of women, improving their possibilities to access decent employment, participate in decision-making and obtain information about their rights. Education should be linked to more technical instructions in agricultural science and technology, especially in areas where women represent a large part of the agricultural sector. The share of female professional staff in agricultural higher education (lecturers, professors, scientists, etc.) remains very low in most countries. Low female representation in agricultural research may have a bearing on rural women, as the choice of research agendas may not reflect their needs.

More often, rural women face significant barriers in accessing new technologies that are crucial in

improving agricultural productivity, aggravated by their limited education and financial and time constraints. As an example, in some Kenyan districts, women owned only 18% of the farm tools and equipment owned by male farmers (FAO, 2011).

Government policy interventions need to focus on school enrolment for girls in regions where the access of girls to education is lower than that of boys, target women's specific needs, including through gender-sensitive extension methods, include gender training for teachers, and involve women more in agricultural research and higher education.

Access to decision making

Partly because of their lack of access to education and resources, and to a greater extent because of the social norms of rural societies, rural women have difficulties accessing decision-making roles both at local and national levels. According to the Inter-Parliamentary Union (IPU) 2017 data, the number of women in parliament remains low: 23.4% in the single or lower house and 22.9% in the upper house or Senate. In governments, only 7.2% of heads of State and 5.7% of heads of government are women.

Women's improved access to decision-making roles at local levels could ensure better access to the essential land and resources needed to increase their productivity and incomes and achieve decent work opportunities.

Women's groups and cooperatives are of the utmost importance for their voice to be heard in policy making processes, as well as to obtain benefits in production and productivity such as economies of scale, access to markets and productive resources, and higher control over their income among many other benefits. An example of the power of these organizations in empowering women and improving their livelihoods is the Self-Employed Women's Association – SEWA – in India. Efficient measures are needed to remedy the lack of women among decision-making bodies. Quota systems in local governments have had good results in some areas, but they need to be carefully designed and monitored.

What policies exist: scope and impact

Agriculture sector policies tend to be non-gender sensitive for the most part. They rarely take into account the specific needs of women and men. When they do, they frequently reflect common

gender biases, stereotyped women's roles and the value attributed to them. A major factor in making agricultural policy gender sensitive is the recognition of the burden of domestic work and other reproductive activities as taking substantial amounts of women's time and energy. The degree to which reproductive chores are explicitly addressed will thus be a determining factor of the extent of the policy's gender sensitivity. Another main feature characterising agricultural sector policy from a gender perspective is the underlying assumptions of women's roles and contributions to society and to the economy.

Table 1 proposes a typology of agricultural policies in terms of their sensitivity to gender issues and provides illustrative examples. I propose a characterisation of agriculture sector policy varying from what I have called Gender-Purposive (policies whose main objective is to reduce gender inequalities in the context of a larger overall agricultural goal) to Gender-Blind and Gender-Neutral policies. Between these extremes, there is a range of policies varying in their gender sensitivity. I have labelled these Gender Sensitive – Transformative (those that result in women's empowerment or in more equal gender relations – even if this was not their primary objective), Gender Sensitive – Residual (gender issues are not explicit among policies' objectives and women are identified as a vulnerable group among others) and Gender Sensitive – Instrumental (those policies that use women's traditional roles within societies and households: mothers, care givers for development gains such as improving children's nutrition, etc.)

Examples of different kinds of Gender Sensitive policies:

Gender Sensitive – Transformational

A relevant example is the National Rural Employment Guarantee Act (NREGA), enacted in India in 2005: it guarantees 100 days of paid work to all rural households whose adult members are willing to perform unskilled manual labour; requires that at least one third of the workers should be women and that men and women are paid an equal wage; and addresses constraints faced by women to participating in the labour market by providing childcare facilities and local work.

However, this initiative has not succeeded in all regions equally: in Bihar and Uttar Pradesh, for example, women were reported to have had major

difficulties in registering as workers under the NREGA (Khera and Nayak, 2009), and according to 2007 data, employment opportunities for women in those states were less than 25% of the total workday generated (PACS, 2007). Some Panchayats in those states refuse to provide work opportunities for women, and preference is given to men (PACS, 2007). In addition, there is a lack of childcare facilities everywhere in the country (FAO, IFAD and ILO, 2010).

Although well-formulated, this programme's transformative impact on gender relations and on the empowerment of women can only be ascertained in due time, and by including a set of appropriate indicators.

Gender Sensitive – Residual

Malawi developed a programme to improve the access of small holders to agricultural inputs at subsidized prices called the Farm Input Subsidy Programme (2005-6 to 2008-9). It was administered through a series of vouchers that enabled rural households to buy fertilizer, seeds and pesticides at significantly reduced prices. Beneficiaries were identified using four criteria: (1) that the household owned land would be cultivated during the relevant season; (2) that the household was a bona fide resident of the village; (3) that only one beneficiary would be eligible in a household; and (4) that vulnerable groups, especially households headed by children and women would be given priority (Chibwana et al., 2010).

The CFMS (Chibwana, Fisher, Masters and Shively) study of 2010 found that households headed by young women were less likely to receive a complete input subsidy packet than those headed by older males. Although the programme identified women as beneficiaries, it did so only in as much as they are members of "vulnerable groups". It made no provision to address the reproductive burdens of women, nor did it use gender sensitive indicators to monitor its roll out. It resulted in benefitting more the more educated and male-headed households.

Gender Sensitive – Instrumental

Food and nutrition security policies frequently see women primarily as mothers, focusing only on infants and young children or pregnant women's nutrition. Women who are not mothers or mothers to be, such as teenage girls or women in post-reproductive age, have specific nutritional needs which are generally not taken into account

(Nestel, 2000). One example is the government of Sri Lanka's policy response to malnutrition through 18 Maternal and Child Health and Nutrition programmes, consisting of three broad strategies: direct food assistance programmes, poverty reduction programmes and the Ministry of Health's provision of an integrated package of maternal and child health and nutrition services. The programme targets lactating mothers, pregnant women and young children by providing services in maternal care during pregnancy and lactation and nutrition education (by supporting breastfeeding practices, etc.), but does not target women who are not mothers or mothers to be. The food supplements distributed to them were frequently shared with the rest of the family.

Gender Blind

In Uganda, the promotion of non-traditional agricultural exports (NTAE) aimed to contribute to poverty eradication and food security by providing income to rural households (Dijkstra, 2001). The government was proactive in promoting NTAE by taking macroeconomic and specific sector measures through various policies, especially concerning investments in the NTAE sectors. In their original formulation, policies promoting NTAE did not have specific measures to empower women in agriculture whereas more than 5 million women are economically active in agriculture, almost half of the work force in the sector (Kasente et al., 2000). After reactions to pressure by women's movements, the Ugandan government took some measures to address some of these concerns related to NTAE in the agricultural policy some years ago. However, the "overburden" of women persists, whereby women's labour is more constrained than that of men, because, in addition to their active role in the economy, women bear a disproportionate burden of unpaid "care" work in the household, including child and elder care, and provisioning of food, fuel, and water.

Gender Neutral

These are policies do not have any different effect on women and on men and so do not require the use of gender disaggregated data or gender indicators. This category can only apply to those initiatives where no human beings are involved, given that all human action is gendered. It is included here only for reference and completeness of the typology. Activities such as setting up a

laboratory for the analysis of the HPAI virus should be gender neutral, but this is hardly a policy.

Conclusions

There is still a long way to go to close the gender gap in agriculture. Governments should develop Gender Purposive policies and invest in Gender Transformative policies to obtain long-term societal benefits as well major gains in agricultural productivity and in food security. In the agricultural sector, policies tend to be gender blind or gender sensitive in mild ways, i.e. not addressing some of the main constraints faced by women, which constitute true bottlenecks for sustainable rural development. Moving towards Gender Transformative policies will require major efforts in demonstrating the impact of closing the gender gap on specific areas of the agricultural sector. It will also require investment in developing relevant capacities, as well as a redoubling of efforts in producing relevant data for evidence-based agricultural policy and for strengthening national capacities to collect, analyse and use these data in policy making.

Table 1: Policy gender typology

TYPE OF POLICY	OBJECTIVES	CONSTRUCTION OF WOMEN	ADDRESS REPRODUCTIVE BURDEN	USE OF EVIDENCE	MONITORING AND EVALUATION	EXAMPLE
GENDER PURPOSE	Closing the gender gap in access to productive resources in agriculture. (address women's strategic needs)	Women and men are equal social and economic agents, making unique contributions to development. Women are entrepreneurs, workers, etc.	Yes, essential for women to participate on equal terms with men	Gender disaggregated data to understand specific needs and constraints of each gender	Specific indicators on the gap between men's and women's access to resources. Impact on agricultural productivity and production (Impact on power relations in the household)	?
GENDER SENSITIVE-TRANSFORMATIVE	Improving livelihoods in rural areas; Improving agricultural productivity; Food security or other agricultural or rural development objectives	Women are social and economic agents, workers, decision makers and make economic contributions	Yes, clearly stated	Gender disaggregated data to understand specific needs and constraints of each gender	Gender sensitive indicators on a variety of aspects	NREGA, India
GENDER SENSITIVE-RESIDUAL	Agricultural sector objectives, gender not explicit	Women are one vulnerable "group", usually among others	No	Usually not gender-disaggregated	Gender disaggregated data on participation in programmes	Subsidized agricultural inputs, MALAWI
GENDER SENSITIVE-INSTRUMENTAL	Agricultural sector objectives, gender not explicit	Women are mothers, care givers, responsible for children's nutrition and wellbeing Women perform reproductive roles "naturally"	No, usually assume women's opportunity cost zero	Usually not gender-disaggregated		Food security policy SRI LANKA
GENDER BLIND	Agricultural or rural development objectives that do not take into account women's and men's specificities	Women are invisible as producers, consumers and decision makers	No	Not gender disaggregated	No gender sensitive indicators	NTAE and macroeconomic policies in Uganda
GENDER NEUTRAL	Outcomes in which men's are women's specific needs and contributions are not relevant		No	Not gender disaggregated	Gender sensitive indicators not relevant	Installation of laboratory for analysis of HPAL virus (with no capacity building or any other activity where people are involved)

References

- Kasente, D., Lockwood, M., Vivian, J., Whitehead, A., 2000. Gender and the Expansion of Non-traditional Agricultural Export in Uganda. UNRISD. ([http://www.unrisd.org/unrisd/website/document.nsf/\(httpPublications\)/832924CAD2](http://www.unrisd.org/unrisd/website/document.nsf/(httpPublications)/832924CAD2))
- Dijkstra, T., 2001. Export Diversification in Uganda: Developments in Non-Traditional Agricultural Exports. (<https://www.ascleiden.nl/pdf/exportdiversificationuganda.pdf>)
- FAO, IFAD and ILO, 2010. Gender Dimensions of Agricultural and Rural Employment: Differentiated Pathways Out of Poverty, Status, Trends and Gaps. Rome. (<http://www.fao.org/docrep/013/i1638e/i1638e.pdf>)
- FAO. 2011. The State of Food and Agriculture 2010-2011. Women in agriculture: closing the gender gap for development. Rome, FAO. (<http://www.fao.org/docrep/013/i2050e/i2050e.pdf>)
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2017. The State of Food Security and Nutrition in the World 2017. Building resilience for peace and food security. Rome, FAO. (<http://www.fao.org/3/a-l7695e.pdf>)
- FAO. 2017. The State of Food and Agriculture 2017. Leveraging food systems for inclusive rural transformation. Rome, FAO. (<http://www.fao.org/3/a-l7658e.pdf>)
- Inter-Parliamentary Union (IPU), 2017. Infographic. Women in Politics: 2017 (<https://www.ipu.org/resources/publications/infographics/2017-03/women-in-politics-2017>)
- Nestel, P., 2000. Strategies, Policies and Programmes to Improve the Nutrition of Women and Girls. Food and Nutrition Technical Assistance. (https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/7C9F28EA4186E26AC1257410003A3D48-fanta_jan2000.pdf)
- UNDP, 2015. Uganda Country Gender Assessment. October 2015. (<http://www.ug.undp.org/content/dam/uganda/docs/UNDPUG2016%20-UNDP%20Uganda%20-%20Country%20Gender%20Assessment.pdf>)
- World Bank, FAO and IFAD, 2009. Gender in Agriculture Sourcebook. Washington. (<http://siteresources.worldbank.org/INTGENAGRLIVSOUBOOK/Resources/CompleteBook.pdf>)

BOX 1: L'exemple du bureau d'Appui à la femme rurale (Tunisie)

*Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la pêche (Tunisie):
L'exemple de l'approche participative développée par le bureau d'Appui à la femme rurale*

**NARJESS HAMROUNI IDRISSE,
Ingénieur en chef, Directrice
d'Appui à la Femme Rurale**

Le Bureau d'Appui à la Femme Rurale (BAFR) est une direction rattachée au cabinet du Ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP) a été créé en 2001. Il a pour missions de (1) coordonner avec le Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors dans l'exécution du plan d'action en faveur de la femme rurale, (2) d'appuyer les différentes structures et institutions agricoles et les aider à intégrer la femme rurale dans les secteurs de production agricole, (3) de collecter les informations et les mettre à la disposition des différents intervenants et (4) de former et encadrer la femme rurale et les cadres œuvrant dans la promotion de la femme rurale dans l'agriculture et la pêche. Le BAFR est représenté dans les 24 Commissariats Régionaux au Développement Agricole (CRDA) par des coordinatrices.

Plan D'action du BAFR pour intégrer la femme aux différentes activités du développement rural:

L'objectif d'un plan d'action est de fournir un programme d'action ou plan directeur clair qui servira à mettre en place des activités traitant d'un problème préalablement défini. Ce type d'outil de planification est particulièrement utile lorsqu'une initiative rassemble un éventail de groupes et d'individus n'ayant pas l'habitude de travailler ensemble ou représentant des intérêts et des perspectives divergents.

Un plan d'action bien préparé présente sommairement:

- L'analyse de la situation et des lacunes,
- Le but et les objectifs à atteindre,
- Les activités connexes à entreprendre,

- Les responsabilités qui en découlent pour les participants,
- Le calendrier ainsi que les détails concernant les ressources et les méthodes d'évaluation.

Le BAFR, en coordination avec les CRDA a entamé depuis l'année 2012 la démarche d'élaboration des plans de développement locaux et participatifs dans un secteur (Imada : petit découpage administratif) par gouvernorat. Ces plans ont pour objectifs le renforcement des capacités de la population et leurs structures de base pour assurer leur auto développement et mettre les bases et les mécanismes qui contribuent à la promotion du développement local. Ces plans constituent un cadre essentiel pour:

- Promouvoir la décentralisation du processus de développement en attribuant plus de pouvoir à la localité dans la conception des programmes de développement et le suivi des réalisations;
- Dynamiser le rôle de la population dans la conception des programmes de développement de leur localité en partenariat avec tous les intervenants afin d'adopter et appuyer la réalisation des actions et garantir leur pérennité.

Les plans de développement sont élaborés en adoptant l'approche participative qui se base sur l'implication des différents partenaires et la mobilisation de la population pour renforcer leur participation et contribution efficace et responsable dans toutes les étapes du processus de développement en commençant par la sensibilisation, le diagnostic, la programmation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Des étapes qui nécessitent l'organisation de la population en comité de développement capable de négocier avec les différents intervenants dans le milieu rural mais aussi l'intégration qui permet d'avoir un cadre propice de complémentarité

et d'efficacité entre les différentes institutions et structures de développement pour répondre aux objectifs du développement local durable dans un cadre de concertation et de coordination.

Le plan de développement renseigne sur:

- L'identification de la zone d'intervention (données générales, données sociales, l'infrastructure de base et les équipements collectifs, les projets dans la zone...)
- Les données agricoles (production végétale et animale, petit élevage, pêche et aquaculture, forêts, l'approvisionnement en intrants et la commercialisation des produits, le financement des activités agricoles, la conservation des eaux et du sol...)
- La répartition des groupes d'intérêts communs (selon la taille de l'exploitation, le système de production, le critère géographique, statut ...)
- La composition du comité de développement
- Le résultat du diagnostic participatif communautaire (problèmes qui entravent le développement de la zone, solutions proposées par la population et priorisation)
- Le résultat du diagnostic participatif avec le groupe des femmes (problèmes qui entravent le développement, besoins, solutions proposées par la population et priorisation)
- L'étude d'impact socio-économique des solutions proposées par la population.
- Le programme de développement global, la structure responsable et les partenaires,

les délais d'exécution des activités, le coût.

Il est toutefois important qu'un plan d'action ne soit pas considéré comme un instantané d'une situation donnée ou d'un événement unique. Au contraire, le plan d'action peut être modifié selon les besoins d'un processus itératif.

Lors de l'élaboration d'un plan d'action, il est impératif de tenir compte et de consulter:

- La constitution et ses articles en rapport avec le domaine d'intervention,
- Les conventions internationales que le pays a ratifié
- Le plan de développement économique et social,
- Les différentes stratégies en rapport avec la thématique,
- Les résultats des études et de la recherche
- L'environnement juridique (les différentes lois sur l'investissement, loi sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes...)

Méthodologie d'intervention et objectifs du BAFR:

- Adoption d'une approche participative et intégrée.
- Elaboration d'un programme de développement global et intégré, à moyen et long terme, dans lequel sont mentionnées les contraintes et potentialités de développement des régions d'intervention.

Le programme de développement vise à (1)
**l'amélioration du contexte socio-économique
et culturel du milieu rural à travers:**

- L'amélioration de l'infrastructure de base en prenant en considération les besoins spécifiques de la femme dans le milieu rural
- Le renforcement de la contribution de la femme dans le revenu familial,
- La réduction du taux d'analphabétisme de la femme rurale,
- L'encadrement, l'information et la formation des femmes rurales.

(2) La présence équitable des femmes dans les postes de décision à travers:

- L'augmentation de la présence des femmes dans les structures associatives et professionnelles,
- L'accès des aides familiales au statut de chef d'exploitation.

(3) L'adoption de démarches adaptées aux conditions des femmes dans la conception et la mise en œuvre de projets via:

- La Promotion du rôle des femmes dans le processus de développement,
- L'Institutionnalisation de l'approche genre dans le diagnostic, la programmation, la mise en œuvre et le suivi des projets.

(4) Faciliter l'accès des femmes rurales aux ressources, services et facteurs de production.

Les étapes qui ont été suivies pour l'élaboration des plans de développement sont les suivantes :

- Sensibilisation de la population.
- Instruction des enquêtes familles.
- Dépouillement et analyse des données.
- Constitution du comité de développement.
- Diagnostic participatif communautaire en présence du comité de développement et des

différents partenaires du développement.

- Diagnostic avec le groupe des femmes.
- Etude d'impact socioéconomique des propositions de la population.
- Rédaction du document du plan de développement.
- Validation du plan par le conseil local et le conseil régional.
- Elaboration du programme d'intervention du CRDA en matière de promotion de la femme rurale dans l'agriculture et la pêche.

Le plan de développement a pour objectif l'amélioration de l'infrastructure de base, la préservation des ressources naturelles, le rapprochement des services et l'émancipation de la population. Un intérêt particulier est accordé à la femme rurale par le renforcement de ses capacités et compétences techniques, en matière de gestion de l'exploitation et en entrepreneuriat, l'amélioration et la valorisation de son savoir-faire local, sa sensibilisation et son encouragement à créer ou adhérer à des structures de l'économie sociale et son autonomisation sociale et économique.

Le bureau d'appui à la femme rurale intervient à travers les activités suivantes:

- Encadrement des coordinatrices du BAFR dans le domaine de la programmation et l'exécution des activités au profit de la femme rurale
- Renforcement des capacités des coordinatrices et développement de leurs compétences techniques et méthodologique
- Elaboration des plans de développement locaux dans les zones d'intervention selon l'approche participative et intégrée.
- Encadrement et accompagnement des agricultrices.
- Diagnostic des besoins des agricultrices et leur formation dans les domaines des techniques agricoles et dans la gestion de l'exploitation.
- Sensibilisation et organisation des

agricultrices dans des structures professionnelles dans l'agriculture et la pêche (GDA et SMSA).

- Aider les agricultrices à commercialiser leurs produits à travers leurs participations dans les foires régionales et nationales.
- Aider les agricultrices à trouver des financements pour des projets individuels ou collectifs dans le cadre de projet de coopération ou en partenariat avec les associations.
- Orientation des agricultrices vers les secteurs prometteurs et novateurs (valorisation et transformation des produits agricoles, projets écologiques : gestion des déchets, compostage, agritourisme) pour assurer la durabilité des projets.
- Aider les agricultrices à valoriser les produits forestiers (exploitation des produits forestiers et non ligneux, extraction des huiles essentielles).

Parmi les contraintes générales, on peut citer la contribution économique de la femme rurale qui est non estimée à sa juste valeur, l'absence de données désagrégées par sexe dans plusieurs programmes, la faible mobilité des femmes ce qui limite leur accès à la formation professionnelle malgré le dispositif de formation existant et l'absence d'unité pédagogique mobile qui rapproche les services de vulgarisation et de formation des femmes rurales.

D'un point de vue des ressources, on peut relever que les ressources humaines et moyens de travail sont limités (incidence sur le taux d'encadrement des femmes), que le budget pour les activités de promotion de la femme rurale reste limité, la difficulté de coordination avec les différents partenaires dans le milieu rural; problème de gouvernance locale ; ce qui limite l'exécution des activités prévues dans les plans de développement locaux et enfin l'absence de structure institutionnelle au niveau des CRDA pour l'appui à la femme rurale (métier non motivant et prometteur).

Contraintes générales



BOX 2: Promotion of the Practice of Rainwater Harvesting (RWH) at the Household Level among Women in the Bedouin Community of Qatrana in the Karak Governorate/Jordan

Situational analysis

Women hold a significant part in the household management within the Bedouin community of Qatrana; however, they have limited opportunity to learn about current publications relevant to best practices in water management at the household level. They lack capacity building on how to mitigate the effect of climate change. Training women in sustainable water management, including the revival of an old water management practices in a more sustainable and more practical way, throw a great potential in preserving water resources and aiding women in the sustainable management of their households and their communities.

Project Background

Qatrana Social and Economic Development Association (QASEDA) is a nonprofit organization with most of its members being youth. It was established in June 2016 in the town of Qatrana. The organization aims at advancing the local economic and social development in the Bedouin community of Qatrana, with a particular attention to women, youth, and child issues, and linking cooperation and exchange of experiences with the various associations, institutions and organizations at the national and international levels, in order to build the local capacity in the various relevant fields of local development. The organization is engaged in a short term project in the area of capacity building and awareness raising actions and activities carried out by civil society within the framework of a donor funded project by the regional environment centre, headquarter in Budapest. Moreover, QASEDA aims to further advance its water-related activities and develop community initiatives in relation to water resources management using low-cost systems managed by communities and women's empowerment in planning and managing these initiatives.

This project aimed to contribute to the conservation of the water resources of Qatrana through

adoption of sustainable water management and conservation technologies and create the environment necessary to foster investment in these practices and technologies. It aimed at promoting the implementation of rainwater harvesting among the women in this Bedouin community and raising their awareness and advancing them to start a local initiative in rain water harvest at the local level. In addition, the project aimed at developing new partnerships with civil society and engaging with all stakeholders through regular consultations concerning water sector project planning, thus ramping up awareness of the efficient use and conservation of water and protecting the water infrastructure.

Actors involved in this initiative included all parties who have an effect on women in their households, including women NGO activists, women working in public sectors including teachers, municipality workers, young women studying at university, and school children. Furthermore, the awareness campaign was planned and implemented by women volunteer in the organization.

Methodology

QASEDA aimed at conducting an awareness campaign targeting these women in particular the youth, to turn them along with their children as local ambassadors to further promote suitable water management practices in particular RWH, which will eventually initiate a positive effect in implementing best practices of water resources management in the local community in Qatrana. The project started by identifying women who are interested in participating in this workshop. This was implemented by women members of the NGO. Then a survey was sent to these women to determine their current knowledge of RWH, including NGO activists, professional agricultural engineer, school teacher, housewives, and university students. Social media production and mobile messages were prepared to promote water conservation and RWH in Qatrana. This was followed by a

workshop for a total number of 15 targeted and interested women from the local community. The workshop included a practical work session that required women to develop a local initiative on RWH based on the opportunities and challenges that are present in their local community and to identify the target groups and partners and develop a basic action plan for the initiative. An educational afternoon was conducted targeting school children from 8-15 years of age. Twenty children attended the educational day that included various activities, a theatrical play on rainwater harvesting, a dance, quizzes, games, questions and answers and drawing activities. At the end of the afternoon gifts were distributed to the children.

Outputs/Impact

Awareness on RWH was raised. Fifteen women were targeted through a workshop. Twenty children were targeted through educational activities. Three initiatives were developed that QASEDA is planning to further develop into proposals for future work including:

Initiative 1: 10 women neighbours will install a main reservoir and connected to their home tanks of water collected from rooftops and will prepare a common land for crop production using this water. Initiative 2: RWH system in an NGO Centre in Qatrana. Initiative 3: The renovation of the reservoirs attached to the historical Qatrana castle.

References

<http://www.theswitchers.eu/en/switchers/qatrana-natural-resources-managment-skill/>

Tala KHRAIS

Volunteer Trainers and Capacity Building Expert

Qatrana Social and Economic
Development Association (QASEDA)

BOX 3 : Autopromotion des couches vulnérables (Femmes et jeunes filles) par la mise en place d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) à Bordj Bou Arreridj (Algérie)

Contexte

Dans le monde, et en Algérie, les femmes rurales ont rarement accès à des ressources qui rendraient leur travail plus productif et les soulageraient d'une partie de leur dur labeur. En définitif, ce ne sont pas seulement les femmes qui sont pénalisées, mais aussi leurs familles, leurs communautés et l'économie locale.

Les femmes rurales ont de nombreux rôles, et leurs responsabilités et connaissances sont différentes de celles des hommes. Aux champs, elles plantent, désherbent, cueillent, récoltent et s'occupent du bétail. Dans leur foyer, elles s'occupent des enfants et de la maison, préparent les repas et gèrent les affaires quotidiennes du ménage. En plus de leurs multiples tâches, elles passent de longues heures à ramener l'eau et à ramasser du bois pour le feu.

Or, malgré leurs nombreuses responsabilités, les femmes ont nettement moins accès aux ressources et aux services dont elles ont besoin pour augmenter leur productivité et leurs revenus, et alléger leur fardeau de tâches ménagères. Les femmes sont handicapées par le manque d'instruction, l'inégalité des droits de propriété et l'impossibilité ou presque d'accéder aux ressources. Chacune de leurs activités nécessite de longues heures de labeur, ce qui réduit d'autant leur capacité d'améliorer leurs revenus. La prospérité et la croissance des communautés pauvres passent donc par la satisfaction des besoins des femmes et le respect de leurs droits. À l'heure où l'agriculture paysanne connaît une mutation accélérée sous l'effet du commerce, de la mondialisation, du changement climatique, des nouvelles technologies et des flux migratoires, il est primordial de reconnaître le rôle de premier plan que jouent les femmes dans l'agriculture. Les femmes ont besoin d'être soutenues pour apprendre à s'adapter à ces transformations et à saisir les nouvelles occasions qui se présentent.

Notre projet prouve que l'investissement en faveur des femmes peut produire des améliorations

sensibles de la productivité et de la sécurité alimentaire. Des communautés entières profitent des retombées sociales et économiques résultant de l'accès des femmes à la terre, à l'eau, à l'éducation, à la formation, aux services financiers et à une société civile organisée. Les études de la banque mondiale montrent que, dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, la production alimentaire pourrait augmenter de 10 à 20% si les femmes avaient moins d'obstacles à surmonter.

L'autonomisation des femmes et l'égalité des chances des hommes et des femmes sont des préalables fondamentaux pour réduire la pauvreté, la faim et la malnutrition. Si l'on garantissait aux femmes le même accès que les hommes aux ressources et intrants agricoles, les exploitations gérées par des agricultrices pourraient voir leur production s'accroître de 20 à 30%, ce qui permettrait de réduire de 100 à 150 millions le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde (source FIDA).

Depuis l'indépendance, les femmes algériennes aspirent à l'instauration d'une égalité avec les hommes ainsi qu'à l'exercice de leurs droits fondamentaux. Elles ont placé la question de l'abrogation des lois discriminatoires à leur égard au cœur de leur combat et revendications. Les femmes algériennes citoyennes, jouissant de droits égaux mais partiels malgré l'article 29 de la constitution. Dans d'autres situations, la discrimination positive consiste à instaurer les conditions qui permettent aux personnes avec des difficultés (handicap physique, par exemple) de bénéficier des mêmes droits et opportunités. Une autre forme de discrimination positive tente de « réparer » les anciennes injustices. Toutes ces pratiques et mesures ont pour objectif de promouvoir « l'égalité par l'inégalité ». Le lien entre les mesures de discrimination positive et la problématique de notre projet, c'est chercher le renforcement des femmes rurales pauvres au détriment des hommes dans le sens de créer des inégalités de choix des bénéficiaires pour atteindre une égalité aux droits socioéconomiques.

Le but précis de notre programme :

Les femmes rurales vulnérables, dont des femmes veuves, divorcées et cheffes de famille sans ressources des communes de Djaâfra, Teffreg, Harraza, Rabta, El Euch, El K'sour et Bendaoud de la wilaya de Bordj Bou Arreridj jouissent de leurs droits socio-économiques par la création des activités agricoles génératrices de revenu. La convention n° 111 de l'OIT concernant la discrimination (emploi et profession) : ratifiée le 22/05/1969. Cconstitution 15/11/2008 Art. 29

Le programme répondra tout d'abord à ces problématiques par l'organisation d'une campagne d'information des parties prenantes sur le projet puis une campagne de formation. Les projets de développement les plus performants sont ceux qui intègrent le facteur du rôle et des besoins des femmes dès leur phase de conception. Le projet de mise en valeur des parcours sera centré essentiellement sur la remise en état des zones de pâturage très dégradées et sur l'augmentation des revenus des éleveuses rurales qui y vivent. Mais il reconnaît aussi le fait que l'amélioration décisive et durable de l'environnement et de l'économie nécessite de meilleures conditions de vie, en particulier pour les femmes.

La combinaison des différentes interventions du programme contribuera directement à améliorer l'existence quotidienne et les perspectives d'emploi des femmes. Les femmes deviendront ainsi plus autonomes sur le plan économique, et les rapports hommes-femmes commenceront à se modifier dans les familles. Par conséquent, les ménages seront mieux lotis, et les jeunes filles seront moins poussées à se marier très tôt.

En outre, l'évaluation finale de nos précédents projets appuyés par plusieurs bailleurs de fonds, ont révélés un besoin en renforcement du réseau associatif local. Pour répondre à cette carence, le projet prévoit un deuxième volet d'interventions pour la sensibilisation et la prise de conscience du public à l'importance de l'implication des femmes

au développement. El Ghaith s'emploie depuis longtemps à améliorer le bien-être et la prospérité des femmes et à promouvoir l'égalité des sexes. Les programmes et projets qu'elle appuie améliorent l'accès des femmes aux ressources et à la prise de décisions et s'efforcent de faire en sorte que les initiatives de développement profitent de manière plus équilibrée aux femmes et aux hommes. Mais l'exercice ne se prête pas aux recettes toutes faites : les rôles de chaque sexe et les relations hommes-femmes varient en fonction du contexte. C'est un défi permanent que de comprendre ces différences et d'en tenir compte. Le programme de renforcement des capacités de la société civile permettra, outre l'appui à la mise en œuvre du projet, d'offrir aux interventions d'El Ghaith un impact régional et des possibilités de duplication du projet.

Enfin, au cours de plus de 15 années d'action au service du développement rural, El Ghaith a constaté que les femmes pouvaient être de formidables alliées dans la lutte contre la pauvreté. C'est la raison pour laquelle nous œuvrons pour défendre leurs droits fonciers, améliorer leur accès à l'eau, à l'éducation, à la formation et aux crédits, par des activités génératrices de revenus. Ce plaidoyer s'appuiera sur un troisième volet communicationnel qui permettra aux objectifs défendus par le programme d'avoir une répercussion au niveau national. Les technologies de communication seront utilisées comme d'habitude pour la visibilité des actions, par la radio locale et par les réseaux sociaux (Face book et site internet). Le défi principal que l'on craint de rencontrer réside dans le processus de création de coopératives. A cause des restrictions imposées par leur mari, les femmes rurales sont peu mobiles en dehors de leur territoire, mobilité pourtant nécessaire pour la réalisation du dossier à cause de leurs maris. Il est donc prévu d'impliquer les hommes dans le processus pour permettre la création des coopératives.

Résultats

R1: Connaissances et compétences de 70 décideurs et acteurs locaux des communes de Djaâfra, Teffreg, Harraza, Rabta, El Euch, El K'sour et Bendaoud améliorées sur les droits socio-économiques des femmes et leurs mise en œuvre.

R2: Les connaissances et capacités des femmes rurales veuves et divorcées et cheffes de ménage pauvres et vulnérables des communes de (Djaâfra, Teffreg, Harraza, Rabta, El Euch, El K'sour et Bendaoud) sont améliorées pour leur autonomisation socio-économique)

R3: Autonomisation économique de plus 500 femmes veuves, divorcées et cheffes de ménages des communes de (Rabta, El K'sour et Bendaoud) par le développement d'activités d'élevages sensibles à l'environnement, adaptées au contexte économique et génératrices de revenus) et installation d'unités de transformation

Perspectives

(1) Autonomisation économique des femmes:

Les efforts permettant d'accroître l'égalité des opportunités pour les femmes concernant l'accès et le contrôle des ressources économiques (comprenant la terre, la propriété, la technologie, les services financiers, l'héritage et les ressources naturelles) et de promouvoir l'entrepreneuriat durable des femmes en accord avec les lois nationales et les engagements internationaux, en mettant l'accent sur le développement durable.

Les efforts pour promouvoir l'accès à un travail décent et à un salaire égal pour toutes les femmes comprenant la reconnaissance du travail domestique et de soins, par la législation, les politiques de protection sociale, les prestations de service et le partage des responsabilités dans la famille et à la maison adaptés, à l'échelle nationale.

(2) Autonomisation politique des femmes:

Les efforts pour promouvoir la participation complète et effective et l'égalité d'opportunités des femmes dans le leadership et la participation politique à tous les niveaux de prise de décision et dans toutes les sphères de la vie, à travers la réalisation de ce programme qui aura un impact direct sur l'autonomisation économique, effet positif sur leur liberté et leur courage de prendre

de décision et d'assumer un choix d'intégrer une association ou un parti et la moindre des choses c'est choisir son élu. Les efforts pour concevoir, renforcer et mettre en œuvre des lois et politiques nouvelles ou déjà existantes sur l'égalité des genres, revoir les contenus discriminatoires et transformer les normes et les pratiques sociales vers davantage de respect et de satisfaction dans l'égalité des droits des femmes par les ateliers de sensibilisation dans le cadre du résultat 1 par l'utilisation d'une campagne de communication.

(3) Changement relation Hommes/Femmes

Une fois les femmes identifiées, les hommes des familles sélectionnées seront touchés par la sensibilisation par le biais des focus groupe au niveau des communes où les hommes des bénéficiaires participeront à une séance de travail pour les impliquer.

A travers ce focus, les hommes seront sensibilisés sur l'importance de l'implication des femmes à la contribution aux besoins de la famille et au développement du village pour améliorer les conditions de vies de la population. Pour donner plus d'intérêt, nous avons décidé d'inviter des hommes (pères, frères, fils) des femmes bénéficiaires à participer au développement de l'élevage de leurs filles, mères ou sœurs pour apporter leur soutien et éviter les conflits de propriété et de jalousie entre les sexes.

Les représentants des pouvoirs publics et des associations seront impliqués pour assumer leur responsabilité. Des focus groupe seront réalisés pour leurs expliquer que le projet est destiné aux femmes et l'importance de donner la chance aux femmes de prouver qu'elles sont capables de gérer leurs petits élevages.

Site association: www.elghaith.org

El Ghaith est le nom que se sont choisis les fondateurs de cette association de Bordj Bou Arréridj comme pour se tracer une destinée consacrée à secourir et rendre l'espoir à ceux qui en ont le plus besoin.

El Ghaith désigne à la fois le « secours » et les premières pluies qui tombent après une longue période de sécheresse.

Elle a vu le jour 25 mars 1998, dans la commune de Hasnaoua, à une dizaine de kilomètres du chef lieu de la wilaya de Bordj Bou Arréridj

(BBA). Interpellée par la précarité que vit la majorité des communes de BBA, dont souffre plus particulièrement les femmes et les enfants, ces « sacrifiés au profit de l'homme » El Ghaith commence ses premières activités par l'opération « septembre de l'écolier », qui consiste à aider les enfants de conditions modestes à acquérir les fournitures scolaires pour leur permettre d'avoir une scolarité normale, « surtout les filles qui sont systématiquement sacrifiées au profit des garçons lorsque des choix budgétaires sont à faire ».

L'opération a très vite connu un succès retentissant et a débordé les frontières de la commune de Hasnaoua pour arriver à toucher aujourd'hui pratiquement toutes les contrées de la wilaya.

Auteurs

Smail Izerrouken et Houria Belouahri





Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



ufmsecretariat.org



Palau de Pedralbes | Pere Duran Farell, 11 | 08034 Barcelona, Spain
Phone: 00 34 93 521 4100 | Fax: 00 34 93 521 4102